

L'OBSERVATEUR de l'OCDE

La
Nouvelle-Zélande
invitée à se joindre
à l'OCDE

L'éducation
récurrente, solution
à la crise de
l'enseignement

Vers une
réorientation des
systèmes de
recherche des
petits pays

Des progrès dans
la mesure de la
qualité de la vie:
les indicateurs
sociaux de l'OCDE

Des étiquettes pour
protéger et informer
le consommateur



Les principaux points
des débats ministériels sur
les problèmes agricoles

L'OBSERVATEUR de l'OCDE

N° 64

JUIN 1973

Publication bimestrielle en anglais et en français éditée par L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES.

BUREAUX DE LA RÉDACTION :
Service de l'Information de l'OCDE,
Château de la Muette, 2 rue André-Pascal,
F 75775 PARIS CEDEX 16.

Les articles sans copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit de L'OBSERVATEUR DE L'OCDE » en précisant la date du numéro. Deux exemplaires justificatifs devront être envoyés au rédacteur en chef. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur.

L'Organisation n'est pas tenue de rendre les manuscrits qu'elle n'a pas sollicités. Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE.

Abonnement (un an) :
F 15; FS 13; DM 10,50; £ 1,15; \$ 3,50.
Le numéro :
F 3,50; FS 3; DM 2,50; £ 0,27; \$ 0,80.

RÉDACTEUR EN CHEF : Anker Randsholt
RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS : Peter
Tewson et Jane Bussière
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION :
Marc Delemme

Toute la correspondance doit être adressée au rédacteur en chef.

PHOTOS : Couverture : Ciccione - Rapho ;
page 3 : L. Jouan - OCDE ; pages 6-7 :
Centre culturel américain ; page 11 : Alma-
sy ; pages 15 à 30 et page 41 : L. Jouan -
OCDE.

SOMMAIRE

LA NOUVELLE-ZÉLANDE INVITÉE A SE JOINDRE A L'OCDE	3
L'ÉDUCATION RÉCURRENTÉ : UNE SOLUTION A LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT ? <i>par J.R. Gass, Directeur du Centre de l'OCDE pour la Recherche et l'Innovation dans l'Enseignement</i>	4
LA POLITIQUE RÉGIONALE EN ESPAGNE	8
ACTION INTERNATIONALE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES D'UNE INDUSTRIE DE CROISSANCE : L'ALUMINIUM	13
LES MINISTRES DÉBATTENT DES PROBLÈMES AGRICOLES : RÉUNION DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE DE L'OCDE AU NIVEAU MINISTÉRIEL, 11 ET 12 AVRIL	15
UN NOUVEAU DÉFI POUR LES PETITS PAYS : LA RÉORIENTATION DES SYSTÈMES DE RECHERCHE	31
COMMENT MESURER LE BIEN-ÊTRE Le programme de l'OCDE pour l'établissement d'un ensemble d'indicateurs sociaux	36
L'ÉTIQUETAGE DES BIENS DE CONSOMMATION : UN INSTRUMENT DE LA POLITIQUE A L'ÉGARD DES CONSOMMATEURS	38
A L'OCDE	41
LES NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'OCDE	42



Couverture : L'apparition simultanée de pénuries - blé et soja - et d'excédents - beurre et lait - était l'un des problèmes examinés par les Ministres de l'Agriculture des pays de l'OCDE au cours de leur réunion les 11 et 12 avril (voir page 15).

La Nouvelle Zélande invitée à se joindre à l'OCDE

Le Conseil de l'OCDE a décidé le 15 mai d'inviter le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande à devenir Membre de l'Organisation. A l'issue de la réunion du Conseil, Emile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE, et Paul Gabites, Ambassadeur de Nouvelle-Zélande en France, ont signé l'instrument d'invitation.

A la suite des conversations qui ont permis de fixer les modalités et conditions de l'adhésion de la Nouvelle-Zélande, le Gouvernement néo-zélandais s'est déclaré prêt à assumer les obligations de Membre de l'Organisation. Depuis trois ans la Nouvelle-Zélande participait déjà aux travaux du Comité de l'Agriculture de l'Organisation.



Paul Gabites, Ambassadeur de Nouvelle-Zélande en France, et Emile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE, signent l'instrument d'invitation.



Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel les 6, 7 et 8 juin

Le Président de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel les 6, 7 et 8 juin 1973 est le Ministre des Affaires Étrangères d'Espagne, Gregorio Lopez Bravo.

L'ÉDUCATION RÉCURRENTE : UNE SOLU

par J.

Directeur du Centre de l'OCDE pour la Re

Si l'OCDE consacre tant d'efforts aux problèmes d'enseignement, c'est qu'il est désormais évident qu'il existe une relation étroite entre l'enseignement et le progrès économique et social. Il est communément admis aujourd'hui, ce qui n'était pas du tout le cas il y a vingt ans, que l'enseignement, en dehors même du rôle qu'il joue traditionnellement dans la préparation des jeunes gens à leurs responsabilités de citoyens, apporte une solution à de nombreux problèmes sociaux, en permettant par exemple aux enfants socialement défavorisés de rattraper leur retard grâce à l'éducation préscolaire, ou aux travailleurs adultes de s'adapter aux nouvelles conditions de l'économie. La nouveauté fondamentale, c'est qu'aujourd'hui, dans les sociétés avancées, chacun est persuadé que des connaissances plus étendues et des qualifications supérieures sont le plus sûr moyen de progresser dans l'échelle des revenus et dans la hiérarchie sociale, et que l'enseignement, qui permet à tous d'acquérir ces connaissances et ces qualifications, est l'un des fondements de l'égalité.

Cette croyance a provoqué au cours des vingt dernières années une expansion considérable de l'enseignement. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, environ 180 millions de personnes — soit à peu près le quart de la population — suivent actuellement un enseignement scolaire ou universitaire traditionnel. Beaucoup d'autres — peut-être l'équivalent, à temps complet, de 15 à 20 millions — suivent une formation à temps partiel ou des cours du soir. Les enseignants sont 9 millions — environ 3 % de la population active. On ne connaît pas partout les chiffres concernant le personnel non enseignant, mais pour l'ensemble des pays de l'OCDE, le total s'élève certainement à plusieurs millions. L'enseignement est donc dans les pays de l'OCDE la plus importante activité organisée. Il est aussi en pleine expansion. En dix ans, de 1960 à 1970, le nombre de personnes recevant un enseignement a augmenté d'environ un quart. L'expansion la plus forte s'est produite dans l'enseignement non obligatoire, où les effectifs ont augmenté de 26 millions, tandis que l'enseignement obligatoire atteignait, lui aussi, le chiffre d'environ 10 millions de personnes.

L'essentiel est maintenant de savoir si cette expansion peut se poursuivre au cours des années 70 sans remettre fondamentalement en cause la nature même du système d'enseignement. Il est évident que, sous sa forme actuelle, cette croissance provoque un mécontentement très répandu. Pour en changer l'orientation, il faut comprendre à quelles forces elle obéit.

Si l'enseignement connaît une telle expansion, c'est qu'il est devenu l'instrument de la sélection sociale. Les parents, même s'ils s'effraient parfois du chaos qui résulte de l'accumulation de toutes les demandes individuelles, désirent pour leurs propres enfants des études toujours plus poussées, parce qu'ils savent très bien que leur avenir est en jeu. Un grand nombre d'entre eux admettrait probablement que leurs enfants auraient intérêt, pour développer leur personnalité de façon satisfaisante, à acquérir d'abord quelque expérience pratique au lieu de se précipiter, un peu à l'aveuglette, dans l'enseignement supérieur. Mais comme, dans le système actuel, c'est à la sortie de l'école

secondaire qu'on a le plus de chances de pouvoir poursuivre des études, il est très risqué de retarder l'entrée des jeunes gens dans l'enseignement supérieur. Que se passerait-il au contraire si l'on pouvait modifier le système de telle sorte qu'on ne soit plus contraint à des décisions irrévocables, s'il y avait égalité d'accès à l'enseignement supérieur entre les adultes et les jeunes gens, s'il était normal que, dans la vie de chacun, les périodes de travail alternent avec les cycles d'études ? En d'autres termes, est-ce qu'un système d'« éducation récurrente » permettrait de résoudre à la longue la crise manifeste que traverse aujourd'hui l'enseignement dans de nombreux pays de l'OCDE ?

L'éducation récurrente et l'individu

Pour répondre à cette question, examinons d'abord l'intérêt de l'éducation récurrente pour l'individu. L'enseignement est une institution qui a pour fonction très particulière de relier (mais non forcément d'« adapter ») l'individu à la société qui l'entoure. Le « système » d'enseignement se compose en réalité d'une suite d'interventions dans la vie de l'individu, et présente approximativement les divisions suivantes : 5 à 10 ans (primaire), 11 à 16 ans (secondaire), 16 à 19 ans (secondaire - classes terminales) et 19 à 25 ans (post-secondaire).

Tout semble indiquer que ce schéma traditionnel, à l'intérieur duquel on allonge progressivement pour les adolescents la durée des études à plein temps, n'est plus aussi adapté aujourd'hui qu'autrefois. Si nous analysons en détail les différentes phases de l'existence d'un homme d'aujourd'hui et le profit qu'il pourrait tirer de l'enseignement pour son développement personnel, nous apercevons de nombreuses incompatibilités entre le système traditionnel et les exigences réelles du développement de l'individu ; nous ferions en particulier les constatations suivantes :

- le choix obligatoire entre la poursuite des études dans des établissements à temps plein et l'entrée sans transition dans la population active ne permet guère aux adolescents d'aujourd'hui de manifester toute la diversité de leurs aptitudes et de leurs aspirations ;
- l'accès au monde du travail ou toute autre activité sociale provoque souvent chez l'individu une prise de conscience de lui-même du point de vue des motivations, des ambitions, des espoirs et des buts ; la question se pose de savoir pourquoi toutes les chances d'éducation seraient offertes avant que cette expérience ait pu avoir lieu ;
- pour beaucoup de jeunes gens d'aujourd'hui, tout ce qui est extérieur à l'école est un monde étranger et assez effrayant ; il faut donc établir davantage de contacts entre ces deux univers ;
- bien que l'enseignement semble relié à la société puisqu'il prépare à des carrières déterminées, beaucoup de gens changent complètement d'orientation après leur entrée dans la vie active ;
- les femmes se trouvent dans une situation particulièrement

TION A LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT ?

R. Gass

cherche et l'Innovation dans l'Enseignement

difficile car, après leur avoir fait faire des études toujours plus poussées, nous les mettons dans l'obligation douloureuse de choisir entre leur famille et leur carrière ;

- un nombre croissant de cadres d'âge mûr se trouvent en chômage parce que leurs qualifications sont dépassées par l'évolution de l'économie et des techniques ;

- la retraite est pour beaucoup de gens un moment critique qui exige manifestement une préparation particulière.

Lorsqu'on considère l'ensemble de ces difficultés, on n'a guère l'impression que les structures de l'enseignement et les possibilités qu'il offre aient suffisamment changé pour répondre aux nouvelles conditions de la vie professionnelle et sociale et pour permettre aux individus d'organiser leur existence avec toute la liberté dont ils éprouvent aujourd'hui le besoin. Vouloir développer les systèmes actuels comme s'ils avaient pour mission essentielle de fournir des « produits de l'enseignement » correspondant à un modèle préconçu, c'est se faire de l'enseignement comme de l'économie une idée abusivement simplifiée.

L'enseignement et l'économie

Personne ne niera qu'il faut nécessairement une certaine concordance entre la production de l'enseignement et les besoins de l'économie. Or il est incontestable que, en dépit des progrès rapides de la planification, jamais la disparité n'a été aussi grande, comme en témoignent les difficultés d'emploi rencontrées par les diplômés des écoles et des Universités. La raison essentielle en est que, dans une société démocratique, c'est-à-dire dans une société ouverte, la demande sociale d'éducation ne tient compte qu'en partie des qualifications demandées sur le marché du travail. Elle traduit seulement les désirs et les espoirs d'égalité et d'accomplissement personnel que les individus et les familles nourrissent pour l'avenir de façon assez vague. Cette demande échappe toujours aux limites rigides des prévisions économiques dans lesquelles on voudrait l'enfermer.

La solution consiste-t-elle alors à mieux ajuster l'offre à la demande en améliorant l'orientation professionnelle et l'information sur les carrières et les qualifications scolaires correspondantes ? Ce serait à coup sûr une excellente chose, mais le vrai problème est celui du maintien ou de la suppression de l'alternative. Tant que le seul choix offert aux jeunes gens sera, comme c'est le cas actuellement, ou bien d'entrer dans l'enseignement supérieur, avec les perspectives financières et sociales que cela implique, ou bien de commencer à travailler, c'est-à-dire de passer de l'autre côté de la barrière, il est évident que la demande sociale d'éducation croîtra au-delà des capacités d'absorption de l'économie. On peut ajuster les prix relatifs de la main-d'œuvre instruite et de la main-d'œuvre non instruite, mais est-ce que le coût social et individuel de cet ajustement n'est pas trop élevé pour justifier un système de sélection sociale par le biais de l'enseignement qui ressemble assez à une immense gare de triage ?

Les transformations de la société et de l'économie appellent nécessairement un type quelconque d'enseignement et de formation qui permette à l'individu de progresser et de s'adapter aux changements. Si l'on veut donner un contenu réel à toutes les formules à la mode dans nos sociétés industrielles, par exemple à la « participation », à la « démocratie dans l'entreprise », à la « faculté d'adaptation » et à la « mobilité », à la « créativité dans le travail », ne doit-on pas d'abord ouvrir l'accès à l'enseignement et à la formation, qui sont aujourd'hui des facteurs essentiels de la réussite professionnelle ?

Il est certain que l'on s'engage de plus en plus dans cette direction, si l'on en juge par l'extraordinaire expansion de l'éducation des adultes, qui résulte à la fois de la demande privée, de l'action des pouvoirs publics en faveur du développement de la formation permanente, et des conventions collectives entre les employeurs et les syndicats. Ce mouvement va certainement se poursuivre, et il ne semblera plus possible de considérer comme deux univers à part le système d'enseignement traditionnel destiné aux jeunes gens et les institutions non scolaires pour l'éducation et la formation des adultes. Seule une coopération beaucoup plus étroite entre les pouvoirs publics, l'industrie et le commerce, les syndicats et les autres institutions sociales permettra de mettre sur pied le système d'éducation récurrente de l'avenir, qui sera plus complexe, mais aussi plus adapté aux réalités que notre enseignement actuel.

Un tel système, qui permet aux individus de commencer à travailler ou d'avoir une activité sociale sans que cela les empêche d'entreprendre plus tard des études, puisqu'ils en auraient la possibilité tout au long de leur existence, serait probablement le moyen le plus rationnel d'assurer la liaison entre le système d'enseignement et le système économique. Car, de cette façon, les individus pourraient entrer dans le système d'enseignement et en sortir selon les exigences de leur carrière et leurs aspirations sociales. Ils pourraient eux-mêmes prévoir leur avenir en fonction de l'état de leurs connaissances et de leur expérience pratique.

L'éducation récurrente et l'égalité devant l'enseignement

Le problème économique nous amène logiquement à celui de l'égalité, car il y a un lien évident entre l'accès à l'enseignement et l'accès au revenu. On peut penser qu'à l'origine de l'idée de méritocratie, c'est-à-dire d'une société fondée uniquement sur les différences d'aptitude, il y a la déception éprouvée devant l'impuissance des idéologies politiques à modifier la structure des revenus et de l'organisation sociale. « Que le meilleur ou la meilleure gagne, grâce à l'égalité d'accès à l'enseignement. » Ou encore : « si nous, les parents, ne sommes pas égaux, qu'au moins nos enfants le deviennent, grâce à l'instruction... ». Ainsi pourrait-on traduire les aspirations sociales fondamentales qui sont à l'origine de la demande d'éducation. Nous devons pourtant

reconnaître qu'en dépit de l'expansion considérable qu'il a connue au cours des vingt dernières années, l'enseignement n'a pas contribué autant qu'on l'espérait aux progrès de l'égalité sociale.

Il ne s'agit pas de remédier à la persistance des inégalités en renonçant à se servir de l'enseignement comme d'un moyen de redistribution des chances mais, au contraire, en rattachant davantage cette politique aux autres types de mesures qui vont dans le même sens et en renforçant ainsi son efficacité. Le combat pour l'égalité doit être mené simultanément sur plusieurs fronts et ne doit pas avoir pour terme la fin de l'adolescence. Nous devons à la fois : briser le privilège des jeunes gens de 16 à 19 ans, qui ont le monopole de l'accès à l'enseignement supérieur, car il favorisera toujours les enfants des classes supérieures ; étendre à l'âge adulte, particulièrement aux premières années de l'âge adulte, le bénéfice du *droit* à l'éducation ; encourager les entreprises, les syndicats et l'administration publique à se charger de l'instruction et de la formation des individus ; et imaginer des procédures plus souples pour l'acquisition des qualifications professionnelles. Telles sont quelques-unes des mesures qui paraissent indispensables pour que l'enseignement demeure un facteur d'égalité sociale. Le XIX^e siècle a favorisé l'ascension sociale de l'autodidacte, la première moitié du XX^e siècle celle des enfants instruits, pourquoi la deuxième moitié de ce siècle ne marquerait-elle pas l'avènement de l'adulte jeune, homme ou femme, auquel le droit à l'éducation serait reconnu pendant une bonne partie de sa vie active ?

L'éducation récurrente et la pédagogie

Si les jeunes adultes doivent constituer un jour une fraction importante de la clientèle du système d'enseignement, il sera nécessaire de rompre avec les traditions pédagogiques actuelles. A la différence de l'animal, qui apprend uniquement par la pratique, on sait que l'être humain s'instruit à la fois par la théorie et par la pratique. Ce principe pédagogique est souvent méconnu dans l'enseignement à cause de la séparation entre enseignement général et enseignement professionnel, et du divorce entre la théorie et la pratique. Par voie de conséquence, les écoles et les Universités sont isolées, sans nécessité aucune, du monde environnant. Il est très souhaitable que le niveau intellectuel exigé soit élevé et que les écoles et les Universités exercent en quelque sorte une fonction critique à l'égard de la société existante, mais cela n'empêche pas que les enfants et les jeunes gens assimilent mieux la théorie lorsqu'ils en comprennent l'incidence pratique. Enregistrer des connaissances sans rapport avec le monde réel est un non-sens, et cela conduit beaucoup d'enfants à un échec certain. C'est précisément une des raisons du discrédit où tombent souvent aujourd'hui les écoles et les Universités. Le phénomène de « dé-scolarisation », qui est effectivement sensible dans un certain nombre de pays, s'explique par le sentiment que la pédagogie traditionnelle n'est plus capable de rivaliser avec l'expérience acquise à l'extérieur de l'école.

Notre conclusion est qu'il faut établir beaucoup plus de points de contact entre l'école et la réalité extérieure, entre le système d'enseignement traditionnel et la formation ou le travail actif dans l'industrie, entre le développement intellectuel et le développement pratique de l'individu. On ne pourra y parvenir que si l'on reconnaît à toutes les institutions sociales, et non aux seuls établissements scolaires et universitaires, une fonction pédagogique.

Les solutions de remplacement

Nous ne devons donc pas nous dissimuler que l'école et l'Université traditionnelles pourraient très bien perdre graduellement de leur importance. Étant donné les difficultés que soulève le système d'enseignement de masse vers lequel de nombreux pays progressent à grands pas, les partisans d'une « dé-scolari-



L'instruction dans le monde du travail : jeune étudiant dans un des centres d'enseignement

sation » recommandent d'abandonner l'enseignement scolaire tel que nous le connaissons actuellement pour l'apprentissage dans le monde réel : c'est la collectivité elle-même qui remplirait les fonctions de l'école. Inversement, les traditionnalistes plaident pour un retour à un système plus sélectif, afin de maintenir les études à un niveau élevé et de protéger les valeurs morales traditionnellement transmises par l'enseignement. Certains pays combinent les deux méthodes et « déscolarisent » les enfants les moins doués afin de conserver pour les autres un enseignement de haut niveau.

Mais ni la « dé-scolarisation » ni la « sélection d'une élite » ne représentent vraiment la solution de l'avenir. Les partisans de la première ne veulent pas voir que les sociétés industrialisées très complexes dans lesquelles nous vivons ne peuvent guère survivre sans un système d'enseignement organisé où les jeunes gens puissent acquérir des connaissances et des compétences techniques précises. Leurs adversaires ne se rendent pas compte du fait que l'expansion de l'enseignement est inséparable du mouvement général d'expansion de la société. Il se produit le phénomène socio-économique suivant : au fur et à mesure que le revenu personnel et le revenu national s'élèvent, de nouveaux groupes sociaux aspirent à un niveau d'instruction qui était auparavant le privilège des classes plus favorisées. La tendance à la démocratisation de l'enseignement est irréversible.

Dans ces conditions, pourquoi ne pas tenir compte des faits et



apprenant le mode de fonctionnement d'une machine professionnelle de Caroline du Nord.

méconnaître la portée du mouvement qui, dans la plupart des pays, commence déjà à donner un développement prodigieux à la formation et aux études à l'intérieur même de la vie active ?

Pourquoi ne pas relier cette formation à l'enseignement élémentaire en un système cohérent de droits et de devoirs en matière d'éducation, correspondant à un aménagement plus satisfaisant de la vie professionnelle et des possibilités de participation sociale ?

Il semble bien en effet que l'éducation récurrente, sous une forme ou sous une autre, soit la seule solution viable qu'on puisse opposer au système actuel. Évidemment, il serait naïf de croire qu'un système complet d'éducation récurrente puisse être créé d'un seul coup, sans coexister avec certains prolongements du système traditionnel. L'essentiel, c'est qu'on ait la possibilité de les rattacher l'un à l'autre et de les mettre au service d'un ensemble d'objectifs communs.

Si l'éducation récurrente peut être considérée comme une solution possible aux problèmes d'égalité et de qualité de la vie qui se posent dans les sociétés industrielles du XX^e siècle, caractérisées par une urbanisation, une complexité d'organisation, une technicité croissante, et aussi par une expansion économique continue qui permet d'envisager pour tous le droit et la possibilité réelle d'accès à la formation permanente, quels seraient les éléments de la politique à suivre ?

L'éducation récurrente est quelque chose de plus que la formation continue, la formation permanente ou l'éducation des adultes : elle implique un aménagement nouveau des possibilités de formation qui remet en cause la structure de tout le système d'enseignement. Ce réaménagement ne peut être effectif que si le système d'enseignement traditionnel et les différentes filières de formation des adultes s'intègrent dans le cadre d'une politique d'ensemble permettant à chacun d'accroître encore ses chances dans l'existence pendant une grande partie de sa vie d'adulte. Il est donc nécessaire de relier entre elles beaucoup plus étroitement toutes les politiques sociales qui interviennent ici, c'est-à-dire les politiques de l'éducation et de l'emploi, la politique sociale et la politique des revenus.

Nous sommes donc amenés à conclure qu'un système d'éducation récurrente ne peut être mis sur pied que si les diverses administrations publiques concernées (éducation, travail et affaires sociales) coordonnent leur action, et si les groupes sociaux intéressés (employeurs, syndicats, enseignants et parents) sont associés à la définition de la politique à suivre. En ce sens, l'éducation récurrente est le type même d'un problème de gouvernement moderne, puisqu'elle met en jeu les divisions classiques, « verticales », de l'appareil gouvernemental, et qu'elle nécessite, sous une forme ou sous une autre, la participation des intéressés à la prise des décisions. C'est le seul moyen possible pour engager vigoureusement et pour mener à son terme une réforme sociale aussi profonde.

Un certain nombre de mesures particulières semblent commander le succès de toute l'entreprise ; ce sont les suivantes.

- Comme le moment décisif, dans le processus de la sélection sociale, se situe entre l'âge de 16 et 19 ans, une réforme du *cycle terminal de l'enseignement secondaire* est indispensable. L'essentiel est ici de savoir si, à l'avenir, les ressources disponibles serviront, non seulement à prolonger les études terminales de type *traditionnel*, mais aussi à mettre au point un système d'options plus complet et plus souple, offrant aux jeunes gens une possibilité de travailler dans un emploi rémunéré ou une organisation sociale au titre de leurs études.
- Pour qu'une telle réforme aboutisse, il faudrait que les employeurs fassent davantage d'efforts pour offrir aux jeunes gens des perspectives d'emploi et des modèles de carrière qui leur conviennent. Le choix obligatoire entre le service militaire, l'Université ou des tâches répétitives très ennuyeuses est une des sources principales des difficultés actuelles.
- Les politiques de réforme de l'enseignement secondaire terminal devraient comporter la notion d'un *droit* au bénéfice des études supérieures volontairement différées, à l'intérieur d'un système post-secondaire réorganisé et plus souple.
- Pour que ce droit corresponde à des possibilités réelles, il faudrait que des mesures appropriées, relevant de la politique sociale, de la politique de l'emploi et de la politique financière, constituent des *incitations* à participer à l'éducation récurrente.
- Les transformations structurelles envisagées n'auront aucun effet si elles ne s'appuient pas sur de nouvelles méthodes pédagogiques reliant effectivement la théorie à la pratique en un même processus d'apprentissage qui corresponde mieux aux motivations d'un public tout aussi attiré par l'action pratique que par des disciplines abstraites.
- Il faut pour cela que les relations réciproques entre les établissements d'enseignement et la collectivité soient beaucoup plus étroites, et qu'un nombre beaucoup plus grand d'institutions sociales de toute sorte admettent qu'elles ont des fonctions pédagogiques.
- Les organisations d'enseignement post-obligatoire (au premier rang desquelles les Universités) doivent être ouvertes et répondre à la fois aux besoins des jeunes gens et à ceux des adultes.

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN ESPAGNE

Une perspective de planification régionale à plus long terme est ouverte en Espagne depuis l'entrée en vigueur l'année dernière du troisième Plan de développement économique et social.

Ce plan vise à intégrer la politique régionale dans la programmation globale et sectorielle ainsi que dans un plan plus vaste d'urbanisme et d'aménagement du territoire à l'échelon national.

La politique de développement régional espagnole est surtout fondée sur un système de pôles de croissance conçu en vue de la création de nouveaux centres industriels qui auront des répercussions sur les régions environnantes et qui doivent compenser l'attraction qu'exercent les centres industriels traditionnels, de façon à réduire les déséquilibres géographiques.

Le Groupe de Travail sur les politiques de développement régional créé par le Comité de l'Industrie de l'OCDE vient d'étudier la situation de l'Espagne, comme il l'a déjà fait pour plusieurs pays (1).

Son rapport, dont l'article ci-après relève quelques points, permet de voir dans quelles conditions la politique de développement régional est appliquée dans un pays en cours d'industrialisation.

L'Espagne souffre plus peut-être que tout autre pays d'Europe occidentale de déséquilibres régionaux, au point que dans les provinces économiquement développées le revenu par salarié est deux fois et demie plus élevé que dans les moins développées. Des conditions naturelles particulièrement difficiles ont mis des régions entières dans un état d'isolement économique relatif, ce qui a conduit à l'apparition de déséquilibres interrégionaux prononcés.

Pour des raisons qui tiennent à la topographie, à l'histoire, à la politique et à la sociologie, le problème régional se présente en Espagne sous des aspects très variés. Les zones industrielles et les grandes agglomérations urbaines constituent les principales concentrations d'activité économique et de population et sont aussi le moteur de l'expansion économique (sur la côte septentrionale des Asturies et à Saint-Sébastien, sur la côte orientale autour de Barcelone, dans le centre à Madrid et aussi au sud autour de Valence et de Séville). Mais elles sont éloignées les unes des autres et insuffisamment reliées entre elles par le rail et la route. Bien d'autres régions du pays sont desservies par des producteurs locaux et constituent des circuits économiques fermés.

Une telle inégalité dans la répartition géographique du développement économique se traduit par d'importantes disparités entre les régions sur le plan des revenus et des possibilités d'emploi, ainsi que par de puissants courants migratoires; ceux-ci entraînent le dépeuplement de nombreuses régions rurales et créent, entre autres, un vide démographique autour de Madrid et une concentration croissante dans les centres urbains dynamiques. Les taux d'expansion relativement élevés enregistrés ces dernières années ont en général contribué à aggraver les disparités entre les régions et souligné leur caractère persistant.

Répartition de la population et du revenu

De 1960 à 1970, la population totale a augmenté de 3,4 millions d'habitants, soit 11,1 %; mais cet accroissement est intervenu

essentiellement dans les zones industrielles et dans les grandes agglomérations urbaines alors que la population diminuait rapidement dans les régions à prédominance rurale et agricole. Sur l'augmentation totale de 3,4 millions de personnes, 2,2 millions, soit 66 %, correspondent aux deux provinces les plus peuplées, celles de Barcelone et de Madrid.

Ce processus de concentration est principalement dû à d'importants mouvements migratoires. Pendant la période étudiée, quelque 3,5 millions de personnes ont quitté leur domicile pour s'installer dans d'autres régions du pays (et environ 500 000 pour travailler à l'étranger).

Les disparités dans la répartition de la population sont à l'origine de différences sensibles dans les densités de peuplement des provinces; les chiffres suivants indiquent les densités maximales et minimales en 1970 et l'accroissement démographique entre 1960 et 1970.

On estime qu'en 1980 les huit provinces d'Alicante, Barcelone, Biscaye, la Corogne, Madrid, Oviedo, Séville et Valence rassembleront 47 % de la population totale de l'Espagne, contre 38 % en 1960. Il est prévu d'autre part qu'entre 1970 et 1980 la population des trente provinces continentales s'étendant au nord du 40^e parallèle augmentera de 2 400 000 personnes contre 750 000 dans les dix-sept provinces méridionales (2).

Principalement en raison des mouvements migratoires, les disparités s'atténuent entre les provinces sur le plan du revenu par habitant: alors qu'en 1955 le revenu par habitant de la province la plus riche était 4,4 fois supérieur à celui de la province la plus pauvre, ce rapport est tombé à 2,8 en 1970. Cette évolution a été

(1) Caractéristiques de la politique de développement régional de l'Espagne; des études ont été réalisées sur les pays du Benelux, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la République fédérale d'Allemagne, les pays scandinaves et le Royaume-Uni. Un volume intitulé *Le facteur régional dans le développement économique: politiques suivies dans quinze pays industrialisés de l'OCDE donne une vue d'ensemble des politiques régionales et de leur contribution à la politique économique générale.*

(2) Albacete, Alicante, Almeria, Badajoz, Caceres, Cadix, Ciudad Real, Cordoue, Cuenca, Grenade, Huelva, Jaén, Malaga, Murcie, Séville, Tolède et Valence.

1. DENSITÉ ET CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

<i>Provinces de densités maximales</i>	<i>Nombre d'habitants au km²</i>	<i>Indice de croissance démographique (1960 = 100)</i>
Barcelone	508	136
Madrid	474	145
Biscaye (Bilbao)	472	138
Guipuzcoa (St-Sébastien)	316	132
<i>Provinces de densités minimales</i>	<i>Nombre d'habitants au km²</i>	<i>Indice de croissance démographique (1960 = 100)</i>
Huesca	14	95
Guadalajara	12	80
Teruel	12	79
Soria	11	78

due aussi à l'accroissement de la productivité agricole, dont l'incidence est proportionnellement plus forte dans les provinces agricoles les plus pauvres. Au cours de la période 1961-1970 l'effectif total employé dans l'agriculture a diminué en moyenne de 110 000 personnes par an, soit de 3 % par an. Toutefois, à la fin de 1970, il représentait encore 29 % de la population active totale.

Si, depuis quelques années, l'évolution du revenu par habitant tend à converger dans les diverses provinces, la distribution du revenu total entre les diverses provinces dénote en revanche un degré croissant de concentration. Cette dernière tendance est également imputable aux mouvements migratoires internes.

Problèmes généraux d'urbanisation

L'Espagne subit à l'heure actuelle un processus d'urbanisation. Alors que l'accroissement démographique est en moyenne de l'ordre de 1 % par an, la population urbaine augmente en moyenne de 2 % et, dans certaines régions, plus rapidement encore. Pour le moment, seules quatre villes comptent plus de 500 000 habitants (Madrid 3 millions, Barcelone 1,9 million, Valence et Séville 0,5 million) et quatre en comptent de 250 000 à 500 000 (Saragosse, Malaga, Bilbao et Murcie); près de 40 % de la population totale vivent dans des localités de moins de 10 000 habitants.

Si l'urbanisation n'a pas encore atteint un niveau aussi élevé que dans d'autres pays de population comparable, elle progresse parallèlement à l'industrialisation. Les transports et les communications jouent un rôle important dans ce processus, tout comme la situation géographique. La plupart des régions urbaines se trouvent le long du littoral, bien qu'il existe d'importantes exceptions, notamment Madrid et Barcelone. Dans l'ensemble, le niveau économique et social de la population urbaine est plus élevé que celui de la population rurale, phénomène qui est à la fois cause et effet du processus d'urbanisation.

Le tourisme et le développement régional

Le développement du tourisme a été un facteur décisif de la croissance que l'Espagne a connue ces dernières années. A l'heure actuelle, les recettes provenant du tourisme représentent 70 % de la valeur des exportations de marchandises. Le tourisme a une incidence importante sur le développement régional, du fait qu'il favorise généralement les régions moins développées sur

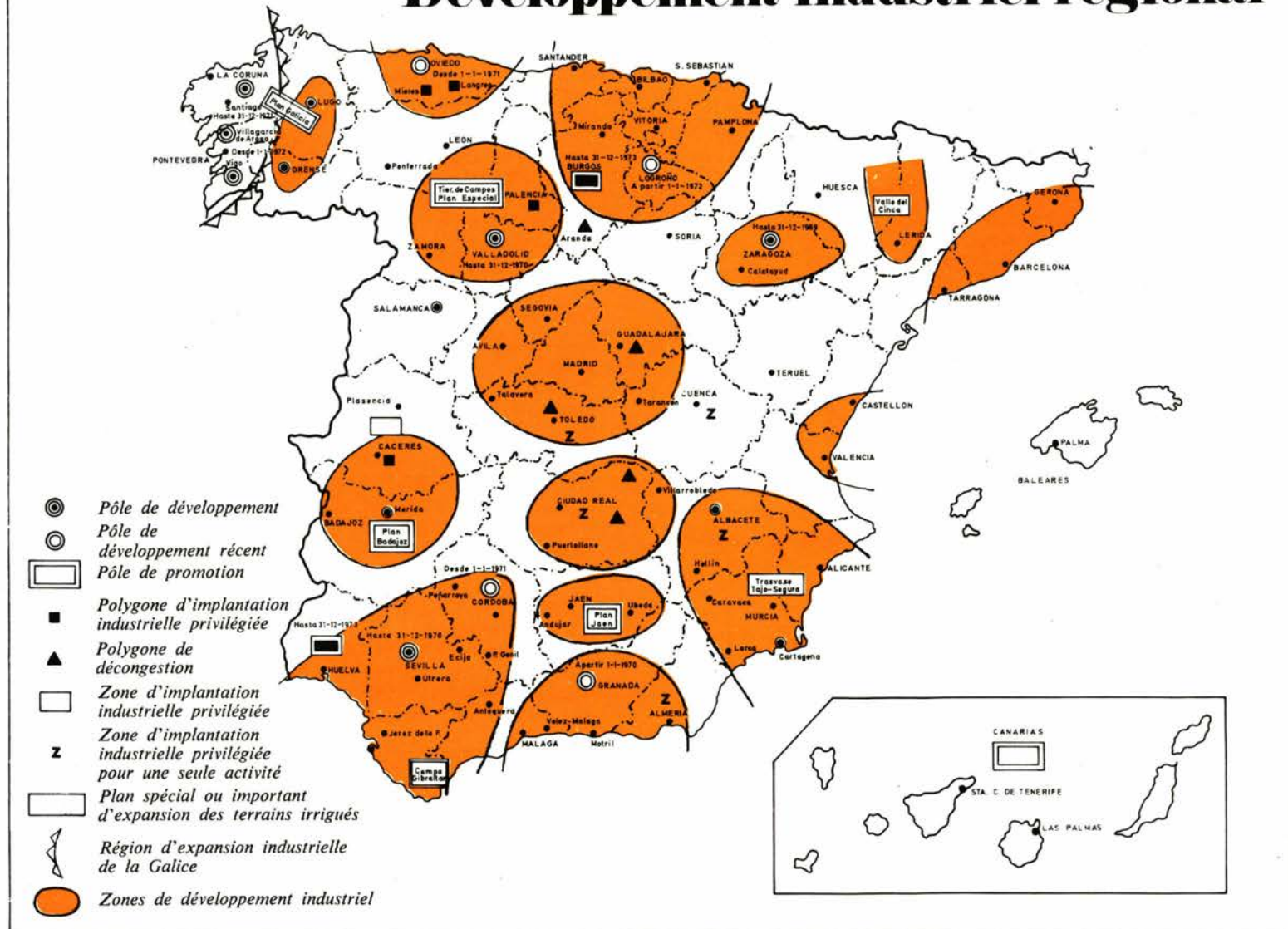
2. ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE PAR PROVINCE : PRÉVISIONS POUR LES ANNÉES 1970 A 1980

<i>Province</i>	<i>1970 (b)</i>	<i>1980* (a)</i>	<i>(a)-(b)</i>	<i>Modifications en %</i>
Alava (Vitoria)	204 323	284 309	79 986	39,1
Albacete	335 026	334 732	— 294	— 0,8
Alicante	920 105	1 029 535	109 430	11,9
Almeria	375 004	430 486	55 482	14,7
Avila	203 798	177 675	— 26 123	— 12,8
Badajoz	687 599	612 031	— 75 568	— 10,9
Baléares	558 287	547 884	— 10 403	— 1,8
Barcelone	3 929 194	4 508 078	578 884	14,7
Burgos	358 075	352 307	— 5 768	— 1,6
Caceres	457 777	426 343	— 31 434	— 6,8
Cadix	885 433	983 844	98 411	11,1
Castellon	385 823	408 439	22 616	5,8
Ciudad Real	507 650	487 982	— 19 668	— 3,8
Cordoue	724 116	752 073	27 957	3,8
La Corogne	1 004 188	1 118 307	114 119	11,4
Cuenca	247 158	240 044	— 7 114	— 2,9
Gerone	414 397	468 899	54 502	13,1
Grenade	733 375	746 215	12 840	1,7
Guadalajara	147 732	116 981	— 30 751	— 20,8
Guipuzcoa (St-Sébastien)	631 033	727 901	96 868	15,3
Huelva	397 683	396 652	— 1 031	— 0,2
Huesca	222 238	210 717	— 11 521	— 5,2
Jaén	661 146	583 600	— 77 546	— 11,7
Léon	548 721	488 964	— 59 757	— 10,8
Lérida	347 015	265 887	— 81 128	— 23,3
Logrono	235 713	249 329	13 616	5,7
Lugo	415 052	402 029	— 13 023	— 3,1
Madrid	3 792 561	4 962 739	1 170 178	30,8
Malaga	867 330	871 890	4 560	0,5
Murcie	832 313	956 910	124 597	14,9
Navarre (Pam- pelune)	464 867	536 192	71 325	15,3
Orense	413 733	422 830	9 097	2,2
Oviedo	1 045 635	1 081 828	36 193	3,4
Palencia	198 763	187 088	— 11 675	— 5,8
Las Palmas	579 710	881 642	301 932	52,1
Pontevedra	750 701	857 543	106 842	14,2
Salamanca	371 607	356 861	— 14 746	— 3,9
Santa Cruz de Tenerife	590 514	742 616	152 102	25,8
Santander	467 138	501 590	34 452	7,3
Ségovie	162 770	152 184	— 10 586	— 6,5
Séville	1 327 190	1 690 738	363 548	27,4
Soria	114 956	92 310	— 22 646	— 19,6
Tarragone	431 961	478 387	46 426	10,7
Teruel	170 284	147 096	— 23 188	— 13,6
Tolède	468 925	426 570	— 42 355	— 9,0
Valence	1 767 327	1 974 491	207 164	11,7
Valladolid	412 572	491 429	78 857	19,1
Biscaye (Bil- bao)	1 043 310	1 237 093	193 783	18,6
Zamora	251 934	225 386	— 26 548	— 10,5
Saragosse	760 186	802 364	42 178	5,5
Total des 50 provinces	33 823 918	34 429 020	3 605 102	10,6

* Estimations.

Source : Institut national espagnol des statistiques.

Développement industriel régional



le plan industriel et qu'il représente donc un autre moteur, complémentaire, du développement économique et social. Une politique active est actuellement suivie pour promouvoir le tourisme et résoudre les problèmes de l'aménagement du territoire et des équipements sociaux et culturels. Une innovation importante a consisté à délimiter neuf zones de planification.

Principes et objectifs

La politique régionale a été abordée pour la première fois dans une optique globale en 1964 avec le premier Plan quadriennal de développement. Avant cette date seuls étaient entrepris des programmes précis portant soit sur l'amélioration de la production agricole, soit sur la construction de centrales hydro-électriques ou l'exécution de projets d'irrigation.

Le premier Plan de développement, largement en accord avec un rapport antérieur de la BIRD, s'attachait en priorité à maximiser le taux de croissance de l'économie nationale; il assignait une place importante, mais secondaire, aux autres objectifs de politique régionale tels que la réduction des déséquilibres entre les régions.

Les objectifs de la politique régionale de l'Espagne ont depuis lors été affinés et modifiés, pour tenir compte en particulier de

la nécessité d'une intégration interrégionale. Mais cela n'a pas entraîné de changement de l'objectif essentiel, fondé sur l'hypothèse de travail que l'expansion au niveau national exige une différenciation normale de la croissance au niveau régional. Les déséquilibres entre la ville et la campagne sont acceptés comme tels; le but essentiel de la politique de développement est non de les corriger, mais de compléter la stratégie d'expansion nationale en favorisant par le développement industriel la croissance de quelques lieux soigneusement choisis.

Dans la plupart des autres pays Membres de l'OCDE, les objectifs de la politique régionale tiennent beaucoup plus largement compte de la nécessité d'assurer une certaine équité entre les différentes régions, non en vue de les amener au même niveau moyen de revenu ou de croissance économique, mais afin de leur offrir des possibilités adéquates sur le plan des gains, de l'infrastructure, du logement, etc.

La politique de développement régional de l'Espagne a évolué, ces dernières années, dans le cadre de la planification nationale. L'organisme central de planification du développement régional est la Commission du développement régional, qui a pour tâche d'effectuer des études et des évaluations et de préparer des propositions à l'intention du Gouvernement.

La politique est appliquée à l'échelon régional par les autorités locales et les services des divers Ministères nationaux, dont les



En Espagne la répartition géographique du développement économique est très inégale; une politique globale d'aménagement du territoire est mise en œuvre pour réduire cette inégalité. Ci-dessus : un aspect des travaux entrepris dans le cadre du plan de Badajoz, amorcé dès 1952.

activités dans les provinces sont coordonnées par la Commission provinciale des services techniques. L'administration territoriale de l'Espagne est confiée d'une part aux autorités locales (le pays compte 50 provinces et 9 202 communes) et d'autre part aux services techniques qui dépendent de l'administration centrale. Dans le passé il a parfois été difficile de coordonner leurs activités respectives.

La planification nationale revêt un caractère indicatif et vise essentiellement à favoriser la création d'un appareil économique moderne et d'une base industrielle solide. Dans cette optique, la politique de développement régional est surtout fondée sur un système de pôles de croissance conçu en vue de la création de nouveaux centres industriels qui auront des répercussions sur les régions environnantes et qui doivent compenser l'attraction qu'exercent les centres industriels traditionnels, de façon à réduire les déséquilibres géographiques.

Il existe plusieurs types de pôles de croissance qui peuvent être classés, selon leur objet, dans l'une des trois catégories suivantes :

- les *pôles de développement industriel*, destinés à servir de noyaux dans les régions à bas revenus partiellement industrialisés qui connaissent une forte émigration;
- les *pôles de promotion industrielle*, qui ont pour objet de faire démarrer l'expansion dans les zones urbaines non industrialisées, riches en ressources humaines et naturelles;

- les *polygones de décongestion*, qui ont pour but de décongestionner Madrid.

Dans les limites de ces pôles, le développement industriel est axé sur des zones industrielles (« polígonos ») d'une superficie de 200 hectares environ; on en a également créé dans d'autres régions du pays, même en l'absence de toute mesure d'encouragement de la part des pouvoirs publics. Ainsi que le Groupe de Travail de l'OCDE le fait observer, ces divers types de pôles de croissance se retrouvent dans d'autres pays, mais ils revêtent plusieurs caractéristiques en Espagne, du fait notamment qu'ils sont désignés pour des périodes de temps nettement délimitées pendant lesquelles ils bénéficient de mesures d'encouragement de la part des pouvoirs publics.

Mesures destinées à attirer l'industrie

Indépendamment des expropriations auxquelles il peut procéder pour libérer des terrains, l'Etat prend des mesures d'encouragement financières et fiscales en faveur des entreprises qui s'installent ou s'agrandissent dans le périmètre des pôles de croissance et dans les zones industrielles des régions rurales. Cette aide ne peut être obtenue que pendant la phase des investissements, afin de ne pas fausser le jeu normal de la concurrence. Elle prend

essentiellement la forme de subventions aux investissements, de facilités de crédit accordées par les pouvoirs publics en l'absence d'autres sources de financement, de dégrèvements fiscaux pouvant aller jusqu'à 95 % du montant de certaines taxes, notamment les droits de douane sur les importations d'équipement. Un système d'appel d'offres, lancé une fois par an environ, fonctionne à l'intention des entreprises intéressées.

Les investisseurs étrangers bénéficient des mêmes avantages. Toutefois, à moins d'une autorisation spéciale donnée par le Conseil des Ministres, le capital des entreprises doit être constitué à concurrence de 50 % au minimum par des fonds d'origine espagnole.

Dans les *pôles de développement industriel*, après avoir été examinés par les autorités, les projets sont classés en quatre catégories qui reçoivent une aide dont l'importance varie en fonction d'un certain nombre de critères de politique industrielle qui ne sont pas portés à la connaissance du public, et qui tiennent compte notamment des ressources régionales, des besoins des pôles, de l'incidence probable du projet sur le plan social, de son ampleur, de l'efficacité technique et financière, des possibilités d'exportation, etc.

Les *pôles de promotion industrielle* et quelques zones d'industrialisation privilégiées dans les régions rurales bénéficient de subventions d'investissement plus importantes — la majoration pouvant atteindre 20 % — que les pôles de développement industriel, car on estime que les besoins en mesures d'encouragement sont plus importants dans les zones non industrialisées.

Il n'est pas accordé de subventions d'investissement dans les *polygones de décongestion*, mais les entreprises qui s'installent dans ces zones peuvent obtenir des crédits publics et certains dégrèvements fiscaux. En règle générale les crédits publics sont accordés à des taux plus faibles et pour des durées plus longues que ceux qui sont octroyés par les établissements financiers. Toutes ces mesures d'encouragement portent sur le capital et elles ont surtout attiré des industries à fort coefficient de capital : ainsi les entreprises chimiques et métallurgiques ont absorbé la moitié de l'investissement total. Pendant la période de sept ans allant de 1964 à 1970, les subventions publiques pour les pôles industriels se sont élevées à 2,2 milliards de pesetas, alors que les crédits publics ont représenté 9 milliards de pesetas. Pendant cette période, les investissements industriels dans les pôles se sont élevés au total à 44,2 milliards de pesetas et ont entraîné la création de 44 000 emplois. En outre, à la fin de 1970, le total des investissements en cours se chiffrait à 36,4 milliards de pesetas et l'on prévoyait que ce montant conduirait à la création de 26 000 emplois supplémentaires.

Bien que ces investissements représentent approximativement 4 % du total des investissements réalisés à l'échelon national pendant la période considérée sous forme d'équipements productifs, les emplois créés correspondent à 7 % du nombre total d'emplois industriels créés dans l'ensemble du pays. Toutefois le nombre de nouveaux emplois créés chaque année (environ 6 000) est très faible au regard des 110 000 personnes qui abandonnent chaque année le secteur agricole.

Bilan du système

De l'avis du Groupe de Travail de l'OCDE, ce système est intéressant à certains égards; il tend d'une part à éviter que, dans un pays où les ressources d'investissement sont limitées, l'aide ne soit dispersée sur un trop grand nombre de zones; d'autre part à concentrer cette aide sur un petit nombre de points susceptibles d'en tirer le meilleur parti. Le Groupe de Travail estime cependant que le système présente un certain nombre d'inconvénients.

En premier lieu il trouve que les périodes de désignation sont trop courtes pour permettre des changements en profondeur; d'ailleurs il a été constaté que, si les pôles de développement industriel connaissent un taux de croissance appréciable du point

de vue quantitatif, il leur manque l'impulsion qui leur permettrait de continuer sur leur lancée sans aide extérieure.

En second lieu, comme dans d'autres pays, il est nécessaire de réaliser un équilibre délicat en ce qui concerne la dimension et la variété des entreprises dans les pôles, en prêtant une attention particulière à leur potentiel de croissance. Le Groupe a l'impression qu'un équilibre n'a pas encore été réalisé en ce qui concerne la dimension et peut-être la variété des entreprises; quant aux entreprises de petite dimension, il estime souhaitable d'attirer suffisamment de petites et moyennes entreprises; il se pose la question de savoir si le seuil à partir duquel les entreprises peuvent bénéficier d'une aide (investissement minimal de 40 millions de pesetas ou création de 100 emplois) n'est pas trop élevé. Ce genre d'équilibre implique aussi qu'il ne devrait pas y avoir une prolifération exagérée d'entreprises dans chaque pôle.

En troisième lieu, la procédure des appels d'offres entraîne de longs délais. L'expérience d'autres pays montre que, lorsqu'une entreprise en est arrivée à un certain stade dans ses plans, elle tient à les exécuter immédiatement et à savoir aussi tôt que possible si des facilités lui seront accordées ou non.

Une nouvelle perspective

Le troisième Plan de développement économique et social, prévu pour la période de quatre ans comprise entre 1972 et 1975, vise à intégrer la politique régionale dans la programmation globale et sectorielle ainsi que dans un plan plus vaste d'urbanisme et d'aménagement du territoire à l'échelon national. Il ouvre ainsi une perspective de planification à plus long terme que les Plans quadriennaux antérieurs. Cette nouvelle optique a permis de spécifier des objectifs régionaux indépendants des objectifs nationaux, mais qui seront réalisés en même temps qu'eux.

Pour lier la planification sectorielle à la planification régionale, le troisième Plan prévoit :

- des mesures destinées à promouvoir le développement des centres métropolitains, des agglomérations urbaines et des régions rurales;
- des mesures d'implantation industrielle;
- toute une série de travaux d'infrastructure et de mesures sectorielles, jointe à quelques programmes régionaux sélectifs.

Le troisième Plan part du postulat que la politique d'implantation industrielle ne saurait avoir pour unique objet d'encourager le développement régional, car dans ce cas elle ne pourrait être poursuivie au-delà de certaines limites, mais qu'elle doit servir d'instrument pour un développement national équilibré. Il ne s'agit pas de réaliser le développement régional au prix d'une politique d'implantation industrielle forcée, mais de promouvoir l'industrialisation en installant les activités de façon rationnelle dans l'intérêt du développement régional.

Aucun nouveau pôle de développement ou zone d'implantation industrielle ne sera créé pendant le troisième Plan. Les pôles actuels ont été institués pour une durée limitée et par la suite aucun stimulant ne sera plus offert. Mais, pour harmoniser autant que possible la politique de développement régional et la promotion des activités industrielles, il a été décidé de choisir deux ou trois grandes régions d'expansion industrielle situées dans des parties sous-développées du pays et couvrant au moins cinquante mille hectares. L'utilisation des sols jouera un rôle décisif dans la mise en œuvre du troisième Plan et les pouvoirs publics en tiendront compte dans leurs investissements.

En bref, le but du Plan est de conduire au développement optimal du territoire national en regroupant la population de façon plus rationnelle au moyen d'un réseau hiérarchisé de métropoles et de villes. Le Groupe de Travail de l'OCDE, estimant utile d'assigner à la politique régionale, au cours des prochaines années, un rôle plus actif et plus large, note qu'à cet égard le troisième Plan de développement marque un progrès notable par rapport aux deux Plans précédents.

ACTION INTERNATIONALE POUR RESOUDRE LES PROBLEMES D'UNE INDUSTRIE DE CROISSANCE

L'ALUMINIUM

L'industrie de l'aluminium, une des principales industries de croissance, a connu des difficultés depuis le milieu de 1970 — un excédent structurel de capacité aggravé par un ralentissement conjoncturel de la progression de la demande. Étant donné l'ampleur des problèmes, le caractère international et intégré de l'industrie et l'importance des pays de l'OCDE dans la production et la consommation mondiales (dans l'une et l'autre ces pays ont figuré pour plus de 70 % en 1971), les Gouvernements Membres ont convenu que des discussions en profondeur sur l'aluminium de première fusion devaient être menées à l'OCDE. Un Groupe de travail ad hoc du Comité de l'Industrie de l'OCDE, institué à cet effet, vient de réaliser une analyse des problèmes et des solutions qui s'offrent pour les résoudre. Les points essentiels de cette analyse sont signalés dans l'article suivant.

Les difficultés rencontrées par l'industrie de l'aluminium sont d'autant plus frappantes que cette industrie connaissait une expansion rapide. Au cours des années 60 la demande d'aluminium s'est accrue à un rythme annuel moyen de 9 % et le taux d'augmentation de la consommation mondiale a atteint 14 % en 1968 et 10 % en 1969 (14 % et 15 % dans les pays européens de l'OCDE).

Pensant que l'accroissement à long terme de la demande se poursuivait, la plupart des producteurs du monde entier ont élargi ou accéléré leurs programmes d'investissement et le marché a également vu apparaître de nouveaux producteurs, dont un grand nombre dans les pays en voie de développement. D'autres forces ont agi aussi dans le sens d'une expansion des investissements.

Historiquement, l'industrie de l'aluminium s'est développée pour une large part dans des régions où la disponibilité de grandes quantités d'énergie électrique à bas prix et l'accessibilité aisée aux matières premières coïncidaient pour donner à ces régions des avantages par rapport à d'autres. Il apparaît cependant que, par suite de l'évolution des structures économiques, et aussi, dans quelques pays, pour des raisons telles que le développement régional ou la balance des paiements, moins d'importance a été attribuée dans de récentes décisions d'investissements à ces avantages naturels.

Dans les pays de l'OCDE, indique le rapport, la création d'au moins onze usines totalisant une capacité de 950 000 t a été décidée dans le cadre de programmes de développement régional. Des Gouvernements détiennent la propriété — ou une large participation dans le capital — de certaines sociétés productrices d'aluminium de première fusion, notamment en Afrique du Sud, en Allemagne, en Autriche, à Bahrein, en Espagne, en Inde, en Iran, en Italie et en Norvège. Beaucoup de nouveaux producteurs ont souvent reçu l'aide technique ou financière de firmes existantes et une partie des nouvelles capacités créées appartient à des filiales des sociétés internationales intégrées.

Ces facteurs se sont combinés pour entraîner une large augmentation de la capacité. Le nombre de pays du monde occidental producteurs d'aluminium de première fusion est passé de 18 en 1962 à 29 en 1971. Des pays en voie de développement comme l'Inde, le Ghana, Taïwan, Surinam, le Brésil, le Mexique, le Venezuela, le Cameroun et la Corée du Sud, dont certains étaient déjà producteurs de bauxite, ont commencé à produire du métal de première fusion, dans certains cas sur une large échelle. Plus récemment, l'Iran, l'Argentine, l'Afrique du Sud et la Turquie ont également rejoint les rangs des producteurs d'aluminium.

Puis, au milieu de 1970, la demande d'aluminium a commencé à fléchir, d'abord en Amérique du Nord, ensuite en Europe. Le ralentissement de la consommation s'est produit à un moment où les nouvelles unités de production entraient en opération. Ceci a conduit à un déséquilibre entre la production et la capacité d'absorption du marché et les stocks se sont gonflés dans une proportion considérable. L'excédent de l'offre par rapport à la demande était le résultat combiné de tonnages supplémentaires fournis par des producteurs intégrés, d'une partie de la production des nouveaux producteurs, et des ventes opérées par des producteurs de pays « de l'Est ».

Les prix pratiqués ont été déprimés par ces facteurs. Les transactions opérées à des prix parfois nettement inférieurs aux prix

TENDANCES ET PRÉVISIONS DANS L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM DE PREMIÈRE FUSION

(en milliers de tonnes)

	Consommation		Production		Capacité de production (2)	
	1960	1971	1960	1971	1972	1975
CEE (1)	695,7	1 560,2	487,7	1 055,3	1 328	1 799
AELE	524,4	692,1	319,5	948,0	1 263	1 586
Europe OCDE	1 247,6	2 450,4	836,4	2 239,7	2 887	3 782
Canada	96,8	255,0	690,7	1 016,9	1 100	1 100
États-Unis	1 541,3	3 916,1	1 877,5	3 560,9	4 233	4 469
Japon	150,5	946,0	133,2	887,1	1 097	1 630
Australie	38,7	138,0	11,8	218,0	294 (3)	346 (3)
TOTAL OCDE	3 074,9	7 705,5	3 549,6	7 922,6	9 611	11 327
Yougoslavie	40,9	80,0	25,1	46,6	85	250
Afrique du Sud	11,3	55,0	—	29,4	55	77
Pays en voie de développement	119,5	525,6	88,6	612,5	739	1025
Monde (non compris les pays « de l'Est »)	3 246,6	8 366,1	3 663,3	8 611,1	10 490	12 679
Pays « de l'Est » (estimations) .	929,0	2 133,2	910,6	2 253,3

(1) Les six pays fondateurs.

(2) Au début de l'année.

(3) Y compris la Nouvelle-Zélande.

de barème l'ont d'abord été par des producteurs nouveaux venus sur les marchés mondiaux; la conjoncture continuant à se détériorer et la production continuant dans l'ensemble du marché occidental à dépasser la demande, ces cotations marginales ont affecté une proportion de plus en plus grande des ventes des sociétés productrices. Devant la concurrence des transformateurs indépendants qui s'approvisionnaient en lingots au marché libre à des conditions très basses, certaines filiales intégrées des grandes sociétés productrices ont dû intervenir auprès de leurs sociétés-mères pour obtenir un ajustement des conditions d'approvisionnement.

Le rapport de l'OCDE estime qu'en 1971 la plus grande partie de l'aluminium de première fusion s'est vendue à quelque 20 % au-dessous des prix de barème; en mai 1972 les prix de barème ont été révisés en baisse par quelques-unes des plus grandes sociétés productrices du Canada et des États-Unis.

Quelles sont les perspectives d'avenir? Le Groupe de travail de l'OCDE considère que l'industrie de l'aluminium est fondamentalement saine; et il s'attend pour la décennie en cours à une augmentation de la demande d'aluminium sensiblement du même ordre que celle des vingt dernières années — soit environ 8 à 9 % par an.

Quelle sera la tendance en ce qui concerne la capacité? Une des modifications essentielles survenues dans l'industrie qui est indiquée dans le rapport est l'accroissement du nombre des centres de décision des investissements. Cet accroissement survenant dans une industrie intégrée sur le plan international rend encore plus complexe et plus difficile l'adaptation de l'expansion des capacités au développement de la consommation.

Même dans l'hypothèse où aucun nouvel investissement ne serait effectué, la capacité annuelle de production dans le monde occidental passerait, selon les estimations du Groupe de travail de l'OCDE, de 10,5 millions de tonnes en 1972 à 12,7 millions de tonnes en 1975. Si cette capacité était utilisée à plein, la production dépasserait le niveau prévisible de la

demande de 12 % en 1972, de 11 % en 1974 et de 7 % en 1975. Ces chiffres ne tiennent compte ni de l'effet d'une éventuelle réduction des stocks existants ni d'une augmentation possible des importations en provenance des pays « de l'Est ».

Après avoir analysé les problèmes graves qui se posent à l'industrie de l'aluminium de première fusion, le rapport consacre un chapitre particulier aux possibilités de remédier aux difficultés actuelles. En préparant ce chapitre, le Groupe de travail du Comité de l'Industrie a été conscient du rôle que les Gouvernements peuvent jouer en évitant que leurs interventions dans l'expansion d'une industrie de croissance ne perturbent l'équilibre international des marchés. Il a été également conscient du rôle et des responsabilités de l'industrie elle-même dans l'évolution actuelle et future du marché de l'aluminium.

Cet article ne peut qu'indiquer brièvement les diverses possibilités que le rapport examine et évalue. Certaines peuvent avoir une influence à court terme. C'est le cas, par exemple, des mesures concernant l'adaptation du taux d'utilisation des capacités ou de celles concernant les stocks. Le rapport souligne aussi l'utilité de disposer, dans le domaine des prix, d'indicateurs plus représentatifs de la situation du marché. Enfin, en ce qui concerne les conditions de la concurrence, notamment dans les échanges internationaux, les mesures possibles sont évaluées dans le cadre des préoccupations et des objectifs de l'OCDE.

D'autres mesures peuvent avoir une influence à plus long terme, par exemple l'ajournement ou l'étalement des projets d'investissement. Dans ce contexte, le rapport examine le concept de l'investissement et de la capacité dans une industrie intégrée et fortement capitalisée, et en particulier il insiste sur la nécessité de disposer d'une capacité de transformation apte à absorber la production d'aluminium de première fusion, et sur l'importance de prévoir un taux réaliste d'utilisation des capacités de production et de transformation en tenant compte des charges financières qui y sont attachées. Enfin, le rapport souligne l'influence que peuvent avoir les aides des Gouvernements ou des sociétés productrices dans le développement ou la création de nouvelles capacités de production.

LES MINISTRES DÉBATTENT DES PROBLÈMES AGRICOLES



Principaux points des déclarations faites par les Ministres au Comité de l'Agriculture de l'OCDE réuni au niveau ministériel

A la réunion des Ministres de l'Agriculture qui s'est tenue à l'OCDE les 11 et 12 avril sous la présidence d'Ingemund Bengtsson, Ministre de l'Agriculture de Suède (voir le communiqué de la page suivante), les débats ont été ouverts par le Secrétaire général de l'OCDE, Emile van Lennep; des déclarations ont ensuite été faites par les Ministres de l'Agriculture de vingt et un pays (1), ou par leurs représentants, par Petrus Josefus Lardinois, membre de la Commission de l'Agriculture de la CEE, et par le Dr. A. H. Boerma, Directeur général de la FAO. Gérard Eldin, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, a traité des relations entre l'agriculture et les problèmes de l'environnement et l'Ambassadeur Edwin Martin, Président du Comité d'Aide au Développement, des politiques d'aide au développement agricole dans le tiers monde.

(1) Il n'y a pas eu de déclaration islandaise, luxembourgeoise ni néerlandaise; le Ministre de l'Agriculture de Yougoslavie, pays qui a un statut spécial au sein de l'OCDE et fait partie du Comité de l'Agriculture de l'Organisation, assistait aussi à la réunion. L'ordre dans lequel les déclarations sont présentées ici est celui dans lequel elles ont été faites à la réunion.

RÉUNION DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE DE



Ouverture de la réunion. De gauche à droite : André Deheeger-Ozanne, Directeur adjoint de l'Agriculture de l'OCDE ; Albert Simantov, Directeur de l'Agriculture de l'OCDE ; Ingemund Bengtsson, Ministre de l'Agriculture de Suède et Président de la réunion ; Émile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE ; Gérard Eldin, Secrétaire général adjoint de l'OCDE.

Le Comité de l'Agriculture de l'OCDE s'est réuni au niveau ministériel les 11 et 12 avril 1973 sous la présidence de M. I. Bengtsson (Suède). M. A. Lavens (Belgique), M. E.-L. Butz (Etats-Unis) et M. P. Papapanagiotou (Grèce) ont été élus Vice-Présidents de la réunion.

L'objet de cette réunion était essentiellement de permettre aux Ministres d'avoir un large échange de vues sur les problèmes actuels de l'agriculture et sur les perspectives à moyen et à long terme.

Les Ministres, en soulignant la nécessité d'assurer la participation des producteurs à la prospérité croissante de l'économie en même temps qu'un meilleur équilibre de l'offre et de la demande, ont fait porter principalement leurs déclarations et leurs discussions sur :

- *L'instabilité des marchés agricoles* qui, ces derniers temps, s'est notamment traduite par des tensions sur les céréales et les produits d'alimentation animale et par de nouveaux excédents dans le secteur laitier ; les Ministres ont aussi discuté de la situation particulière du secteur de la viande bovine dans lequel existent de sérieuses difficultés de satisfaire la demande qui est en progression constante du fait de l'élévation générale du niveau de vie ; ils ont ainsi été amenés à souligner l'importance de parvenir à la stabilité des marchés : ils ont donc estimé souhaitable d'utiliser

d'avantage le cadre de l'OCDE et de son Comité de l'Agriculture pour procéder à des échanges approfondis d'informations concernant l'évolution probable des principaux marchés ; à partir de ces échanges de renseignements, ils seraient en mesure d'apprécier en commun la situation des marchés ainsi que les problèmes qui peuvent se poser, dans l'intention de prévenir ou de surmonter les difficultés éventuelles sur le plan de l'équilibre des marchés mondiaux et du fonctionnement régulier des échanges ; les Ministres ont discuté des actions de stockage et de leurs effets possibles sur la stabilité des marchés.

- *L'augmentation des prix qui touche un grand nombre de produits alimentaires* ; bien que la part des prix alimentaires dans les dépenses finales des consommateurs tende à se réduire et que sur la longue période les prix à la production aient augmenté moins que les prix en général, plusieurs Ministres ont exprimé leurs préoccupations au sujet des augmentations des prix des produits alimentaires intervenues au cours de ces derniers mois ; des Ministres ont fait part des mesures que leurs Gouvernements ont prises, ou ont l'intention de prendre, pour enrayer ces hausses de prix, en prenant en considération les intérêts des producteurs et des consommateurs ; certains Ministres ont souligné que de sérieux efforts devraient être faits pour stabiliser ces prix tout en assurant aux producteurs des recettes de nature à permettre des approvisionnements réguliers et suffisants.

L'OCDE AU NIVEAU MINISTÉRIEL: Communiqué

● *Les perspectives des prochaines négociations commerciales multilatérales* : des prix raisonnables sur les marchés internationaux et le développement des échanges ont été parmi les préoccupations fréquemment exprimées ; les Ministres ont affirmé que leurs Gouvernements aborderont les négociations du GATT avec un esprit ouvert et une volonté de conciliation réciproque, afin d'améliorer les conditions dans lesquelles s'effectuent les échanges internationaux ; il a été fait référence au rapport Rey et notamment aux analyses et aux recommandations qui y sont faites concernant l'agriculture.

● *Les problèmes posés par la situation agricole et alimentaire des pays en voie de développement* ; le développement de la production agricole est une nécessité absolue dans un grand nombre de ces pays pour améliorer l'approvisionnement, l'emploi de la population et la balance des paiements ; cette amélioration suppose, entre autres, de la part des pays développés, un effort individuel et collectif pour soutenir le développement global des pays en voie de développement de nature à accroître leur production, pour faciliter les exportations des produits que ces pays produisent dans des conditions concurrentielles et pour augmenter leurs recettes d'exportation.

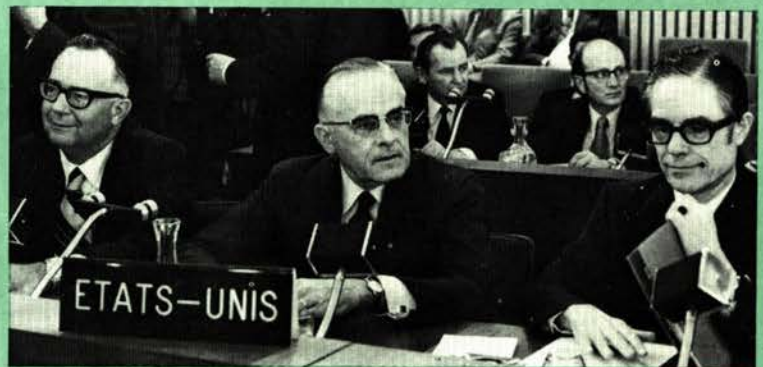
De plus, les Ministres ont eu un échange de vues sur :

● Les orientations nouvelles que certains Gouvernements donnent à leur politique agricole ainsi que les recherches en cours pour modifier les politiques existantes ; les politiques agricoles doivent être considérées dans le cadre du développement équi-

bré de l'ensemble de l'économie et notamment en fonction de leurs relations avec l'environnement, le développement des zones en retard, le tourisme et les activités de loisir, l'équilibre campagne-ville, etc. ; les Ministres ont estimé que les diverses tentatives et recherches qui sont actuellement faites dans ce domaine devraient donner lieu à une réflexion en commun au sein de l'Organisation.

● La comparabilité des conditions de production en agriculture en évoquant notamment la nécessité de réformer les structures pour rationaliser la production et améliorer les revenus ; la plupart des pays ont adopté, dans ce sens, des mesures qu'il convient de poursuivre et d'intensifier dans les cas où l'évolution structurelle actuelle est insuffisante ; il convient toutefois de s'assurer que les conditions d'une telle évolution sont remplies, notamment l'existence d'emplois suffisants dans les autres secteurs économiques.

Les Ministres ont marqué l'importance qu'ils attachent à leurs rencontres au sein de l'OCDE afin de discuter des problèmes d'intérêt commun et de préparer ainsi la voie aux solutions de ces problèmes. Ils ont donné des instructions quant à la nature et à l'orientation des travaux de l'Organisation en matière agricole, afin que ces derniers puissent répondre au mieux aux besoins des Gouvernements dans cette période d'évolution rapide. Les examens des politiques agricoles, les travaux de prévisions de la production et de la consommation à moyen et à long terme, l'étude des problèmes de marché, la discussion des pratiques commerciales agricoles, les travaux sur la commercialisation, l'application à l'agriculture des considérations liées à la protection de l'environnement devraient être poursuivis et renforcés.



Les Vice-Présidents choisis pour la réunion venaient de Belgique, des États-Unis et de Grèce. En haut à gauche, Belgique : A. Debouverie, Directeur, Inspecteur en chef, Ministère de l'Agriculture ; A. Lavens, Ministre de l'Agriculture ; et J. de Bruijcker, Chef de Cabinet du Ministre de l'Agriculture. En haut à droite, États-Unis : Raymond Ioanes, Service agricole étranger, Ministère de l'Agriculture ; Hon. Earl L. Butz, Secrétaire à l'Agriculture ; Weir M. Brown, Représentant a.i. des États-Unis auprès de l'OCDE. En bas à gauche, Grèce : P. Papapanagiotou, Vice-Ministre de l'Économie Nationale chargé de l'Agriculture ; C. Marcopoulos, Chef suppléant de la Délégation permanente de la Grèce auprès de l'OCDE. En bas à droite, Nouvelle-Zélande, pays qui faisait partie depuis 1970 du Comité de l'Agriculture de l'OCDE et qui vient d'être invité à devenir Membre de plein exercice de l'Organisation : Hon. Colin J. Moyle, Ministre de l'Agriculture ; Paul Gabites, Ambassadeur de Nouvelle-Zélande en France ; à droite, l'Ambassadeur Henrik Sv. Björnsson, Chef de la Délégation permanente de l'Islande auprès de l'OCDE.



Introduction



Emile van LENNEP,
Secrétaire général de l'OCDE

Dans le domaine qui nous intéresse aujourd'hui, nos pays s'efforcent, chacun à sa manière, d'atteindre l'objectif d'un développement harmonieux de l'agriculture tout en l'intégrant davantage à l'ensemble de l'économie. L'interdépendance croissante entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie ne laisse pas d'avoir des conséquences sur les politiques internes et externes, de sorte que la politique agricole est de plus en plus solidaire de la politique économique générale, et que ses ramifications sur le plan international prennent une importance croissante.

Pour ce qui est de la hausse récente et persistante des prix alimentaires, il n'est guère nécessaire que je souligne devant cette assemblée la gravité de la situation. Je voudrais toutefois replacer cette évolution dans le cadre plus large du problème général de l'inflation dans l'ensemble de la zone de l'OCDE.

L'accélération de l'inflation qui s'est produite ces dernières années, jusqu'en 1972, n'était en aucune façon particulièrement due à la hausse des prix des produits alimentaires, bien qu'à tous les stades de la chaîne alimentaire les prix aient augmenté à peu près dans les mêmes proportions que les autres prix. Les efforts déployés pour freiner cette accélération pendant les années 1970 à 1972 ont été, dans nombre de pays, considérables et onéreux.

Mais, depuis l'été dernier, nous avons constaté un nouveau et fort accroissement des prix des produits alimentaires.

En Europe, le taux global de croissance des prix à la consommation a subi une accélération, passant du taux annuel de 5,7 % pendant la première moitié de 1972 à 8,1 % pendant la seconde moitié de cette année-là. Il est vrai que les prix des produits non alimentaires ont aussi eu tendance à croître plus rapidement. Nous estimons cependant que l'accroissement des prix des produits alimentaires a été responsable en Europe des deux tiers de l'accélération de l'accroissement total des prix à la consommation de la première à la seconde moitié de 1972. Au cours des derniers mois une tendance semblable est devenue évidente aux Etats-Unis. C'est une coïncidence fâcheuse que ces hausses se produisent précisément à un moment où un grand nombre de Gouvernements espéraient pouvoir maintenir une relative stabilité des prix — dans cette période où la reprise économique se confirme.

Nous pouvons également regretter que cette coïncidence ait nui à la crédibilité de certaines initiatives importantes prises dans le domaine de la politique des prix et des salaires, et ébranlé la bonne volonté des syndicats qui, escomptant une évolution harmonieuse des prix, ont fait preuve de modération dans les négociations de salaires.

Ces effets sur l'évolution générale des prix et des salaires montrent clairement qu'une évolution disciplinée des prix et des revenus est de l'intérêt commun des secteurs ruraux et urbains ; ils illustrent l'interdépendance des tâches des responsables de la conduite de la politique économique dans tous les domaines d'action des pouvoirs publics.

La hausse des prix alimentaires est la conséquence à la fois de politiques à longue échéance qui ont permis l'apparition de graves pénuries structurelles sur le plan de l'offre (comme dans le cas de la viande de bœuf) et d'insuffisances de l'offre à court terme (par exemple dans le cas des céréales et des aliments du bétail). Si, dans tous les cas, l'insuffisance de l'offre sur le marché mondial est à l'origine des hausses, on a des raisons de penser que, n'étaient la rigidité des politiques agricoles, l'existence de relations de prix qui ne sont pas toujours favorables à l'équilibre à long terme du marché, l'absence de politiques concertées de stockage et l'insuffisance des prévisions de l'évolution des marchés, entre autres facteurs, la progression des prix aurait pu tout au moins être contenue dans des proportions plus modérées.

Ceci m'amène à l'autre problème immédiat : l'instabilité des marchés agricoles et notamment des marchés internationaux. Dans certains secteurs, des facteurs de divers ordres, inhérents ou non aux systèmes agricoles des pays Membres, sont la cause de fluctuations importantes et parfois rapides, qui posent constamment des problèmes d'ajustement aussi bien aux agriculteurs qu'aux pouvoirs publics. Pour tenter d'éviter cette incertitude permanente et cette alternance de situations de saturation et de pénurie, si préjudiciable à la longue à l'agriculture comme à l'ensemble de l'économie, il devient peut-être nécessaire d'instituer un mécanisme de surveillance des marchés agricoles, un mécanisme souple et adapté aux circonstances. Il s'agirait de prévoir en commun l'évolution à court et à moyen terme, de parvenir à une appréciation collective de cette situation, de discuter des mesures que les pays seraient disposés à prendre afin de maintenir ou, si nécessaire, de rétablir l'équilibre.

Nous savons tous que dans le domaine des échanges agricoles s'affrontent des thèses fort divergentes. Les uns font de l'organisation des marchés agricoles la condition et le moyen d'un accroissement des échanges ; les autres veulent augmenter les échanges en libérant davantage le commerce. Malgré l'opposition apparente de ces positions, il y a au moins deux points sur lesquels on constate une certaine unanimité. En premier lieu, le commerce est directement lié à la politique interne : toute action sur les échanges suppose des discussions sur les changements et sur les conséquences au niveau des politiques internes, faute de quoi cette action sera tôt ou tard vouée à l'échec. En second lieu, il faut prendre conscience du fait que l'interdépendance croissante de nos différentes économies nationales ne peut manquer d'influer aussi sur l'agriculture.

C'est à partir de ces deux considérations qu'il faut procéder à la recherche d'une solution aux problèmes des échanges agricoles. C'est l'opinion exprimée par le Groupe Rey dans le rapport qu'il m'a transmis au mois d'août 1972. Pour ma part, je voudrais aujourd'hui souligner le caractère constructif de l'analyse et la pondération des recommandations de ce rapport, notamment de celles qui touchent à l'agriculture. Les mesures proposées sont graduées dans le temps et ne nécessitent pas de profonds bouleversements des politiques actuelles, mais elles se situent dans une perspective dynamique de l'agriculture aussi bien que des relations internationales.

Il faut placer les politiques agricoles de nos pays dans un contexte mondial si l'on veut non seulement résoudre les problèmes communs aux pays industrialisés mais aussi tenir compte des besoins et

des possibilités des pays en voie de développement.

A première vue, les pays en voie de développement se présentent comme des marchés potentiels dans la mesure où, du fait de leur expansion démographique et en particulier de la croissance de leurs revenus, ils verront vraisemblablement se créer, se développer et se diversifier leur demande. Toutefois, nous ne devons pas nous leurrer. Cette demande ne se manifesterait que si le processus de dévelop-

pement est poursuivi activement, et dans ce domaine les pays développés ne peuvent se soustraire à leurs responsabilités. Les pays en voie de développement ont besoin d'une aide accrue en quantité et en qualité, mais ils ont aussi besoin de débouchés. Dans ces pays l'agriculture est encore le secteur qui occupe la majorité de la population et reste l'un de ceux qui sont le mieux à même d'assurer un niveau suffisant d'emploi.

Les pays développés, pris individuelle-

ment et dans leur ensemble, devraient chercher constamment à modérer la croissance de la production agricole et alimentaire que les pays moins développés pourraient souvent fournir à meilleur prix, et à réduire les mesures de protection appliquées à l'égard de ces pays. Ici, je pense non seulement aux produits tropicaux mais aux produits de la zone tempérée que les pays en voie de développement exportent à des conditions concurrentielles.

Principaux points des déclarations faites par les Ministres

Canada



*L'Hon. Eugene F. WHELAN,
Ministre de l'Agriculture*

Certaines des choses que nous faisons au Canada sont susceptibles de vous intéresser.

La nouvelle politique canadienne des céréales comporte des dispositions en vue d'aider nos agriculteurs à adapter leur production aux variations de la demande.

Le Gouvernement fédéral a établi des cadres qui aident les agriculteurs à passer à une production dont la qualité est conforme à la demande.

Le Gouvernement canadien a également aidé les agriculteurs à établir leurs propres systèmes de commercialisation.

Le Canada met à la disposition des agriculteurs des prêts pour l'amélioration et

l'expansion de leur ferme. Nous offrons une aide spéciale aux agriculteurs qui décident librement d'abandonner la ferme soit pour se retirer, soit pour occuper un autre genre d'emploi. Il existe également des programmes fédéraux-provinciaux d'aide spéciale à l'agriculture pour certaines régions.

Notre Gouvernement a l'intention de continuer à aider les agriculteurs à affronter la concurrence sur le marché international d'une façon objective et compétente.

Le temps est venu d'abandonner les politiques protectionnistes.

Les membres de ce Comité n'ignorent pas que le Canada a pris une part active dans la poursuite d'une plus grande libération dans le domaine de l'agriculture. Nous sommes soucieux d'obtenir une réduction importante des obstacles aux échanges internationaux, dans le domaine des tarifs ainsi que dans celui, peut-être plus important encore, des mesures non tarifaires. A cette fin, nous avons, dans le contexte du GATT, constamment soutenu que la prochaine ronde de négociations commerciales multilatérales devra accorder autant d'importance aux échanges agricoles qu'aux échanges de produits industriels. Ainsi avons-nous approuvé les travaux du GATT en vue de l'élaboration de principes, d'objectifs et de techniques pour les négociations dans le secteur agricole. Nous sommes de l'avis que les négociations ne doivent pas se limiter à la question des tarifs, selon l'approche traditionnelle, mais également s'étendre aux diverses mesures non tarifaires qui faussent et dérèglent les échanges internationaux. Nous attendons de pied ferme les négociations multilatérales au cours desquelles nous comptons arriver à un progrès marqué vers la libération des échanges de produits agricoles.

Japon



*Tomoyoshi KAMENAGA,
Vice-Ministre de l'Agriculture
et des Forêts*

Les exploitations japonaises sont de très petite taille et, malgré de sérieux efforts pour améliorer leurs structures, la productivité agricole reste bien inférieure à celle d'autres secteurs de l'économie. La difficulté provient essentiellement du nombre croissant d'agriculteurs à temps partiel ou d'âge avancé et de la hausse du prix de la terre.

Le Gouvernement s'efforce maintenant de donner une nouvelle orientation à l'agriculture. C'est ainsi qu'il encourage l'agriculture de groupe, l'implantation d'industries de transformation adéquates et l'amélioration des conditions de vie de la population rurale.

Une évolution rapide de la demande s'est

traduite par un excédent de riz et une augmentation soudaine des importations agricoles. Des mesures visant à réduire les surfaces cultivées en riz ont été mises en œuvre avec succès. En 1972, le total des importations agricoles japonaises s'élevait à 5,5 milliards de dollars, soit environ 10 % des échanges agricoles mondiaux.

Les tensions qui se sont manifestées dernièrement sur les marchés agricoles mondiaux ont été une source d'inquiétudes et de difficultés au Japon et l'on s'est alors interrogé sur les rôles respectifs de la production nationale et des importations. Il est essentiel d'assurer des sources d'approvisionnement stables et suffisantes; la stabilité du commerce mondial est au premier plan des préoccupations du Japon. Il faut en outre souligner l'importance des problèmes d'environnement dans l'agriculture. Les hommes manifestent un intérêt croissant pour la nouvelle tâche de l'agriculture : assurer des espaces verts.

Il faut espérer que l'OCDE continuera de jouer un rôle de premier plan en favorisant la compréhension et la coopération mutuelles.

Australie



K.S. WRIEDT,
Ministre de l'Agriculture

En premier lieu, nous n'accorderons pas d'aide à l'agriculture en vue de stimuler la production. Nous nous attacherons à promouvoir la recherche d'une efficacité accrue ainsi qu'une utilisation plus rationnelle des ressources.

En deuxième lieu, la politique agricole de l'Australie visera essentiellement à ajuster la production de telle sorte qu'elle corresponde aux tendances à long terme du marché, que les meilleures estimations disponibles permettent de déceler.

L'Australie a entrepris de créer une Commission de protection qui sera chargée de

faire rapport sur toutes les propositions d'aide à l'agriculture et à l'industrie de transformation. La Commission, qui sera un organe complètement indépendant, fera des enquêtes publiques en vue d'examiner le bien-fondé des propositions d'aide.

Dans la pratique, les initiatives que l'Australie pourrait prendre en vue de revoir et de réduire progressivement ses programmes d'aide à l'agriculture dépendront plus ou moins de la mesure dans laquelle les autres seront disposés à s'engager dans la même voie.

Lorsque le coût de la production agricole est élevé par rapport à celui des importations, nous estimons qu'il y a lieu d'adopter des mesures complémentaires en vue de réduire la production.

Suède



Ingemund BENGTTSSON,
Ministre de l'Agriculture et Président de la réunion de l'OCDE (2)

La Suède considère que la politique agricole doit promouvoir l'efficacité et le renouvellement technique; qui plus est, à long terme, elle devrait aussi permettre d'adapter le secteur agricole aux variations de la demande. Cette politique doit aussi tenir dûment compte des problèmes sociaux et d'autres objectifs nationaux importants, en particulier ceux qui ont trait à l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires.

Assurer la poursuite de la rationalisation de la production agricole, tel est le principe directeur dont s'inspire la politique agricole de la Suède. La modernisation des structures a été stimulée par l'action entreprise par le Gouvernement.

Pour ce qui est du volume de la production agricole, la politique de la Suède, en partie pour des raisons d'ordre socio-économique, vise à ramener la produc-

tion à un niveau légèrement inférieur à celui auquel elle était maintenue précédemment. Il est prévu d'accroître quelque peu les importations de produits agricoles, surtout ceux qu'exportent les pays en voie de développement, comme le sucre, les fruits, les légumes et la viande. Il a cependant été considéré comme nécessaire de maintenir la production nationale à un niveau relativement élevé pour des raisons de sécurité.

La Suède a constaté que des variations de prix peuvent influencer sur l'évolution de la production de certains produits de base. La politique agricole de la Suède a mis nettement l'accent sur les mesures relatives au marché du travail en vue de créer des emplois dans d'autres branches d'activité. La Suède a poursuivi une politique active qui vise à accroître la mobilité, non seulement sur le plan géographique mais aussi entre les diverses professions.

Dans le cadre de la politique de protection des ressources naturelles du pays, certaines subventions sont accordées à

Nouvelle-Zélande



Colin J. MOYLE,
Ministre de l'Agriculture

La Nouvelle-Zélande attache une grande importance aux travaux de l'OCDE dans le monde de l'agriculture et fera tout ce qui est en son pouvoir pour accroître l'efficacité du Comité de l'Agriculture en tant que tribune où tous les aspects peuvent être examinés de façon réaliste.

Des réunions comme celle d'aujourd'hui appellent l'attention sur les problèmes communs à tous les agriculteurs du monde ainsi que sur la façon dont des échanges de vues peuvent aider ceux qui sont chargés de formuler la politique à traiter ces problèmes.

l'heure actuelle en vue de préserver les sites ruraux. On entreprend parallèlement des activités expérimentales en vue d'essayer de trouver des moyens moins onéreux que la production agricole pour conserver aux campagnes leur caractère rural.

A l'heure actuelle, ce sont les petites exploitations appartenant à des personnes âgées qui soulèvent le problème le plus sérieux sur le plan social et sur celui des revenus. Pour y remédier, on a principalement recours à des mesures d'aide sociale de caractère général et non à la politique agricole. Pour certaines régions cependant, c'est-à-dire celles qui sont situées dans le Nord du pays, le Gouvernement accorde une aide sous la forme d'un soutien des prix de certains produits agricoles et de mesures destinées à promouvoir la rationalisation de la production.

(2) L'exposé a été présenté par Ivan Eckersten, Sous-Secrétaire d'Etat, étant donné que le Ministre suédois présidait la réunion ministérielle.

Pour nous, en Nouvelle-Zélande, le problème le plus important est de trouver une formule qui permettrait de libérer les échanges internationaux sans bouleverser pour autant les politiques internes de nos partenaires commerciaux.

La production de la Nouvelle-Zélande est peut-être modeste si l'on en juge par son volume global, mais elle peut cependant compléter utilement celle d'autres pays de l'hémisphère Nord pour le plus grand avantage de tous les intéressés. Encore faut-il que notre pays ait à long terme une certaine garantie d'accès au marché et des possibilités raisonnables de vendre ses produits à des prix équitables.

Ni au GATT ni ailleurs il n'a été fait d'efforts sérieux pour traiter des problèmes que soulèvent les échanges mondiaux de produits agricoles, parallèlement à ceux que posent les échanges de produits industriels. Nous n'accepterons pas qu'au cours des négociations qui doivent s'ouvrir prochainement au sein du GATT le rôle de pays comme la Nouvelle-Zélande soit de nouveau négligé, comme ce fut le cas à l'époque des négociations Kennedy.

Si la politique des pays développés qui consiste à soutenir les prix et à exclure les produits de pays tiers permettait d'atteindre les objectifs souhaités dans le domaine économique et social, et si le consommateur pouvait acheter ses denrées alimentaires à des prix équitables et raisonnables, certaines de nos objections tomberaient d'elles-mêmes, mais tel n'a pas été le cas. En effet, cette politique a conduit à une hausse du prix

des denrées alimentaires et à des pénuries de certains produits ainsi qu'à la constitution d'excédents gigantesques et onéreux d'autres produits qui ont trop souvent été écoulés à perte sur le marché mondial aux dépens du contribuable et de tous ceux dont l'existence même dépend, dans d'autres pays, des exportations de produits agricoles.

Etats-Unis



*L'Hon. Earl L. BUTZ,
Secrétaire à l'Agriculture,
Département de l'Agriculture*

Je voudrais examiner avec vous certaines de ces pressions et quelques-unes des modifications que nous apportons à notre politique aux Etats-Unis, afin de répondre aux besoins exprimés par nos consommateurs, à la croissance de la demande dans le monde entier et à la nécessité d'une expansion des systèmes commerciaux.

Pendant ces derniers mois, nous avons pris toute une série de mesures en vue d'accroître la production des Etats-Unis de soja, de céréales et de bétail; nous avons pris des dispositions pour mettre sur le marché les stocks provenant de récoltes antérieures. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'un programme à long terme visant à libérer l'agriculture des contrôles et à donner plus de place aux forces agissant sur le marché.

Chacun d'entre nous devrait examiner ses structures. Pourquoi un système de protection quelconque devrait-il être intangible dans un monde où les pays sont de plus en plus solidaires les uns des autres? Pourquoi, aux Etats-Unis, devrions-nous considérer comme immuables les contrôles exigés par la Section 22 (3)? Pourquoi la Communauté Européenne insiste-t-elle sur le fait qu'il est impossible de remettre en cause son système de droits d'importation variables? Ce sont là des questions que

nous devons nous poser, et ce pour plusieurs raisons. Nous ne mettons pas en doute le droit des pays à soutenir leurs agriculteurs comme ils l'entendent. Nous ne pouvons pas nous imposer mutuellement les programmes auxquels les Gouvernements décident de recourir pour aider les secteurs désavantagés. Néanmoins nous devons mettre en doute la sagesse des programmes qui faussent les échanges commerciaux.

Il serait tragique que le monde perde les avantages des progrès qu'il a accomplis. Il serait tragique pour les Etats-Unis de revenir à des programmes rigides de limitation des surfaces cultivées. Il serait tragique que d'autres pays reviennent sur les changements qu'ils ont commencé d'apporter pour répondre aux désirs de leur population.

Si les systèmes de protection sont vraiment vulnérables, comme j'essaie de le démontrer, alors il ne reste qu'une seule question: pourquoi ne pas modifier ces systèmes nous-mêmes avant qu'ils ne s'écroulent autour de nous? Dirigeons cette évolution nous-même de façon à assurer une expansion harmonieuse des échanges mondiaux.

Dans les négociations à venir, nous nous refuserons à traiter de l'agriculture isolément. L'agriculture doit être examinée dans le cadre d'un ensemble d'accords commerciaux. Il s'ensuit que les pays cherchant des débouchés sur un marché industriel seront invités à engager des négociations en vue d'ouvrir leur marché aux produits agricoles, et vice-versa.

(3) Législation aux termes de laquelle des contrôles à l'importation peuvent être exercés sur certains produits dans certaines circonstances.

Autriche

*Dr. Oskar WEIHS,
Ministre Fédéral
de l'Agriculture et des Forêts*

Un objectif principal de nos efforts agropolitiques est l'amélioration de la structure agricole...

Il ne suffit pas de dégager de la main-d'œuvre agricole, sans assurer son absorption dans des emplois non agricoles nouvellement créés. Dans cet ordre d'idées, il faut mentionner les effets produits par la législation sociale et spécialement la « Loi sur l'assurance-retraite paysanne », en vigueur depuis le mois d'octobre 1970. Cette assurance obligatoire s'applique aux agriculteurs indépendants et à leurs proches parents.

La garantie d'un développement économique profitable des régions montagneuses, qui ne représentent pas moins de 64 % de la superficie agricole de l'Autriche, et de l'existence de leur population



est devenu un objectif de premier ordre de la politique sociale et de la politique nationale, non seulement en Autriche, mais aussi dans toutes les régions alpines.

Nous tenons beaucoup à la fonction écologique et régionale des exploitations agricoles, afin que l'agriculture puisse contribuer à la conservation de l'environnement naturel.

Cette conservation des conditions naturelles n'est pas la moindre des raisons qui ont amené le Gouvernement autrichien à tendre à une péréquation des revenus des paysans montagnards, par l'allocation de subventions aux exploitants d'entreprises situées en altitudes extrêmes. En échange, les exploitants recevant une telle allocation doivent s'engager à continuer l'entretien et la culture de leur domaine dans l'intérêt de la conservation des sites. L'application de cette mesure se trouve encore dans une phase expérimentale.

Commission des Communautés Européennes

*Petrus Josefus
LARDINOIS,*

*Membre de la Commission
pour l'Agriculture*

Je tiens à souligner que l'élargissement de la Communauté a comme conséquence un accroissement de nos responsabilités dans les relations internationales. Ceci est vrai en ce qui concerne les relations avec les autres pays industrialisés, mais encore davantage avec les pays en voie de développement. Avec la plupart de ces pays, le commerce des produits agricoles revêt une grande importance. La Communauté, ayant conscience de ses responsabilités,



sera toujours prête à contribuer à rechercher des solutions équitables. Naturellement, elle n'est pas préparée à *supprimer* purement et simplement la politique agricole commune et à laisser toucher aux bases de cette politique.

Cependant il me semble indispensable d'aborder dès que possible, dans les enceintes appropriées, l'élaboration des

Espagne



*Tomás ALLENDE
GARCIA-BAXTER,
Ministre de l'Agriculture*

Il me semble que nous devrions arriver, au cours des années 70, à mettre sur pied des politiques agricoles nationales qui soient rationnelles et cohérentes, en nous consultant plus souvent les uns les autres dans le cadre des organismes internationaux.

Nous nous trouvons en ce moment devant

accords par produits, arrangements ou codes de bonne conduite permettant de mieux organiser les marchés internationaux dans un cadre aussi large que possible.

La politique des prix n'a pas empêché la Communauté d'augmenter considérablement ses importations de produits agricoles. J'oserais dire aussi que notre système de politique commune des prix — caractérisée à l'importation par un mécanisme de prélèvements variables — a eu pour effet une augmentation beaucoup moindre des prix pour notre nourriture pendant les dernières années. Lorsqu'on a un marché bien ouvert, on subit les fluctuations du marché international, ce qui représente l'envers de la médaille.

En effet, pour la Communauté le problème des structures de production est particulièrement important. Il est vrai que la population masculine et active dans notre agriculture est passée dans les Six membres fondateurs de 16 millions en 1958 à 9 millions en 1971. Mais quand même la relation « homme-terre » reste très défavorable comparée avec celle que connaissent la plupart des autres grands pays industrialisés.

un certain manque de compréhension entre le secteur agricole et les autres secteurs économiques.

Il ne nous semble pas très logique qu'un manque de coordination sur le plan international vienne entraver l'application pleine et entière de la technologie à l'agriculture et faire obstacle, à la longue, à l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs.

Je ne suis pas sûr que nous fassions tout notre possible pour réduire les inégalités qui ne cessent de croître entre les secteurs de production en raison du développement économique.

On peut arriver à une plus grande cohérence basée sur des contacts plus fréquents au moment d'élaborer les politiques agricoles de demain.

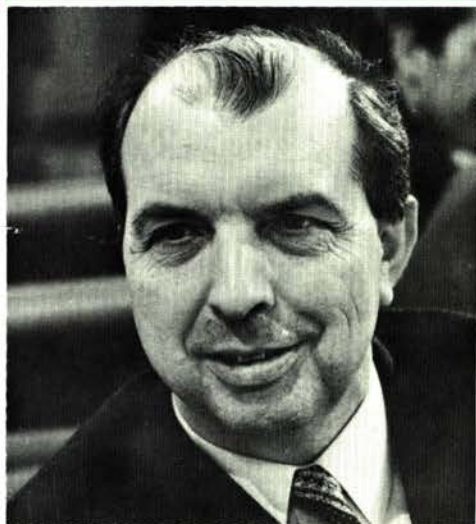
Dans le monde d'aujourd'hui, il n'est plus possible de circonscrire la politique agricole à une sphère exclusivement nationale. Les différents pays doivent se montrer prêts à écouter, à poser et à discuter tous les problèmes, non seulement ceux qui leur sont propres, mais encore ceux qui sont d'ordre international.

Toutes ces mesures restrictives agissent comme des instruments qui s'opposent à l'orientation des productions. Elles font du tort non seulement à notre secteur agricole, mais encore aux pays qui les prennent car, en définitive, ce sont les consommateurs qui payent des prix plus élevés.

Il me semble absolument nécessaire d'intensifier à tous les niveaux ces échanges

de vues au sein de l'OCDE et des autres organismes internationaux, afin d'en arriver à mener, sur un plan pratique, des actions qui soient concertées : en matière de politique de production, et en matière de politique d'échanges internationaux.

Belgique



A. LAVENS,
Ministre de l'Agriculture

Depuis que j'assume la charge de Ministre de l'Agriculture, j'ai eu la sensation que beaucoup de difficultés des échanges internationaux agricoles reposaient sur des malentendus, ou du moins sur une approche inadéquate.

Il y a à la base de ces malentendus un défaut de comparabilité des situations qui s'étend à la fois au domaine de la technique, au domaine économique et à l'aspect social des choses de la terre.

Le domaine technique, ce sont toutes les conditions de production, bref l'input global dont la production agricole restitue la meilleure part au circuit alimentaire. Dans le domaine économique le problème des prix dans une politique agricole axée sur la notion de prix-revenu doit tenir compte des composantes habituelles (coûts de production, amortissements divers, etc.) et d'une marge bénéficiaire limitée par toutes les contraintes du marché réglementé. De plus, divers facteurs de modification, telle l'évolution rapide des coûts des inputs, ne sont pas absorbés automatiquement, par suite de la rigidité relative du système.

Par contre ce que l'on appelle la libre formation des prix sous la pression des « forces » du marché peut détruire cette notion de prix de revient.

A propos de l'inflation : on peut affirmer que dans le processus de commercialisation des produits agricoles le producteur agricole touche une part de plus en plus

réduite des dépenses de consommation de ses propres produits. Par conséquent, la part d'inflation que l'on peut chercher dans les prix *alimentaires* est plus souvent et plus substantiellement attribuable aux secteurs de la transformation et de la distribution.

En définitive, que paye le consommateur ? Le produit ou de plus en plus le « service » ?

En ce qui concerne la maîtrise de l'offre, le plus difficile est de prévoir les variations de l'offre et de la demande agricoles d'une façon globale.

Dès lors ne faut-il pas songer à une production modérée d'excédents, qui permettrait d'élaborer des programmes alimentaires et qui pourrait déboucher sur une organisation internationale pour certains

Italie



Lorenzo NATALI,
Ministre de l'Agriculture

Les pouvoirs publics ont dû prendre acte du fait que l'agriculture n'est pas un secteur à part, mais une composante fondamentale du système économique et social de tout pays. Dans cette perspective aussi, mais certainement pas exclusivement dans celle-ci, les pouvoirs publics ont mis en œuvre toute une série de politiques et de mécanismes visant à orienter et à stimuler les producteurs, ainsi qu'à équilibrer les revenus. Dans le cas de la CEE, la politique agricole de chaque pays membre a été remplacée ou flanquée, au fur et à mesure, par la politique agricole communautaire.

Toutefois, les résultats obtenus ne suffisent pas et ne peuvent pas nous dispenser d'étudier les moyens les plus appropriés pour résoudre les nombreux problèmes, anciens

grands produits de base, plus équilibrée et peut-être aussi plus équitable pour les producteurs ?

Sur le plan social la plupart des pays de l'OCDE ont recouru à des mesures d'assainissement, qui ont entraîné ou précipité la réduction, déjà importante, de la population rurale active.

En toute chose, il y a un seuil à ne pas franchir, car aujourd'hui déplacer un exode rural vers un chômage technologique ou structural n'est pas une mesure recommandable.

En conclusion, puisqu'il existe de par le monde des régimes politiques, des situations économiques et des conditions sociales différentes, il ne doit pas être inconcevable de vivre ensemble avec des politiques agricoles différentes.

et nouveaux. Il y a notamment le problème des revenus agricoles qui restent encore au-dessous de ceux des autres secteurs économiques et qui, en plus, présentent entre eux des divergences remarquables ; il y a le problème des petites exploitations, qui demeurent les plus sacrifiées, tandis que souvent les initiatives des Gouvernements pour les soulager aboutissent à un profit plus élevé pour les plus grandes exploitations.

Certes, la régulation de l'offre, au moment où certaines productions, si elles sont encouragées à l'infini, risquent de donner origine à des surplus coûteux et anti-économiques, représente aujourd'hui un des problèmes les plus graves, d'autant plus que cela arrive alors que d'autre part on se trouve, pour certains produits, devant une situation de pénurie croissante sur les marchés mondiaux, dont les effets poussent de façon certainement non négligeable vers l'augmentation rapide des prix alimentaires. Cette situation suggère peut-être l'opportunité d'une action plus vive par les divers Gouvernements, afin d'éviter des hausses aux différents stades de la chaîne de distribution ; mais elle cause sans doute un problème d'ajustement et d'orientation des productions compte tenu, entre autres, de l'expansion qui devra se réaliser, à plus ou moins longue échéance, dans la consommation des pays où elle est loin de celle de nos populations.

Finlande

Erkki HAUKIPURO,
Ministre de l'Agriculture

Depuis longtemps, la politique du Gouvernement consiste à maintenir la production agricole dans les limites de la



demande intérieure. Le système finlandais de mise hors culture des terres est à l'heure actuelle, du moins je le pense, unique en son genre dans les pays de l'OCDE. Toutefois il n'a pas toujours provoqué la réduction attendue de la production en raison de la rapidité des progrès techniques. Les efforts déployés en vue de réduire la production peuvent aussi avoir des effets défavorables. Tel a aussi été le cas du système de mise hors culture des terres agricoles, car il a freiné la rationalisation des structures ainsi que la tendance à l'accroissement de la superficie des exploitations.

Le principal problème d'ordre structurel qui se pose à nous relève du domaine de la politique régionale. Les conditions de vie peu satisfaisantes qui prévalent, en

particulier dans le Nord et l'Est du pays, ainsi que l'impossibilité dans laquelle la population se trouve de se procurer des revenus supplémentaires, incitent les jeunes à émigrer vers les centres industriels prospères du Sud ou, malheureusement, à s'expatrier. Par conséquent, la politique du Gouvernement a été d'encourager la diversification des activités économiques dans les régions à prédominance agricole en prenant des mesures d'incitation en faveur des investissements dans d'autres activités productives ; mais il faudra longtemps pour que ces mesures puissent conduire à des résultats appréciables. Cela étant, et comme nous voulons maintenir une répartition équilibrée de la population sur l'ensemble du territoire, il faut que l'agriculture puisse rester pendant longtemps encore l'activité économique principale dans de nombreuses régions.

Pour ce qui est de la production laitière, qui est particulièrement bien adaptée aux conditions de la Finlande, la situation est tout autre. Elle a atteint un degré élevé de spécialisation et nous avons réussi à lui trouver des débouchés appropriés. Si la Finlande devait être coupée de ses marchés européens, il en résulterait un profond bouleversement de son agriculture et, bien que nous ne puissions pas envisager l'avenir sans quelque appréhension, nous n'en conservons pas moins l'espoir qu'il sera possible de trouver des arrangements raisonnables qui donnent satisfaction à toutes les parties intéressées dans ce domaine extrêmement délicat.

Dans la conjoncture internationale actuelle il importe que tous les pays représentés au sein de cette Organisation fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour se rapprocher de nos objectifs communs et, dans toute la mesure du possible, pour aplanir les malentendus qui subsistent entre nous. Au cours des mois à venir, nous allons mener des négociations commerciales internationales d'une importance capitale, qui feront inévitablement apparaître des divergences de vues, voire peut-être des conflits d'intérêt. Je crois qu'il nous faudra tous comprendre les objectifs et les difficultés des autres pays et nous assurer qu'eux aussi comprennent réellement les nôtres. La compréhension mutuelle augmentera considérablement nos chances de trouver ensemble les moyens de développer les relations commerciales internationales.

Etant donné que la production agricole a tendance à s'accroître à long terme, ne serait-ce qu'en raison des progrès techniques, l'existence d'excédents suscite des difficultés, sur les marchés internationaux en particulier, et crée bien entendu des tensions entre pays. J'ai déjà souligné ailleurs la nécessité de s'abstenir d'adopter

des mesures qui entraînent un gonflement excessif de la production et d'éviter le gaspillage de ressources que représentent implicitement les excédents de production. C'est là un impératif qui vaut pour chacun d'entre nous, que la production agricole occupe ou non une grande place dans notre économie, et que nous nous considérions essentiellement comme importateurs ou comme exportateurs.

Je pense qu'en examinant les problèmes agricoles nous devrions ne pas oublier que, si nous sommes absolument tenus d'assurer aux producteurs un revenu décent, nous avons des obligations aussi importantes à l'égard de la ménagère. Nous avons le devoir de faire en sorte qu'elle soit toujours traitée équitablement et nous devons veiller, dans toute la mesure du possible, à la prémunir contre les difficultés inhérentes aux pénuries.

Grèce



P. PAPAPANAGIOTOU,
*Vice-Ministre
de l'Economie Nationale
chargé de l'Agriculture*

L'augmentation rapide des prix des produits alimentaires dépend de plus en plus des dépenses ajoutées aux différents stades de transformation et de commercialisation des principaux produits agricoles.

Afin de limiter le mouvement ascendant des prix, un contrôle est exercé sur les prix de certains services et produits et spécialement sur ceux de première nécessité. Ce contrôle n'a pas le sens d'une fixité des prix mais d'une interdiction des hausses arbitraires.

Le Gouvernement a accordé des primes ou des exemptions de taxes, pour maintenir les prix à des niveaux acceptables pour certains produits alimentaires. Des mesures sont prises parallèlement pour aug-

Royaume-Uni



Joseph GODBER,
*Ministre de l'Agriculture,
de la Pêche et de l'Alimentation*

menter la production nationale et satisfaire complètement les besoins du marché.

La recherche d'un équilibre entre production et débouchés, à la fois sur les plans national et international, pose un problème difficile à résoudre.

En effet, il y a des productions excédentaires stimulées par des politiques de prix et de protection, ou déficitaires par défaut de concertation entre les pays intéressés et en particulier entre les pays disposant de produits identiques fortement concurrentiels. Il y a aussi des productions véritablement marginales pour l'économie d'un pays et dont le niveau de protection perturbe profondément le fonctionnement normal du marché international.

Les difficultés rencontrées pourraient être limitées par une coopération accrue, comprenant un échange de vues sur les perspectives de production et d'écoulement, et une information mutuelle sur les intentions et les programmes en vue de leur harmonisation.

Avons-nous la volonté et les possibilités nécessaires pour poursuivre la concertation progressive de nos politiques agricoles afin d'éviter le déséquilibre entre production et demande et l'instabilité des marchés ?

Ou, ce qui est le plus important, sommes-nous prêts à harmoniser, autant que possible, nos plans sur la production et les échanges internationaux ?

La première est celle du respect des politiques nationales dans la mesure où elles doivent assurer aux agriculteurs le niveau de vie et la sécurité auxquels ils ont droit et, à ce titre, il ne saurait être question de porter atteinte à la politique agricole commune européenne dont l'expérience a déjà prouvé qu'elle n'empêchait nullement, bien au contraire, la croissance des importations agricoles européennes.

La deuxième est celle selon laquelle une réelle réciprocité doit inspirer les accords en ce qui concerne les pays développés. Il serait erroné pour un État ou un groupe d'États de vouloir obtenir dans le cadre d'une négociation commerciale, notamment dans le secteur agricole, des avantages unilatéraux. La Communauté devra se doter des moyens nécessaires pour participer avec efficacité aux négociations internationales et y défendre les intérêts dont elle a la charge.

La troisième idée, c'est qu'il faut que nous tenions compte de manière prioritaire des intérêts des pays en voie de développement. Ils sont beaucoup plus que les pays Membres de l'OCDE dépendants de leurs exportations agricoles. Par conséquent, dans nos travaux et notamment en ce qui concerne la recherche d'une stabilisation des cours sur les marchés internationaux, c'est l'avenir de la production agricole et donc de l'économie des pays en voie de développement qui, en définitive, devra être l'objet essentiel de notre réflexion.

pendant du volume de la production. En Suisse, une commission d'experts s'est récemment penchée sur cette question et vient de publier son rapport. Mon pays applique déjà, pour les agriculteurs de montagne, un système de ce genre, en versant des contributions aux frais des éleveurs de ces régions. Il ne s'agirait donc que de lui donner une assise plus large. C'est en fait la formule du versement d'une contribution d'après la surface, éventuellement combinée avec le paiement d'une contribution de base par exploitation, qui a particulièrement retenu l'attention de nos experts.

Ce système présente assurément certains avantages, entre autres celui de mieux assurer la sauvegarde du milieu naturel dans les régions où le sol est insuffisamment exploité et où le danger existe qu'il ne le soit plus.

Mais il n'est pas sans défauts non plus. L'un d'eux concerne le ralentissement des progrès de la productivité et des adaptations structurelles qui pourrait en résulter. En outre, et c'est certainement le point le plus important, il serait peu réaliste de croire à la possibilité d'un changement radical, du jour au lendemain, de la politique actuelle. L'on ne saurait songer à s'engager dans de nouvelles voies contre le gré et sans la collaboration des intéressés. Dans une économie fondée sur les principes de la libre entreprise, et même si ces principes connaissent en fait certaines entorses dans le secteur qui nous occupe ici, l'agriculteur veut être rémunéré avant tout pour ce qu'il produit et livre sur le marché. C'est pourquoi les paiements directs ne devraient jouer qu'un rôle d'appoint. Et pourtant, ils constitueraient déjà une solution de rechange aux majorations de prix qui, sans cela, s'imposeraient ultérieurement. Il s'ensuivrait une meilleure adaptation des prix agricoles à l'état du marché qui faciliterait l'orientation de la production.

France



*Jacques CHIRAC,
Ministre de l'Agriculture
et du Développement Rural*

Dans mon esprit, trois idées générales devraient gouverner la négociation des accords internationaux.

Suisse



*E. BRUGGER,
Conseiller Fédéral,
Chef du Département
de l'Économie Publique*

Le Secrétaire général de l'OCDE soumet à notre appréciation l'idée du paiement direct d'un complément de revenu indé-

Allemagne

*Josef ERTL,
Ministre Fédéral de l'Agriculture*

C'est précisément du point de vue de la sécurité des approvisionnements à des prix raisonnables qu'il convient d'apprécier, par exemple, le système de protection à la frontière instauré dans le cadre de la politique agricole de la CEE. C'est à ce système que les États membres des Communautés Economiques Européennes doivent d'être protégés, tout au moins dans le secteur des produits alimentaires, contre les fluctuations des cours du marché mondial en une époque où le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

Fondée sur un système de prélèvements variables, applicables aux principaux



produits agricoles, et complétée par des montants compensatoires monétaires depuis que les parités fixes ont été abandonnées, cette protection vaut mieux que sa réputation, et ce même pour les pays tiers. En 1972, les importations de produits agricoles de la République Fédérale d'Allemagne ont atteint une valeur d'environ 25 milliards de DM, soit un montant supérieur de 9 % à celui de l'année précédente, et de plus de 19 % à celui de 1970, en dépit du flottement du Deutsche Mark, qui correspondait en fait à une réévaluation de 7,75 %, et malgré le système de compensations aux frontières. En 1972 les importations provenaient pour moitié des Etats membres de la Communauté non élargie et, pour moitié, de pays tiers.

En 1972, les pays en voie de développement entraînent pour 21 % dans le total de ces importations, soit quelque 42 % des importations en provenance de pays tiers. L'augmentation des importations de produits agricoles de la République Fédérale montre que mon pays continue, comme dans le passé, de tabler en grande partie sur le commerce extérieur pour ses approvisionnements.

Il ressort de l'évolution du commerce extérieur allemand, telle que je viens de la décrire, que les importations de produits agricoles empêchent la balance des paiements de la République Fédérale de devenir par trop excédentaire. Cependant, je ne crois pas que les échanges de produits agricoles puissent résoudre les difficultés de balance des paiements auxquels les pays industriels développés doivent faire face. Il conviendra aussi de se demander si ces pays ne devraient pas intensifier leurs exportations de produits agricoles pour tenir compte des besoins du tiers monde.

L'OCDE préconise une surveillance plus étroite des marchés et une harmonisation au niveau international de la politique en matière de production. Ses recommandations devraient être suivies. Dans ce contexte on devrait chercher à accroître

la transparence du marché, tout en évitant la synchronisation des cycles de production qui peut apparaître, comme en témoigne l'expérience, au cours de la première phase d'une collaboration internationale sur les marchés agricoles.

Irlande



Mark CLINTON,
*Ministre de l'Agriculture
et de la Pêche*

Les agriculteurs, comme les personnes qui exercent d'autres professions, sont préoccupés par les perspectives en matière de revenu et d'emploi. Ces dernières sont à leur tour traduites sous forme de politiques qui portent sur les prix agricoles et les structures de l'agriculture. Il est évidemment nécessaire d'améliorer les structures dans l'agriculture, mais refuser de donner aux mesures de soutien des prix la place qui leur revient équivaldrait à ignorer les problèmes que pose le maintien de prix planchers raisonnables alors que les cours des produits agricoles sont sujets à des fluctuations de grande amplitude. Le fait est qu'il faut avoir recours simultanément à des mesures d'amélioration des structures et à des mesures de soutien des prix si l'on veut assurer le progrès de l'agriculture. Quant à nous, en Irlande, tout en ayant à soutenir les prix sur un marché dont la tenue n'a guère été satisfaisante, nous n'avons pas ménagé nos efforts au cours des années pour améliorer la structure de notre agriculture. Nous nous félicitons de l'occasion qui nous a été offerte, du fait de notre adhésion à la CEE, de participer à la politique agricole commune de celle-ci. Si nous le faisons, ce n'est pas seulement dans la perspective d'obtenir des prix plus équitables. En effet, les nouvelles mesures d'amélioration des structures que nous aurons la possibilité

d'appliquer contribueront à améliorer la situation de notre agriculture.

Danemark



H.J. KRISTENSEN,
*Sous-Secrétaire adjoint
à l'Agriculture,
Président du Comité
de l'Agriculture de l'OCDE*

Cette réunion a pour principal objet d'examiner les « problèmes actuels de l'agriculture ». Il me paraît évident qu'il ne faut pas entendre par là les difficultés quotidiennes de l'agriculture.

Ministres ou fonctionnaires, nous sommes tous si absorbés par des problèmes urgents dont nous sommes censés trouver immédiatement la solution que nous courons le risque de ne pas discerner les tendances profondes et leurs conséquences dans un avenir qui peut sembler fort éloigné des décisions politiques de chaque jour.

Le Secrétaire général nous a indiqué plusieurs méthodes qui, à son avis, pourraient présenter certains avantages par rapport aux moyens plus traditionnels utilisés jusqu'à présent. Il se réfère notamment au versement direct de revenus à la place du soutien des prix et à un système de régulation directe de la production par le biais de contingentements. Je voudrais insister encore une fois sur le fait que nous prendrons grand soin, avant de choisir une méthode donnée, d'en examiner les conséquences à plus long terme. Or l'intérêt commun à long terme veut que ce soient les producteurs efficaces qui survivent; nous ne devons donc pas aboutir à une sclérose des structures de production ni conserver des systèmes non économiques. Ceci dit je ne suis pas certain que ces mesures soient tellement recommandables. Pour obtenir des résultats durables, il serait préférable de prendre divers types de mesures de réformes de structure.

Portugal



*S.E. José MENDES FERRAO,
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*

Au moment où la réflexion sur les problèmes de l'agriculture s'impose comme une tâche particulièrement lourde et où se manifeste la nécessité urgente de faire nos choix, cette réunion se revêt d'une utilité exceptionnelle.

L'essentiel de ces problèmes est généralement présent dans mon pays et assume une importance considérable. Les transformations qui se sont opérées dernièrement dans l'économie et dans l'ensemble de la société portugaise sous l'effet du développement de l'industrie et des services tendent à s'accélérer et exercent inévitablement une influence directe sur les structures agraires et rurales.

Ces répercussions se traduisent concrètement dans des faits fondamentaux, tels que l'exode rural et agricole qui impose l'adoption de nouvelles techniques de production et d'organisation, et le comportement de la population en ce qui concerne les aspects quantitatifs et qualitatifs de la demande, ce qui modifie l'équilibre du marché et les conditions de son fonctionnement.

L'esprit qui a présidé à l'élaboration du IV^e Plan de Développement (1974-1979) se fonde sur la conviction que les transformations à opérer dans l'agriculture portugaise ne pourront être obtenues par la fixation artificielle de prix intérieurs, sans tenir compte des conditions où s'opèrent les échanges sur les marchés internationaux. Nous admettons même que la défense du revenu des agriculteurs et des intérêts des consommateurs nous obligent à envisager des modifications dans le commerce extérieur dans le sens de l'importation croissante de produits dont la demande était auparavant garantie, à des coûts élevés, par l'offre intérieure. Il nous

reste l'espoir de voir partagées par les autres pays ces positions de principe.

Ainsi serait définie une nouvelle perspective des flux commerciaux orientés alors en accord avec l'écologie, les aptitudes des producteurs et le goût des consommateurs.

Turquie



*L'Ambassadeur M. AYTÜR
Chef de la Délégation*

Dans la conception moderne du développement économique, on reconnaît qu'il existe un lien direct entre la croissance et les investissements. Grâce aux investissements l'économie peut à la fois relever son niveau technique et accroître sa capacité d'investissement. Capitaux et productivité sont inséparables. Dans un sens, le rapport qu'il y a entre eux est même comparable à celui qui existe dans les secteurs de pointe entre le « hardware » et le « software ».

Dans le secteur agricole, le revenu et la productivité sont faibles ; les installations nécessaires à l'enseignement et l'infrastructure font défaut ; et la situation qui prévaut sur le marché intérieur et extérieur aussi bien que les conditions atmosphériques constituent des facteurs supplémentaires d'instabilité.

Bien que certains des orateurs qui m'ont précédé aient proposé des remèdes en vue d'améliorer les conditions de la production agricole dans les pays en voie de développement, je tiens à souligner que les mesures préconisées pourraient ne pas contribuer, du moins pas autant qu'on le soutient, à résoudre les énormes problèmes posés par le développement. L'ouverture du marché qui a été proposée résoudra peut-être une partie seulement des difficultés que rencontre la production agricole dans les pays en voie de développement. Même si ces pays réussissent à augmenter leurs recettes agricoles intérieures et extérieures et à ins-

taurer la stabilité, ceci ne permettra pas pour autant d'assurer directement leur développement économique ; indirectement, ces mesures exigeront une période de gestation de plusieurs générations avant de porter leurs fruits. Ce dont ces pays ont réellement besoin c'est d'élever leur niveau technologique et, partant, celui de leurs investissements.

Bien que le développement soit la conséquence de l'effort de chaque pays il faudra, pour remédier à l'insuffisance de l'épargne et combler le retard technologique, procéder à des transferts considérables de l'étranger. Sans technologie et sans investissements, pas d'industrialisation. Telle est la voie classique toute tracée et habituelle qui mène au développement. L'industrialisation atténue les tensions résultant de l'expansion démographique, crée les ressources financières dont les Gouvernements ont besoin pour atteindre leurs objectifs sociaux dans le domaine de l'éducation et de la santé par exemple et, ce qui est peut-être le plus important, accroît la productivité dans l'agriculture. Elle leur permettra de doter leur pays de structures économiques et sociales comparables à celles des pays qui ont atteint un degré de développement plus élevé.

D'ici là que faut-il faire ? Etant donné la situation monétaire internationale actuelle nous pensons pouvoir formuler des suggestions, comme de transférer des capitaux de l'agriculture à l'industrie. Pour faciliter le processus de croissance intérieure nous pourrions orienter les « capitaux errants » de façon qu'ils puissent répondre aux besoins d'investissement des pays en voie de développement à l'échelon international.

Yougoslavie

*Branko TURUDIJA,
Vice-Ministre Fédéral
de l'Agriculture*

Le développement de l'élevage occupe une place toute particulière dans l'agriculture de mon pays. Cependant, l'instabilité de la production de fourrages, la hausse de leurs prix et les difficultés temporaires que nous rencontrons lors du placement sur le marché international, malgré la pénurie de viande bovine, exercent une influence négative sur la rapidité du développement de notre élevage.

Étant donné que, dans notre orientation à long terme, nous comptons sur une plus grande exportation de viande en Europe afin de pouvoir utiliser économiquement et rationnellement nos avantages comparatifs, nous sommes très intéressés à la



stabilité du marché international, surtout en vue d'assurer l'écoulement à long terme de nos produits d'exportation.

Pour les pays en voie de développement notamment, la possibilité d'une programmation à long terme de la production agricole pour l'exportation représente un

des facteurs essentiels de tout le développement économique. Nous estimons nécessaire d'assurer une stabilisation des conditions d'accès aux marchés d'importation tant pour les produits de la zone tropicale que pour ceux de la zone tempérée.

La libération du commerce international dans le secteur des produits agricoles de la zone tempérée doit être conçue comme un processus de suppression des droits de douane et autres barrières à l'importation. Pour les pays en voie de développement, une plus large inclusion des produits agricoles et des produits de l'industrie alimentaire dans les schémas de préférences généralisées des pays développés représenterait une des méthodes transitoires de libération pour les produits pour lesquels une plus large libération internationale demande de plus longs délais.

Les derniers événements, ainsi que les mouvements sur le marché international, soulignent plus encore le besoin de donner la priorité à la solution des problèmes des pays en voie de développement qui ont été spécifiés pour une bonne partie à la dernière session de la CNUCED.

Norvège



Arnvid FØRDE,
Sous-Secrétaire d'Etat

La politique agricole de la Norvège tient compte de ce que la situation de l'agriculture est moins favorable dans notre pays que dans la plupart des autres. Elle témoigne en outre des efforts que nous déployons pour essayer de maintenir un certain niveau de production agricole et pour adapter celle-ci, dans toute la mesure du possible, à la demande intérieure. Sur la base de la consommation de calories, notre taux d'auto-provisionnement s'établit à 30 % seulement. Et 10 % de nos calories proviennent d'importations

d'aliments pour le bétail. Ce taux d'auto-provisionnement est assurément très faible et nous considérons qu'il est nécessaire de le préserver afin d'être prêts à toute éventualité.

Du fait de ce faible taux d'auto-provisionnement qui est dû à l'insuffisance de nos ressources naturelles dans le domaine agricole, et en raison aussi des coûts relativement élevés de la production, un des principaux objectifs de notre politique agricole est d'adapter, dans toute la mesure du possible, la production à la demande intérieure.

A cet égard, un des éléments importants est l'accord qui est négocié tous les deux ans entre les syndicats agricoles et le Gouvernement.

Les coopératives agricoles sont, par exemple, chargées d'assurer la régulation du marché. Je pense que la tâche qui est ainsi assignée directement et indirectement aux producteurs est importante et qu'il est souhaitable de la leur confier. On a essayé à plusieurs reprises d'entreprendre, sous une forme ou sous une autre, une action à l'échelon international en vue d'adapter l'offre à la demande. Nous n'avons guère été loin dans cette voie jusqu'à présent. Un premier pas a cependant déjà été accompli. J'estime qu'une action internationale de ce genre devrait s'inspirer du principe qui consiste à instituer un système d'engagements réciproques de stabilisation. Ces engagements devraient revêtir la forme d'ententes internationales. Ils doivent reconnaître le caractère particulier de l'agriculture et de la production agricole et tenir dûment compte des intérêts nationaux.

Problèmes et aide au

OCDE



Gérard ELDIN,
*Secrétaire général adjoint
de l'OCDE*

Au cours de ses travaux, le Comité de l'Environnement de l'OCDE a déjà rencontré un grand nombre de problèmes qui concernent l'agriculture. Sans prétendre être exhaustif, je crois qu'il est possible de classer ces problèmes en trois catégories.

Une première catégorie de problèmes qui ont retenu notre attention à l'OCDE sont ceux qui concernent la pollution et les nuisances.

A cet égard, l'agriculture apparaît tantôt comme victime, tantôt comme responsable de la pollution.

Comment faire en sorte que l'environnement soit mieux géré, et que les coûts résultant de la pollution (ou du contrôle de celle-ci) soient affectés de manière rationnelle ? La solution économique est évidemment d'internaliser les coûts, c'est-à-dire de les faire supporter à ceux qui en sont la cause. C'est dans cet esprit que le Conseil de l'OCDE, réuni au niveau des Ministres, a adopté, il y a un an, des Principes Directeurs Relatifs aux Aspects Economiques des Politiques de l'Environnement sur le plan international, dont le plus connu est le Principe Pollueur-Payeur.

L'une des questions que l'on peut se poser est celle des modalités pratiques d'application du principe pollueur-payeur

Agricoles et environnement : agriculture et développement : point de vue de la FAO

à l'agriculture, compte tenu notamment des investissements en cause.

Un deuxième type de problèmes concerne plus directement l'agriculture en relation avec son propre milieu naturel. La modernisation des techniques et l'accroissement de la concurrence conduisent, particulièrement dans les exploitations modernes, à pratiquer une surexploitation des ressources naturelles par l'utilisation de machines, d'engrais, de semences sélectionnées, etc.

Il peut en résulter, à la longue, une stérilisation des sols, des phénomènes d'érosion et même un appauvrissement du patrimoine génétique aux dépens des espèces plus frustes, moins productives mais plus résistantes.

La troisième catégorie de problèmes dont je voulais faire état concerne les problèmes d'aménagement du territoire et d'utilisation des sols. Ici, nous sommes placés devant un problème majeur qui est celui de l'allocation des terres et des autres ressources naturelles, entre divers utilisateurs qui entrent en concurrence.

Ce problème se pose, notamment, dans le cas de la terre dans les régions qui connaissent une urbanisation rapide ainsi que dans les régions où sont réalisés de grands équipements et dans les régions touristiques.

Un problème analogue se pose pour le partage des ressources en eaux — ces ressources doivent de plus en plus faire l'objet d'une gestion « intégrée », c'est-à-dire que les mêmes équipements peuvent être utilisés pour l'irrigation, l'approvisionnement des villes, la production d'électricité, et aussi pour les loisirs.

Il faut enfin mentionner les relations de plus en plus étroites entre l'agriculture, l'environnement et le tourisme. Les déplacements massifs de citadins dans les campagnes peuvent avoir certains effets nocifs sur l'activité agricole. Mais, d'autre part, l'agriculture a certainement un rôle à jouer comme « gardien de la nature », et comme préservateur de paysage. Il peut, d'autre part, trouver dans l'industrie touristique une source non négligeable de revenus secondaires.

Je voudrais en terminant, insister sur la dimension économique de ces problèmes, car les solutions qui peuvent leur être apportées affectent, en définitive, la production et les revenus des agriculteurs, le prix des produits alimentaires et le prix des biens nécessaires à l'activité agricole, sans parler des conditions de vie du monde rural.

Il y a là un champ très vaste de co-

opération entre le Comité de l'Agriculture et le Comité de l'Environnement et d'autres Comités de l'OCDE... La décision de convoquer prochainement un Groupe mixte du Comité de l'Environnement, du Comité de l'Agriculture et du Comité de l'Industrie, pour identifier ces problèmes et définir des priorités, marque, je pense, une sérieuse évolution dans ce sens.

OCDE



*L'Ambassadeur
Edwin M. MARTIN
Président du Comité d'Aide
au Développement de l'OCDE*

Il est trois points sur lesquels je souhaiterais appeler votre attention.

Le premier c'est que la plupart des pays en voie de développement ne produisent pas des denrées alimentaires en quantité suffisante pour leur propre consommation. Leur population reste sous-alimentée. Pour remédier à cette situation, nombre d'entre eux doivent puiser dans leurs réserves de devises, par ailleurs limitées, pour financer leurs importations de produits alimentaires. Il importe donc de trouver des moyens d'accroître la productivité agricole.

La « révolution verte » a contribué dans certains pays, ou encore dans certaines régions, à améliorer très sensiblement la situation, mais elle ne résoud manifestement pas le problème. Une des causes principales de celui-ci réside, selon

moi, dans le fait que nous n'avons pas réussi à prémunir les agriculteurs contre les aléas auxquels ils sont exposés dans tous les pays, en d'autres termes contre les fléaux de la nature.

Une productivité élevée suppose l'emploi de facteurs de production. Les agriculteurs sont obligés d'emprunter pour se les procurer et, si une calamité naturelle survient, ils ne sont plus en mesure de rembourser leurs emprunts et n'ont parfois pas de quoi subsister jusqu'à la prochaine récolte. Par conséquent, ils ne sont guère enclins à procéder aux investissements sous forme de facteurs de production qui sont nécessaires pour assurer une productivité maximale.

Dans ces conditions, je pense qu'il faut consentir un gigantesque effort de recherche pour essayer de mettre au point, non les variétés de semences ou les façons culturales qui permettront d'obtenir des rendements aussi élevés que possible dans les meilleures conditions, mais celles qui permettront d'obtenir des récoltes maximales pendant de longues années, dans des conditions normales. En d'autres termes, il faut mettre l'accent sur la résistance à la sécheresse, à la maladie et aux parasites plutôt que sur l'obtention de variétés à rendements très élevés.

En second lieu, il convient de noter que nombre d'orateurs ici présents ont mentionné la perspective d'une pénurie de viande de bœuf à l'échelle mondiale. Il convient de remarquer aussi que de nombreux indices donnent à penser que la situation sera plutôt tendue en ce qui concerne la production globale de sucre. Dans les deux cas, il me semble, à en juger par ce que j'ai entendu dire et par ce que j'ai lu, que les pays en voie de développement sont en mesure de contribuer de façon substantielle à la satisfaction des besoins globaux de ces deux produits. Toutefois, dans le cas de la viande de bœuf, nous avons évoqué un décalage de cinq à dix ans entre le moment où d'importants investissements auront été effectués et celui où le produit sera prêt pour l'exportation. Dans le cas du sucre ce délai est légèrement inférieur mais cependant encore appréciable.

Les donateurs d'aide publique et les investisseurs privés se heurtent à un obstacle sérieux qui les fait hésiter à procéder à des investissements considérables dans ces deux types de production car ils craignent que, lorsqu'ils seront prêts à exporter leurs produits, des mesures gouverne-

mentales viennent restreindre un marché qui jusqu'alors leur paraissait ouvert. Il me semble que nous devrions essayer de trouver une formule qui permettrait aux investisseurs tant publics que privés d'être raisonnablement assurés de disposer de débouchés lorsqu'ils sont prêts, que ce soit par le biais d'une entente pour le partage du marché ou par quelque autre moyen.

Mon troisième point se rapporte à un problème qui touche directement à l'alimentation. Dans les pays en voie de développement, trop d'habitants n'ont pas les moyens d'acheter des denrées alimentaires en quantités suffisantes. Dans certains d'entre eux, les aliments et en particulier ceux qui sont à base de protéines et de matières grasses, ne parviennent pas dans les familles à ceux qui en ont réellement besoin.

Il ressort de données scientifiques de plus en plus nombreuses que l'insuffisance de calories, ou plus précisément de protéines, provoque chez la femme enceinte,

la mère qui allaite et l'enfant entre le moment du sevrage et l'âge de quatre à cinq ans, par exemple, des dommages irréparables qui compromettent leur vigueur intellectuelle et physique pour le reste de leur existence. S'attacher à répondre à ces besoins n'est donc pas simplement un geste humanitaire, encore que c'en soit un, mais aussi un investissement économique dans la productivité future des ressources humaines dont dépend la capacité de production de toute société.

Il nous est évidemment impossible de prévoir les calamités naturelles mais nous devrions d'une manière ou d'une autre être en mesure, d'une part, de planifier notre production de produits agricoles de façon à pouvoir, d'une année sur l'autre, dégager des denrées alimentaires supplémentaires à l'intention de ces catégories particulièrement vulnérables de la population et, d'autre part, de trouver les moyens administratifs de mettre ces denrées sur leur table.

se sont produites dans de nombreux pays au cours des deux dernières années. Le volume global des stocks disponibles dans les principaux pays exportateurs, qui était de 50 millions de tonnes en 1970-71 serait tombé, selon les estimations, à moins de 30 millions de tonnes en 1972-73. C'est le niveau le plus faible jamais enregistré depuis vingt ans. Les stocks d'autres céréales et de riz ont aussi diminué, tant dans les pays exportateurs que dans les pays importateurs. A des niveaux aussi bas, les stocks de céréales à usage alimentaire ne constituent plus une réserve qui permettrait de faire face aux besoins en cas de nouveaux déficits graves dans les récoltes des principales régions productrices. Le maintien des approvisionnements à un niveau suffisant en 1973-74 dépend donc presque exclusivement des résultats des récoltes de 1973. C'est là une situation dangereuse. Il me semble presque impensable que, dans ce monde des années 70, la satisfaction des besoins alimentaires de millions d'êtres humains soit à la merci des conditions atmosphériques d'une seule année. Et pourtant tel est le cas — faute d'un accord fixant un niveau de sécurité minimal des stocks de produits alimentaires mondiaux. Je sais que les indices concernant les récoltes de 1973 dans des régions vitales comme l'Amérique du Nord et l'Inde sont encourageants. Toutefois, même si le monde parvient à traverser cette année sans une crise générale, il n'en reste pas moins qu'il est indispensable que la communauté internationale prenne des mesures pour éviter le retour de ce péril.

Je suis donc convaincu que le moment est venu d'aborder dans une optique nou-

velle le problème des approvisionnements mondiaux en denrées alimentaires. Naiguère, nous dépendions trop des stocks excédentaires de l'Amérique du Nord. Les temps ont changé. D'autres pays peuvent et devraient désormais contribuer eux aussi à mettre l'humanité à l'abri des menaces de famine et de disette.

Je me propose, par conséquent, après avoir consulté le Conseil de la FAO au mois de juin, de demander aux Gouvernements à l'occasion de la prochaine conférence de la FAO en novembre d'accepter de souscrire ensemble au principe d'une « garantie d'un minimum vital de denrées alimentaires pour le monde » afin d'éviter ainsi de graves pénuries.

Je passe maintenant au second sujet que j'aborderai aujourd'hui, celui de l'ajustement agricole.

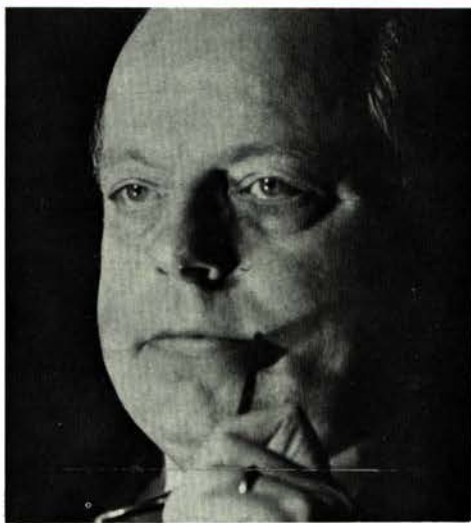
Après mûre réflexion, je pense qu'il serait prématuré d'affirmer que l'ère des excédents est révolue. La pénurie actuelle de céréales devrait probablement se résorber à court terme, étant donné le potentiel énorme de croissance qu'offre l'agriculture dans les pays développés. Les Gouvernements disposent ainsi d'une période de répit qu'ils auraient intérêt à utiliser pour élaborer une politique concentrée à plus long terme en vue d'ajuster et d'harmoniser la production et les échanges agricoles.

Je me propose — et c'est là un projet sans doute ambitieux mais d'une utilité indéniable — de traduire en termes plus concrets et plus précis les débats sur la nécessité d'encourager l'expansion des exportations agricoles à destination des pays en voie de développement. Je donnerai un aperçu de la situation des échanges telle qu'elle pourrait se présenter d'ici à la fin de la deuxième Décennie du Développement. Cet aperçu comprendra des propositions concernant la nature et la quantité des principaux produits agricoles qui, sous réserve d'un nouvel examen et de nouveaux échanges de vues, devraient pouvoir être exportés par les pays en voie de développement en 1980. Je me propose aussi de suggérer des changements de politique et des mesures qui pourraient aider à obtenir ce résultat.

Si modestes que soient ces objectifs, il faudra pour les atteindre que les pays en voie de développement s'engagent à assurer des approvisionnements réguliers et aussi que les pays développés réservent à ces produits une place dans les ajustements agricoles qui leur seront dictés par la situation intérieure.

Ce qui me préoccupe le plus, c'est que les pays développés devront tenir compte de ce dont les pays en voie de développement ont un besoin urgent au moment même où ils procèdent à leurs propres ajustements de potentiel de production.

Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture



*Dr. A.H. BOERMA,
Directeur général*

Je me bornerai à aborder deux sujets de préoccupation de la FAO qui se rapportent plus spécialement aux questions examinées.

Le premier a trait aux stocks mondiaux de denrées alimentaires. Ce n'est pas sans une très vive inquiétude que j'ai assisté à leur forte baisse, consécutive aux récoltes anormalement mauvaises qui

Un nouveau défi pour les petits pays : LA REORIENTATION DES SYSTEMES DE RECHERCHE

Répondre aux nouveaux besoins nés des préoccupations sociales constitue dans tous les pays industrialisés un impératif prioritaire. La science et la technologie apporteront dans ce sens une contribution d'autant plus décisive que l'organisation, le financement et l'orientation de leurs activités seront mieux adaptées à l'évolution en cours. L'expérience des « petits » pays pourrait offrir aux « plus grands » des exemples de solutions à la fois plus efficaces et moins coûteuses. C'est de ces « petits » pays que traite le deuxième volume de l'étude consacrée par le Comité de la Politique Scientifique et Technologique de l'OCDE au système de la recherche (1).

L'article suivant résume la conclusion de l'ouvrage.

Un troisième volume établira une comparaison entre l'Europe et l'Amérique du Nord et tentera de déterminer dans quelle mesure et de quelle manière les nouvelles préoccupations sociales marqueront à l'avenir les activités de recherche scientifique dans l'ensemble des pays de l'OCDE.

Dans la masse mondiale des connaissances produites, l'« espace scientifique » d'un pays peut être plus vaste que son « espace géographique ». C'est le cas de la Belgique, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse; ils ont été choisis par l'OCDE comme sujets d'étude parce qu'ils constituent un échantillon aussi représentatif que possible de pays dont le rayonnement scientifique est, dans l'ensemble, sans commune mesure avec leurs ressources relativement limitées et dont l'influence dans la compétition internationale se juge non à la taille mais aux réalisations.

Leurs réalisations ne sont pas seulement importantes; dans de nombreux secteurs, elles sont surtout révélatrices d'un climat particulièrement favorable à l'innovation. Ce climat, fondé sur la spontanéité des initiatives des personnes et des groupes, a pu être instauré sans ressources nationales importantes, sans mobilisations politiques spectaculaires et souvent même sans intention délibérée. Les Pays-Bas, la Suède et la Suisse ont été cités comme des « modèles » ayant une valeur exemplaire; et par bien des côtés ces pays paraissent avoir atteint le degré de dynamisme technologique que recherchent aujourd'hui les pays dont les structures opposent souvent à l'innovation des obstacles difficiles à franchir.

Les appareils scientifiques et technologiques des cinq pays choisis répondent traditionnellement, pour une grande part, à des impératifs économiques. Des considérations stratégiques peuvent conduire l'État à stimuler particulièrement tel ou tel domaine de recherche, par exemple dans le cadre de la politique de défense suédoise, ou de la politique de recherche nucléaire helvétique. Mais ces efforts tiennent largement compte, dans leur définition comme dans leur mise en œuvre, des réalités économiques. Ainsi l'activité scientifique industrielle représente pour les cinq pays l'objet essentiel et la fin des politiques traditionnelles.

Mais le système scientifique et technique ainsi conçu ne pourrait reposer exclusivement sur l'aptitude à l'innovation que manifestent les entreprises. Celles-ci ont besoin du personnel

qualifié requis par leurs ambitions technologiques et des connaissances dégagées sur le front le plus avancé de la recherche mondiale. Au service de la croissance économique, la recherche s'effectue ainsi essentiellement dans les cinq pays au sein de l'industrie et de l'Université. Le rôle de l'État est plus discret et moins direct que dans des pays comme la France et le Royaume-Uni : il n'est pas tant d'imprimer de grandes orientations ou de stimuler de grands développements que de préserver un climat favorable aux échanges nécessaires entre milieux économiques et milieux universitaires.

Le dynamisme de la recherche industrielle

Si les cinq pays étudiés ont apporté au progrès de la science une contribution proportionnellement plus importante que celle des pays de plus grandes dimensions, c'est d'abord pour la raison suivante : la recherche appliquée y est moins « méprisée » que dans les communautés scientifiques traditionnelles et, plus généralement, la différenciation entre recherche fondamentale et recherche appliquée y apparaît très peu marquée. Certains des meilleurs chercheurs de l'industrie et de l'Université ont d'ailleurs associé les deux, en devenant « fondamentalistes » dans des domaines scientifiques importants pour l'économie,

(1) Le système de la recherche : étude comparative de l'organisation et du financement de la recherche fondamentale (voir « Une fausse alternative : recherche fondamentale ou recherche appliquée » par Jean-Jacques Salomon, L'OBSERVATEUR DE L'OCDE n° 59, août 1972). Volume I : Allemagne, France, Royaume-Uni (juin 1972). Volume II : Belgique, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse (à paraître en 1973). I. Dimensions internationales, traditions nationales et politiques de la recherche, par Georges Ferné. II. L'Université : politique de la recherche et enseignement, par Gilbert Caty. III. La recherche dans le secteur de l'État, par Gabriel Drilhon et Reuven Enoch. IV. Industrie, science, Université, par Salomon Wald. V. La place des Fondations dans le système de la recherche, par Maurice Flory. Conclusion générale. Volume III : L'Europe et l'Amérique du Nord face aux nouvelles options (à paraître en 1974).

**1. CONTRIBUTION DES CINQ ENTREPRISES
LES PLUS IMPORTANTES
(D'APRÈS LE CHIFFRE D'AFFAIRES
INTERNATIONAL) A LA R-D INDUSTRIELLE
ET A L'ENSEMBLE DE L'EFFORT DE R-D
DANS CINQ PAYS (1970)**

A Entreprise

B Secteur principal d'activité

C Chiffre d'affaires (approx.)
1970-1971
(en milliards de dollars)

D Dépenses approx. de R-D
(en millions de dollars)

E R-D industrielle en 1969
(en millions de dollars)

F R-D des 5 entreprises les
plus importantes
(en pourcentage de la R-D indus-
trielle)

G R-D des 5 entreprises les
plus importantes
(en pourcentage de la R-D totale)

(1) Firme belgo-allemande
(2) Firme néerlando-britannique

PAYS-BAS

A	ROYAL DUTCH SHELL (2)
B	Produits pétroliers et chimiques
C	10,8

A	UNILEVER (2)
B	Produits chimiques et alimentaires
C	6,9

A	PHILIPS
B	Equip. électriques et électroniques
C	4,2

A	AKZO
B	Produits chimiques et fibres
C	2,0

A	DUTCH STATE MINES
B	Produits chimiques et miniers
C	0,5

D	env. 230
E	364
F	60/65 %
G	40 %

BELGIQUE

A	PETROFINA
B	Produits pétroliers
C	1,3

A	SOLVAY
B	Produits chimiques
C	0,8

A	COCKERILL
B	Fer, acier, prod. métall.
C	0,8

A	HOBOKEN
B	Métaux non ferreux
C	0,6

A	AGFA-GEVAERT (1)
B	Matériel photographique
C	0,5

D	env. 40
E	147
F	25/30 %
G	15 %

SUÈDE

A	VOLVO
B	Automobiles
C	1,0

A	SKF
B	Roulements, pièces métall.
C	0,9

A	ASEA
B	Matériel électrique
C	0,7

A	SAAB-SCANIA
B	Avions, automobiles
C	0,7

A	LM.ERICSSON
B	Electronique
C	0,6

D	env. 110
E	242
F	45/50 %
G	35 %

NORVÈGE

A	BORREGAARD
B	Pâte à papier, papier, prod. chimiques
C	0,17

A	AKERGRUPPEN
B	Constr. navale
C	0,17

A	NORSK HYDRO
B	Prod. pétrol.
C	0,16

A	ÅRDAL-SUNNDAL
B	Aluminium
C	0,14

A	ELKEM
B	Métaux
C	0,09

D	7,5
E	47
F	16 %
G	7 %

SUISSE

A	NESTLÉ
B	Produits alimentaires
C	2,8

A	CIBA-GEIGY
B	Produits chimiques et pharmaceut.
C	1,6

A	BROWN-BOVERI
B	Machines et mat. électrique
C	1,3

A	HOFFMANN-LA ROCHE
B	Produits pharmaceutiques
C	1,1

A	SANDOZ
B	Produits chimiques et pharmaceut.
C	0,6

D	env. 240
E	331
F	70/75 %
G	50 %

ou en recherchant des applications et des débouchés pour les résultats de recherches qui étaient initialement fondamentales. Plusieurs raisons spécifiques expliquent en outre que l'application de la recherche ait été plus profitable dans les cinq pays examinés. Certaines de ces raisons sont à relier au contexte général de ces pays, qui dépendent très fortement du commerce international. Cette dépendance reflète leur spécialisation économique et constitue le prix qu'ils ont dû payer pour atteindre les niveaux de vie les plus élevés de l'Europe.

Pour ce qui est de l'industrie, le fait dominant est l'extrême concentration de la recherche-développement industrielle, et même jusqu'à un certain point de la totalité de la recherche-développement nationale (tableau 1). Ceci s'explique par la croissance rapide des firmes multinationales fondées sur des technologies de pointe. En Suède, le fait d'avoir confié à l'industrie l'exécution de la plus grande partie des travaux de recherche-développement en matière de défense a également eu une influence considérable.

La situation actuelle n'est pas due à une planification ou à une stratégie délibérée des Gouvernements; elle résulte de façon indirecte du fonctionnement d'un système d'économie libérale : dans ces pays, une grande partie de la science a été créée pour être utilisée, ou tout au moins utile, ce qui n'est pas le cas de nombre de pays de plus grandes dimensions. De plus, la politique des cinq pays examinés a été clairement et exclusivement orientée vers le soutien de la recherche-développement industrielle.

Le soutien à la recherche-développement industrielle se traduit par des institutions et des politiques très diverses : très explicites en Norvège où le Conseil royal de la recherche scientifique et industrielle (NTNF) finance un tiers de la recherche-développement industrielle, très indirectes dans le cas de la Suisse dont l'intérêt pour les écoles polytechniques fédérales de Zurich et de Lausanne constitue la principale manifestation d'un tel soutien. Les autres pays se situent entre ces deux extrêmes : aux Pays-Bas, les laboratoires de l'Organisation pour la recherche scientifique appliquée (TNO) ont aidé de nombreuses industries; en Suède, où l'Académie royale des sciences de l'ingénieur a depuis longtemps réussi à rehausser le statut de la recherche-développement industrielle et technologique, le Conseil de la recherche technique (STU) constitue depuis quelques années le principal distributeur de fonds publics de soutien à la recherche-développement industrielle.

L'Université stimulée par l'industrie

Dans les cinq pays examinés, il n'existe pratiquement pas de secteur péri-universitaire. La concentration du complexe scientifique dans un même milieu — l'Université — présente, en contrepartie de ses avantages, des conséquences négatives. La tension entre les deux fonctions universitaires d'enseignement et de recherche n'est pas surmontée. Au contraire, la fonction d'enseignement l'emporte et accentue les défauts relevés dans les pays de plus grandes dimensions :

- au niveau de la recherche elle-même, la recherche pluri-, multi- ou transdisciplinaire est quasi absente de l'Université; la recherche est modelée sur la carte du savoir qui est de nature disciplinaire, car elle doit s'insérer dans des structures conçues pour l'enseignement;

- au niveau des structures, le système d'organisation par faculté prédomine; la force du cadre facultaire, protégeant la « liberté académique », n'a pas permis d'élaborer des « politiques » de la recherche à l'échelon de chaque Université; seules des considérations relatives à l'accueil des étudiants (et à son incidence pour les budgets comme pour les surfaces) et à la délivrance des diplômes ont inspiré le développement des Universités ces dernières années; les troisièmes cycles de recherche définis comme une formation intensive et courte à la

recherche sont inexistants (sauf en Belgique depuis 1971);

- au niveau des personnes, il n'existe pas de cadre permettant à un chercheur de se consacrer exclusivement à la recherche pour un temps limité; or le nombre croissant d'étudiants alourdit de plus en plus la charge d'enseignement; le système des chaires encore existant (sauf aux Pays-Bas) ou l'augmentation modeste des postes de rang professoral limite les possibilités de promotion; trop souvent les jeunes enseignants-chercheurs ne disposent pas de l'autonomie suffisante pour conduire leurs propres recherches à un moment de leur carrière où leur aptitude est vraisemblablement le plus développée; de l'absence d'équipe importante ou de l'absence d'esprit d'équipe résultent parfois la tendance au « bricolage » et souvent la tendance à la « fondamentalisation » de la recherche.

Mais des éléments d'ouverture sur l'extérieur et de vitalisation de l'Université traditionnelle compensent l'absence de système péri-universitaire :

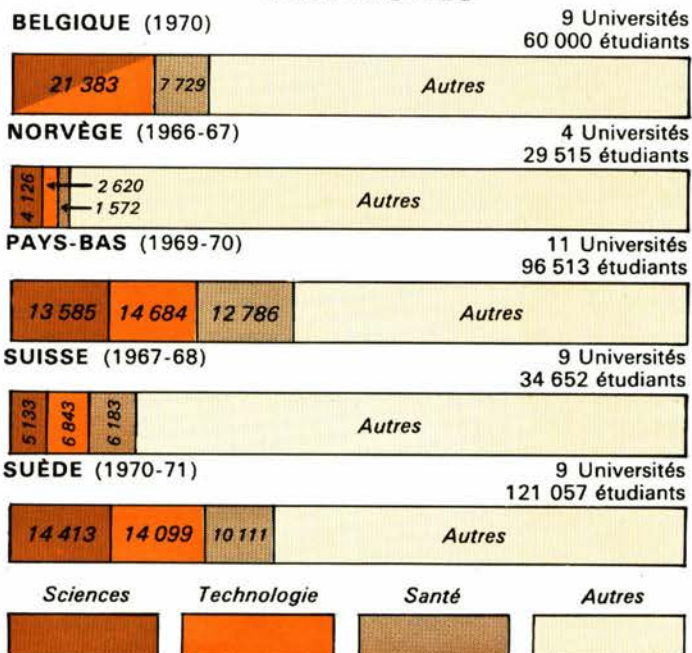
- les contacts avec l'étranger sont intenses; non seulement les laboratoires sont ouverts aux chercheurs étrangers, mais surtout il n'est pas de jeune scientifique qualifié qui n'ait séjourné une ou plusieurs années dans un autre pays, aux États-Unis surtout;

- l'industrie est souvent amenée à remplir les fonctions de secteur péri-universitaire; elle offre un moyen d'établir des contacts entre chercheurs isolés et entre disciplines nettement différenciées et de pénétrer dans des secteurs nouveaux; dans les pays où le secteur industriel est développé, la carrière du chercheur semblerait se dérouler à cheval sur les secteurs industriel et universitaire;

- le prestige des Universités techniques (tableau 2) et l'attirance qu'elles exercent sur les meilleurs étudiants expliquent l'étendue des liens entre la science et ses applications dans les cinq pays examinés sauf en Belgique; beaucoup d'Universités techniques ont commencé très tôt à effectuer des travaux de recherche-développement pour l'industrie ou avec elle; en fait la plus grande part de la recherche industrielle, et même la quasi-totalité en Norvège et en Suède, est effectuée par des ingénieurs et des techniciens.

Les Universités technologiques, comme la recherche industrielle, contribuent à rehausser le niveau général de la recherche universitaire. Elles bénéficient dans ce sens d'avantages indéniables : elles sont mieux dotées matériellement (ne serait-ce

2. DONNÉES DE BASE SUR LES UNIVERSITÉS



que du fait des contrats du secteur privé) et moins encombrées (en raison de la sélection à l'entrée).

La stimulation que la recherche universitaire tire de ses liens avec l'industrie et de la qualité des instituts de technologie ne pourrait cependant suffire à vitaliser de façon soutenue l'ensemble de l'effort scientifique des Universités. Ainsi en Belgique, en Norvège et même en Suède, le secteur industriel n'est pas assez important pour assurer la mobilité intersectorielle des chercheurs. Surtout, certains domaines de recherche, socialement et scientifiquement importants comme la biologie ou les sciences de la terre, ne trouvent généralement pas leur contrepartie dans l'industrie. Enfin l'industrie ne finance pas la recherche avec régularité : elle est plus sensible encore que l'État aux fluctuations conjoncturelles et subit aussi l'influence des modes.

Les secteurs de recherche en voie de développement

Des déséquilibres peuvent surgir dans la recherche universitaire si certains de ses aspects bénéficient plus que d'autres de liaisons étroites avec le secteur industriel. Des domaines peuvent aussi être négligés si l'État ne complète pas les activités de recherche industrielle et universitaire en mettant en œuvre ses moyens propres pour résoudre les « problèmes de la communauté ».

Les organismes de recherche du secteur public sont ainsi appelés à assumer des responsabilités de défrichage dans des domaines nouveaux en relation avec les ambitions élargies proposées aux politiques scientifiques des pays industrialisés (2). Par ailleurs, l'importance de l'appoint des initiatives non gouvernementales sans but lucratif — en particulier de celles des Fondations — est susceptible de compenser les déséquilibres ou les négligences qui pourraient compromettre une science placée au service de quelques objectifs trop étroitement définis.

La puissance de recherche que les pouvoirs publics pourraient mettre au service des préoccupations collectives et l'hétérodoxie indispensable qui serait la contribution des Fondations demeurent généralement embryonnaires. Mais les premiers éléments sont déjà en place et leur développement est amorcé.

Dans les cinq pays étudiés, le secteur de l'État (tableau 3) a été conduit à assumer la responsabilité des activités et domaines scientifiques et technologiques que ne voulaient pas prendre en charge les entreprises ou les Universités ; de ce fait, l'importance du secteur public se modèle « en creux » sur les forces et les faiblesses de l'industrie et de l'enseignement supérieur.

Avec l'évolution actuelle des politiques de la science, l'État est censé répondre à l'ensemble des aspirations de la société.

Traditionnellement responsable de l'intérêt général et du bien-être commun, l'État pourrait trouver dans cette direction la mission générale qui lui fait encore défaut pour surmonter ses difficultés présentes qui sont précisément dues, dans les cinq pays, au fait que les organismes publics de recherche ont trop tendance à ne se consacrer qu'aux laissés-pour-compte des autres secteurs.

Par-delà une grande diversité dans les formes d'intervention adoptées par les différents Gouvernements, certains points communs apparaissent entre les cinq pays. Par exemple, les nouveaux domaines de recherche, en raison de l'ampleur des investissements qu'ils exigent, sont moins accessibles aux petits pays qu'aux grands ; les grands pays donnent à ces domaines une importance politique considérable, en ayant tendance à oublier qu'ils ne correspondent pas à des fonctions ou à des besoins permanents. Les petits pays, nécessairement plus modestes dans leurs ambitions, ont évité dans une très large mesure les inconvénients des reconversions difficiles entraînées

par une remise en cause des organismes chargés de tels domaines ; mais, en même temps, ils ont moins été à même de bénéficier des enseignements que les domaines nouveaux ont apportés.

Les transformations de l'activité scientifique

Depuis une trentaine d'années, la réussite économique de la plupart des pays industrialisés s'est appuyée sur une infrastructure de recherche industrielle et universitaire relativement intégrée et particulièrement ouverte aux idées nouvelles. Les cinq pays ont acquis dans les échanges scientifiques internationaux une place en rapport avec un effort de recherche de très grande qualité. Cet effort peut-il encore être poursuivi avec profit, notamment dans les laboratoires universitaires, s'il continue à être orienté, comme dans le passé, en fonction des grands courants de l'activité scientifique internationale ? Selon le rapport de l'OCDE, plusieurs arguments incitent à se montrer très réservé :

- le fait que le volume de l'effort de recherche mondial ne peut que continuer à augmenter, entraînant une multiplication rapide des « filières » de recherche ; en s'efforçant d'épouser l'activité scientifique internationale, les chercheurs des pays aux ressources limitées risquent une dispersion exagérée et inefficace ;
- le développement dans plusieurs disciplines (par exemple la physique) de domaines de recherche particulièrement attrayants pour les chercheurs, bien que leur portée économique puisse être mise en doute et qu'ils s'avèrent souvent très coûteux ;
- le changement de nature de bien des domaines de l'activité scientifique, où la recherche ne pourrait plus progresser sans constitution d'équipes structurées dotées d'instruments requérant de lourds investissements ;
- le développement de la concurrence technologique internationale, par l'entrée en lice de nouvelles branches industrielles et de nouveaux pays, qui impose aux économies nationales des choix et des spécialisations plus serrés dans le domaine de la technologie industrielle.

Ceci suggère que le « laisser-faire » scientifique, qui a longtemps été le principal ressort des politiques de la recherche, présente des dangers : les efforts nationaux ne pourraient dans cette perspective rester économiquement fertiles que s'ils s'appuyaient sur une stratégie globale définissant leurs orientations en fonction des moyens disponibles, de la conjoncture scientifique mondiale et des grands objectifs économiques. Mais l'urgence économique de l'élaboration de stratégies nationales dans les petits pays n'est pas toujours admise :

- l'expansion quantitative de l'effort mondial de recherche ne peut faire illusion ; les travaux de qualité réellement prometteurs demeurent toujours aussi rares : la dispersion exagérée ne serait qu'un risque illusoire ;
- les programmes de recherche ne peuvent pas toujours être évalués à l'avance en fonction de leur portée économique ; de plus, des recherches n'intéressant pas l'industrie peuvent être justifiées par des finalités assumées par l'État ; enfin il appartient exclusivement aux entreprises elles-mêmes de veiller à l'exécution des recherches qui les intéressent.

Les changements intervenus dans l'organisation du travail scientifique comme dans la nature et l'ampleur des moyens nécessaires appellent une refonte de beaucoup d'institutions de recherche, notamment dans l'industrie et dans l'Université. Un tel effort ne peut être conçu et mené à bien que sous l'égide de l'État, en fonction de l'intérêt collectif. Il impose le développement de mécanismes gouvernementaux de décision à compétences larges et la poursuite des études destinées à préciser les conditions dans lesquelles les politiques de recherche à finalités économiques devront être déterminées à l'avenir. Ainsi

(2) Voir Science, croissance et société : une perspective nouvelle (« Rapport Brooks »), OCDE, Paris 1971.

3. EXÉCUTION ET FINANCEMENT DES TRAVAUX DE R-D PAR LE SECTEUR DE L'ÉTAT PAR RAPPORT A L'EFFORT NATIONAL DE R-D DANS QUELQUES PAYS MEMBRES (1967)

	<i>Dépenses nationales brutes de R-D (en millions de dollars)</i>	<i>R-D financée par l'État</i>		<i>R-D exécutée par l'État</i>		<i>Exécution en % du financement</i>
		<i>en millions de dollars</i>	<i>%</i>	<i>en millions de dollars</i>	<i>%</i>	
BELGIQUE	176,008	33,096	18,8	18,333	10,4	55,4
NORVÈGE	80,711	46,759	57,9	16,596	20,6	23,5
PAYS-BAS	513,812	200,276	39,0	13,812 * (113,139)	2,7 * (22,0)	6,9 * (56,1)
SUÈDE	336,090	135,840	41,1	47,748	14,5	35,1
SUISSE	303,950	64,117	21,1	19,293	6,3	30,1
ALLEMAGNE	2 084,324	835,700	41,3	106,225	5,1	12,7
FRANCE	2 506,750	1 340,615	53,5	804,742	32,1	60,0
ROYAUME-UNI	2 480,088	1 229,215	49,6	575,156	23,2	46,7

Source : *Tableaux statistiques et notes explicatives*, vol. 2, p. 12, OCDE, Paris 1970.

* Le TNO étant, du point de vue juridique, un organisme indépendant, a toujours été classé comme institution privée à but non lucratif. De ce fait le secteur de l'État, défini stricto sensu, paraît avoir, en tant que secteur d'exécution, une importance marginale. En raison des fonctions et de la structure de cet organisme, il semble plus judicieux de l'inclure dans le secteur de l'État. Les chiffres entre parenthèses correspondent à cette définition plus large, qui inclut le TNO.

se dégage une tendance commune à l'ensemble des pays industrialisés qui les amène à tenter de définir, au-delà de la politique de la science, de véritables politiques technologiques.

L'heure des choix

La croissance économique est de moins en moins la finalité unique des efforts de recherche, en particulier dans les pays très industrialisés, qui en ressentent les insuffisances et les nuisances avec une acuité particulière. La politique de la science est ainsi appelée à tenir compte d'un éventail élargi d'objectifs relatifs à l'environnement naturel ou socio-politique.

L'organisation de la recherche elle-même ne peut rester à l'écart de cet élargissement des perspectives et des problèmes scientifiques et techniques de la communauté. L'efficacité des efforts appelle, par exemple, une interdisciplinarité que les formules institutionnelles établies — notamment dans les Universités — ne facilitent pas toujours. La nature même des nouveaux objectifs requiert une difficile conjugaison des sciences sociales avec les autres sciences. Les organismes gouvernementaux eux-mêmes ne sont peut-être pas toujours en mesure de définir leurs besoins en ce domaine. Et le développement des sciences sociales a été bien plus lent que celui des autres disciplines.

L'orientation des recherches de pointe sera fortement influencée, dans l'industrie et dans l'Université, par ces nouvelles finalités. Il sera nécessaire de développer des institutions nouvelles, dans les secteurs public et privé, pour prendre en charge l'exploration de domaines nouveaux. Un renforcement des mécanismes centraux paraît partout inéluctable, aussi bien pour présider à la coordination d'ensemble d'un effort scientifique et technique

de plus en plus diversifié que pour lui imprimer ses orientations prioritaires.

Les cinq pays qui viennent d'être étudiés présentent des caractéristiques propres dont l'influence colorera les solutions qu'ils apporteront aux problèmes de reconversion. Contrairement à la plupart des autres pays industrialisés, ils n'ont pas, par exemple, assumé la charge de développements technologiques importants qui ne permettraient pas de réaffecter les ressources sans démobiliser des effectifs considérables de scientifiques et d'ingénieurs.

Surtout, leur aptitude à l'innovation technologique a été amplement démontrée dans le domaine industriel. Parviendront-ils à atteler ce potentiel novateur, avec le même dynamisme, à la solution de leurs grands problèmes socio-économiques? Sauront-ils se donner les institutions susceptibles d'opérer les choix les plus nécessaires et les plus rigoureux sans étouffer les initiatives périphériques sous un carcan bureaucratique?

Tel est le véritable défi que ces pays auront à relever. Ce sera une tâche difficile; mais il semble qu'ici la mise en place de mécanismes d'orientation d'un appareil profondément novateur soit plus aisée que la tâche qui s'impose à d'autres pays : créer, pour mettre en œuvre une politique de recherche prédéfinie, un milieu favorable à l'invention et à la diffusion de l'innovation. Gérer et canaliser le dynamisme est somme toute plus facile que d'insuffler du dynamisme dans des structures qui en manquent.

Les petits pays paraissent en tout cas bien placés pour réussir des adaptations difficiles et devraient permettre des expériences très diverses. La question est de savoir s'ils offriront bientôt, dans l'accomplissement des objectifs qualitatifs, des modèles aussi exemplaires que ceux qu'ils ont déjà présentés dans le domaine économique.

COMMENT MESURER LE BIEN-ÊTRE

Le programme de l'OCDE pour l'établissement d'un ensemble d'indicateurs sociaux

Le Conseil de l'OCDE vient d'approuver la première phase des travaux concernant l'élaboration d'une série d'indicateurs sociaux, question soumise à l'examen des Ministres, dans le cadre des aspects qualitatifs de la croissance économique, lors de la réunion du Conseil au niveau ministériel les 6, 7 et 8 juin. Cette première phase a permis d'identifier, d'un commun accord entre les pays Membres, les principaux éléments — susceptibles d'être mesurés — de la « qualité de la vie » qui revêtent un intérêt présent ou virtuel pour les Gouvernements. La prochaine étape sera consacrée à la recherche ou à l'élaboration des méthodes de mesure nécessaires.

Pour qu'il soit possible de tirer réellement parti de la croissance économique afin d'améliorer la qualité de la vie, il est nécessaire d'élaborer des critères à partir desquels on puisse évaluer les besoins, définir des objectifs et mesurer les résultats des actions entreprises. C'est dans ce contexte que l'OCDE s'est efforcée de promouvoir l'élaboration d'indicateurs sociaux dans ses pays Membres et de trouver une série d'indicateurs applicables au niveau international. Il existe déjà un nombre appréciable de statistiques sociales nationales ou internationales; mais elles ne concernent pas nécessairement le bien-être et risquent même d'induire en erreur si l'on veut les utiliser pour évaluer la qualité de la vie sans les soumettre à une analyse critique. C'est ainsi que, pour mesurer les progrès accomplis dans le domaine de la santé, on se fonde d'ordinaire sur le nombre de lits d'hôpital ou de docteurs pour 10 000 habitants et ce sont les dépenses afférentes à ces activités de « santé » qui sont comptées comme un élément du produit national brut; mais ce qu'il importe de mesurer, c'est le nombre de personnes qui *sont* en bonne santé et le nombre d'années qu'elles passent en bonne santé.

Première phase

C'est pourquoi, au lieu de choisir simplement des données parmi les statistiques existantes, l'OCDE a d'abord étudié de façon approfondie ce que l'on entend par bien-être ou « qualité de la vie », c'est-à-dire qu'elle s'est efforcée de définir ce qui devrait être mesuré. Au cours d'une série de réunions, les membres d'un Groupe de travail spécial ont examiné quelles sont les principales *préoccupations sociales* communes à la plupart des Gouvernements Membres, en d'autres termes quelles sont les questions les plus significatives. Ce Groupe, qui comprend non seulement des statisticiens, des économistes et des sociologues, mais aussi des représentants des organes politiques nationaux du plus haut niveau — qu'il s'agisse, par exemple, du Cabinet du Premier Ministre ou du Service central de planification — s'est mis d'accord sur vingt-quatre préoccupations sociales qui relèvent de huit « domaines d'objectifs » : la santé, l'épanouissement de la personnalité par l'acquisition de connaissances, l'emploi et la qualité de la vie de travail, le temps et les loisirs, les biens et les services disponibles, l'environnement physique, la sécurité personnelle et l'administration de la justice, enfin la participation à la vie collective, cette dernière préoccupation portant aussi sur le degré des inégalités sociales et sur les possibilités de participer au processus de décision.

Le choix de ces préoccupations a été guidé par le souci d'élargir

autant que possible la notion de bien-être, même si certains aspects de la qualité de la vie, tels que les valeurs esthétiques, l'amour et l'amitié, ont été exclus du fait qu'ils ne se prêtent pas à une appréciation chiffrée et qu'il n'est pas facile de les traduire sous la forme de préoccupations sociales revêtant un intérêt présent ou virtuel pour les Gouvernements.

C'est ainsi que dans le domaine d'objectifs « les biens et les services disponibles » figurent cinq préoccupations sociales qui englobent tous les types de richesse et de consommation, c'est-à-dire qu'au lieu de porter exclusivement sur la notion économique classique des dépenses afférentes aux biens achetés sur le marché, elles comprennent également le degré d'utilisation des jardins publics, des moyens de transport et d'autres services gouvernementaux, qu'ils soient fournis « aux prix du marché », subventionnés ou gratuits. De même, la préoccupation sociale « les conditions de logement » (dans le domaine d'objectifs « l'environnement physique ») inclut non seulement l'espace habitable entre les quatre murs et l'aspect matériel des logements, mais aussi les caractéristiques relatives au voisinage, celui-ci faisant également partie des conditions de logement.

Ces vingt-quatre préoccupations ont été choisies avec soin, de manière à dénoter des « préoccupations ou aspirations qu'il est possible d'identifier et de définir, qui possèdent une importance fondamentale et directe pour le bien-être humain (par opposition à des questions dont l'importance pour le bien-être est purement instrumentale ou indirecte) ». La liste établie porte sur une vaste gamme d'aspirations mais ne prétend nullement être exhaustive : les membres du Groupe de travail espèrent être en mesure, par la suite, de formuler une ou plusieurs « préoccupations » centrées sur la famille, ainsi qu'une autre concernant les conflits entre groupes. Ce n'est d'ailleurs là qu'une première liste et, à mesure qu'ils acquerront de l'expérience, ceux qui ont à travailler sur ces questions s'efforceront de l'améliorer; par ailleurs, elle a été conçue de façon souple, en ce sens que chaque pays peut la compléter en fonction de ses besoins particuliers.

Autant que possible, les préoccupations sociales ont été formulées de manière à révéler, non seulement l'absence de caractéristiques défavorables, mais aussi l'existence de caractéristiques favorables. C'est ainsi que la préoccupation sociale concernant « les effets des atteintes à la santé sur les individus » est combinée avec une autre, qui a trait à la « probabilité de mener une vie en bonne santé tout au long du cycle de vie », et que la préoccupation portant sur « l'exposition de la population à des matières polluantes, nocives et (ou) désagréables » va de pair avec une autre, relative aux « avantages retirés par

la population de l'utilisation de l'environnement physique et de sa mise en valeur».

Le Comité de la Main-d'Œuvre et des Affaires Sociales et le Conseil de l'OCDE viennent d'approuver les vingt-quatre préoccupations sociales élaborées par le Groupe de travail. Cette approbation de principe signifie que les Gouvernements Membres de l'OCDE accordent à ces préoccupations une importance présente ou virtuelle assez grande pour justifier la recherche d'indicateurs appropriés, fondés autant que possible sur une base généralement comparable.

Deuxième phase

Au cours de la prochaine phase de mise en œuvre du programme de l'OCDE, il est prévu d'examiner le genre d'« indicateurs » ou de critères de mesure qui mettent le mieux en évidence le niveau de bien-être pour les vingt-quatre préoccupations identifiées, ainsi que les changements dont elles sont l'objet. Cette étude portera autant que possible sur les « résultats » tels qu'ils affectent les individus, plutôt que sur les « inputs ». Ainsi pour l'éducation, comme dans l'exemple déjà donné à propos de la santé, au lieu de mesurer les dépenses d'enseignement ou le nombre d'années d'éducation formelle, ce qui se fait couramment aujourd'hui, l'objet serait de mesurer ce que les étudiants retirent effectivement du processus.

Dans toute la mesure du possible, les indicateurs objectifs ou « solides », qui impliquent un comptage direct et des vérifications statistiques (par exemple le nombre de logements disponibles) seront complétés par des indicateurs montrant comment les individus perçoivent leur propre situation (la satisfaction procurée à l'individu par la vie de travail, par exemple). Les techniques permettant de mesurer ces attitudes personnelles et d'en faire la somme en sont encore à leurs premiers pas et c'est pourquoi, au cours de la deuxième phase, on fera appel — ne serait-ce qu'à titre expérimental — aux méthodes de recherche les plus avancées.

Les travaux effectués jusqu'à présent ont montré que même les critères de mesure les plus « solides » ou, si l'on préfère, les plus « objectifs » traduisent des jugements de valeurs subjectifs sur ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Ainsi, pour prendre un exemple dans le domaine de l'emploi, les statistiques existantes n'établissent pas toujours une distinction entre les personnes qui travaillent à temps partiel parce qu'elles n'ont pu trouver un emploi à temps complet (et qui peuvent être obligées d'entretenir une famille bien que leur rémunération soit inférieure au salaire minimal) et celles qui — comme certaines femmes mariées ayant des enfants en bas âge, des étudiants ou des retraités — ont une autre source de revenu et souhaitent simplement la compléter grâce à un emploi à temps partiel pouvant être aménagé avec une certaine souplesse.

Enfin, on s'efforcera de limiter au minimum le nombre des indicateurs, de manière qu'ils soient à la fois globaux, faciles à comprendre et d'un maniement aisé. Nul ne s'attend à ce que l'on élabore un indicateur unique du « bien-être national brut », mais on s'efforcera, dans toute la mesure du possible, de s'en tenir à un seul grand indicateur pour chaque préoccupation sociale. Une fois que cet indicateur aura été approuvé, les statistiques existantes seront ventilées en fonction de l'âge, du sexe, de la situation économique et sociale et d'autres caractéristiques sociales, de manière à disposer d'un instrument d'analyse plus perfectionné.

A mesure que l'OCDE poursuivra ses travaux dans ce domaine, elle continuera de les harmoniser étroitement avec les activités menées dans les divers pays en vue d'élaborer des statistiques sociales. Plusieurs pays Membres de l'OCDE ont chargé des Groupes de travail à haut niveau d'établir et de coordonner ces statistiques et d'améliorer ainsi la base nécessaire à l'établissement de rapports sur la situation sociale. Dans son programme, l'OCDE se propose d'encourager les pays Membres à aller au-delà des données dont on dispose à l'heure actuelle, en élaborant des indicateurs qui permettent de suivre réellement de près les changements qui surviennent dans le bien-être, et ainsi d'évaluer et d'améliorer la qualité de la vie.

PRÉOCCUPATIONS SOCIALES FONDAMENTALES

La santé

- La probabilité de mener une vie en bonne santé tout au long du cycle de vie.
- Les effets des atteintes à la santé sur les individus.

L'épanouissement de la personnalité par l'acquisition de connaissances

- L'acquisition par l'enfant des connaissances, méthodes et valeurs nécessaires à l'épanouissement de sa personnalité et au futur exercice de ses responsabilités de citoyen.
- Les moyens disponibles pour assurer l'épanouissement de la personnalité par l'éducation et l'utilisation effective qui en est faite.
- L'entretien et le développement en chaque être humain des connaissances, des méthodes et de la disponibilité propres à lui permettre s'il le désire de participer dans les meilleures conditions à la vie économique.
- La satisfaction éprouvée par l'individu au cours du processus d'éducation.
- La préservation et l'enrichissement de l'héritage culturel en tant qu'élément de la qualité de vie des membres des divers groupes sociaux.

L'emploi et la qualité de la vie de travail

- La possibilité pour ceux qui le désirent d'accéder à un emploi lucratif.
- La qualité de la vie de travail.
- La satisfaction procurée à l'individu par la vie de travail.

Le temps et les loisirs

- La possibilité de choisir effectivement l'emploi de son temps.

Les biens et les services disponibles

- La possibilité de disposer personnellement de biens et de services.
- Le nombre d'individus matériellement défavorisés.
- Le degré d'équité dans la possibilité de disposer de biens et de services.
- La qualité, la variété et l'accessibilité des biens et services publics et privés.

- La protection de l'individu et des familles contre les risques économiques.

L'environnement physique

- Les conditions de logement.
- L'exposition de la population à des matières polluantes nocives et (ou) désagréables.
- Les avantages retirés par la population de l'utilisation de l'environnement physique et de sa mise en valeur.

La sécurité des personnes et l'administration de la justice

- Les formes de violence ouverte ou larvée subies par l'individu.
- Le caractère équitable et humain de l'application des lois.
- La confiance dans la manière dont la justice est rendue.

La participation à la vie collective

- Le degré des inégalités sociales.
- La participation à la vie collective et aux processus de décision.

L'ÉTIQUETAGE DES BIENS DE CONSOMMATION

UN INSTRUMENT DE LA POLITIQUE A L'ÉGARD DES CONSOMMATEURS

L'étiquetage obligatoire est l'un des moyens dont disposent les Gouvernements pour protéger et informer le consommateur; de plus, un certain nombre d'entre eux préconisent des systèmes d'étiquetage volontaire. Une étude réalisée par le Comité de la Politique à l'égard des Consommateurs de l'OCDE décrit ces deux formes d'étiquetage en se référant particulièrement à l'habillement et aux textiles. Le rapport présente également des suggestions en vue d'une action ultérieure tant sur le plan national que sur le plan international.

Etiquetage obligatoire

L'étiquetage obligatoire, résultant de dispositions législatives qui exigent que des informations spécifiques soient portées sur certains articles, a été institué dans les pays de l'OCDE pour diverses raisons : protéger le consommateur en ce qui concerne la santé et la sécurité, le défendre contre les renseignements trompeurs et lui garantir une information précise qui lui permette d'opérer un choix plus rationnel parmi les produits de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes qui lui sont proposés. Mais tous les pays Membres ne soumettent pas les mêmes catégories de produits aux règles de l'étiquetage obligatoire.

En général, l'étiquetage obligatoire comporte un avertissement, des renseignements ou des instructions concernant la santé et la sécurité, surtout lorsqu'il s'agit de produits dangereux qu'il est difficile d'interdire purement et simplement. Il peut également fournir des renseignements essentiels sur le poids, le volume, le nombre et la composition des produits en cause. Dans certains pays de l'OCDE, le prix de vente, le nom et l'adresse de l'emballleur, du fabricant ou du distributeur, ou encore l'origine du produit, doivent également figurer sur l'étiquette.

Cet étiquetage présente l'avantage de fournir aux consommateurs une information claire, précise et uniforme, de s'appliquer à tous les produits visés par la réglementation et vendus dans le pays, qu'ils soient importés ou fabriqués localement; enfin des sanctions pénales protègent le consommateur contre les fabricants qui ne se conformeraient pas aux règles d'étiquetage prévues par les dispositions législatives.

Mais l'étiquetage obligatoire peut présenter des inconvénients. Ainsi, il peut entraîner des dépenses supplémentaires pour les fabricants et les détaillants, comme pour les pouvoirs publics qui doivent le faire respecter, et une partie de ces coûts risque en fin

de compte d'être répercutée sur le consommateur. De plus, les divergences entre les conditions qui régissent l'étiquetage obligatoire dans les différents pays peuvent avoir des effets défavorables sur les échanges internationaux et ces effets peuvent compromettre les bénéfices que le consommateur retire de la concurrence internationale. C'est pourquoi le Comité de la Politique à l'égard des Consommateurs de l'OCDE propose d'étudier l'action susceptible d'être recommandée aux Gouvernements Membres pour hâter l'harmonisation de ces conditions.

Etiquetage non obligatoire

D'une manière générale, les systèmes d'étiquetage volontaire ont été classés, dans le rapport de l'OCDE, en deux grandes catégories.

• *L'étiquetage systématique*

Les systèmes d'étiquetage d'information sont mis au point par des organismes spécialisés (dont la plupart sont en partie financés par les pouvoirs publics); ils ont principalement pour objet de renseigner sur la composition et les propriétés des produits. Ces systèmes ont une très grande importance en Allemagne, au Danemark, en Finlande, en Norvège, aux Pays-Bas (où un programme vient d'être mis en place) et en Suède, ainsi qu'en France où l'on instaure actuellement un système du même genre. Le label « VDN » (sigle de l'Institut suédois de l'étiquetage des produits), utilisé en Suède, peut à juste titre être considéré comme le premier qui ait été institué dans ce domaine; il est très largement utilisé; on estime à un milliard le nombre d'articles vendus chaque année en Suède avec le label VDN. Au Royaume-Uni, un système d'étiquetage général, « Teltag », a été appliqué par le Consumer Council patronné par le Gouvernement, mais il a été abandonné à la suite de la décision du Gouvernement de dissoudre le Conseil.

Le rapport indique que les systèmes d'étiquetage d'information sont utiles à condition qu'ils soient appliqués dans l'intérêt des consommateurs, qu'ils présentent les renseignements sous une forme claire et normalisée, que les dispositions nécessaires soient prises pour garantir l'exactitude des renseignements, que d'autres systèmes, notamment l'étiquetage obligatoire, ne remplissent pas les objectifs qu'ils poursuivent et enfin qu'ils soient largement adoptés et de façon volontaire. Tous les systèmes existants ne remplissent pas ces conditions. Néanmoins, le rapport estime qu'un certain nombre d'entre eux ont largement contribué à une meilleure information du consommateur, spécialement lorsqu'on éprouve des difficultés particulières pour définir les règles d'une information correcte ou pour mettre au point des méthodes d'essai permettant de vérifier que les informations données sont exactes.

Les principaux inconvénients des systèmes d'étiquetage systématique, soulignés dans le rapport, proviennent du fait que, à quelques exceptions près, ils ne sont pas largement utilisés par les fabricants ou les vendeurs et que leurs seules sanctions sont d'ordre contractuel ou civil.

• L'étiquetage conçu et appliqué par les producteurs et les vendeurs

La plupart des étiquettes entrent dans cette catégorie; elles peuvent avoir été conçues, dans leur forme et leur contenu, par une société à titre individuel, ou bien elles peuvent être conformes — totalement ou partiellement — aux recommandations formulées par des associations professionnelles ou par un organisme de normalisation. L'étiquetage « par le producteur » a été critiqué pour deux raisons : en premier lieu, les informations ainsi fournies risquent d'être inexactes ou trompeuses; en second lieu, elles ne sont pas toujours conformes aux besoins des consommateurs et peuvent les inciter à acheter des marchandises qui ne correspondent pas à ce qu'ils cherchent si elles omettent un fait important ou si le renseignement est donné en termes imprécis ou non normalisés.

Etiquetage des textiles

• Santé et sécurité

Les dangers que présentent les textiles inflammables sont depuis longtemps un sujet de préoccupation; même si la fibre ne s'enflamme pas, elle peut fondre en formant des gouttelettes dangereuses.

Le meilleur moyen de supprimer le danger que représentent les matériaux inflammables est évidemment d'interdire la vente des textiles dangereux, mais cette solution soulève un problème important : comment mettre au point des normes de sécurité appropriées en matière d'inflammabilité sans qu'il en résulte des coûts inacceptables ? Un certain nombre de pays de l'OCDE procèdent actuellement à la mise au point de normes nouvelles, plus précises, et parmi eux le Canada expérimente actuellement une « méthode normative provisoire pour les essais de combustion des textiles destinés à la vente au détail ». Aux États-Unis, une loi relative à la sécurité des produits de consommation, « Consumer Products Safety Act », a été adoptée en octobre 1972 : elle habilite une nouvelle Commission sur la sécurité des produits de consommation à promulguer des normes de sécurité pour certaines catégories de produits de consommation. Au Royaume-Uni, on envisage actuellement d'adopter des normes complémentaires obligatoires pour certains types de produits.

Dans certains pays, l'emploi des étiquettes d'avertissement a été exigé ou proposé au lieu de l'interdiction des matériaux inflammables. Il est difficile d'évaluer l'efficacité de ces étiquettes, étant donné que la majorité des acheteurs basent probablement leur choix sur des motifs autres que la protection contre l'inflammabilité. En outre il est difficile, dans la pratique, d'exiger que des étiquettes d'avertissement soient apposées, surtout lorsqu'il s'agit de tissus vendus au mètre.

Dans le secteur des textiles, il existe d'autres risques pour la santé qui peuvent résulter de l'emploi de matériaux pollués, par exemple de déchets ou de textiles usagés utilisés pour le garnissage des matelas. Lorsqu'on constate un recours fréquent à cette pratique, il est évidemment souhaitable de l'interdire par principe plutôt que de préconiser l'apposition d'étiquettes avertissant l'acheteur éventuel que l'article contient des matériaux souillés. C'est pourquoi le Comité conclut que l'interdiction pure et simple de ces matériaux ou une action en vue de limiter leur utilisation est plus appropriée lorsque la santé ou la sécurité courent des risques graves, et qu'il ne faut envisager l'emploi d'étiquettes d'avertissement que dans les cas où une autre action est inapplicable ou inappropriée. Pour décider si ce genre d'étiquetage doit ou non être prescrit par la loi, il y a lieu de tenir compte de certains facteurs, tels que l'ampleur des risques courus, le degré d'utilisation du produit, les secteurs de la population qui sont particulièrement exposés et la bonne volonté dont les fabricants font preuve pour procéder d'eux-mêmes à l'étiquetage approprié.

• Etiquetage de la teneur en fibres

Étant donné la rapidité avec laquelle se développe la production de nouveaux textiles chimiques, le rapport insiste sur l'importance que présente pour le consommateur un étiquetage approprié indiquant la teneur en fibres.

L'indication obligatoire de cette teneur sur l'étiquette de la plupart des vêtements et articles textiles est d'une façon générale exigée dans les pays des Communautés Européennes (1), au Canada, en Espagne et aux États-Unis. Cet étiquetage est également exigé en Autriche et au Portugal, mais il ne concerne que les articles qui contiennent de la laine.

L'étiquetage obligatoire de la teneur en fibres a été institué, non seulement parce que le consommateur a le droit de savoir ce qu'on lui offre, mais aussi parce que cela lui permet de juger si les fibres dont est composé l'article conviennent à l'emploi qu'il désire en faire, et également pour faciliter son choix parmi la profusion de marques commerciales (en exigeant l'usage du nom générique). On considère aussi que, dans une certaine mesure, l'étiquetage de la teneur en fibres le protège contre une indication inexacte ou trompeuse et le renseigne sur les méthodes à utiliser pour le lavage ou le nettoyage, lorsque l'étiquette ne comporte pas de conseils d'entretien appropriés.

Les Gouvernements qui ont institué l'étiquetage obligatoire

(1) Le Conseil des Ministres des Communautés Européennes a adopté en 1971 une directive qui rend obligatoire pour tous les textiles, hormis quelques exceptions, l'étiquetage de la teneur en fibres.

CODE D'ENTRETIEN DES ARTICLES TEXTILES SYMBOLES INTERNATIONAUX +

Cet ensemble de symboles a été établi par le Symposium international d'étiquetage d'entretien des textiles, qui représente des groupements nationaux de fabricants de textiles et de vêtements, de détergents et de produits colorants, ainsi que d'autres groupements intéressés par l'existence d'un système international commun de symboles visuels. Il a été adopté volontairement en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, en Israël, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Suisse. Il sera également utilisé dans d'autres pays, avec certaines modifications.

A = Nettoyable à sec par tous les solvants.

B = Nettoyable au perchloréthylène ou aux essences minérales.

F = Nettoyable uniquement aux essences minérales (white spirit, etc.).

+ Reproduits avec l'autorisation du Symposium international d'étiquetage, d'entretien des textiles, Paris.

DEGRÉ		3	2	1	0
TRAITEMENT	SYMBOLE	Aucune précaution spéciale nécessaire	Certaines précautions nécessaires	Précautions spéciales nécessaires	Traitement interdit
LAVAGE	Cuvier				
TRAITEMENT A L'EAU DE JAVEL	Triangle			* 30° ou 40° selon les articles	
REPASSAGE	Fer à repasser				
NETTOYAGE A SEC	Tambour de nettoyage à sec				
	Couleur	Vert	Vert/Orange	Orange	Rouge

reconnaissent que le consommateur ne connaît pas toujours parfaitement les propriétés des fibres, mais ils estiment que ce mode d'étiquetage peut suffire (ou qu'il peut être suffisamment amélioré par l'éducation du consommateur) pour que ce dernier retire un avantage net appréciable des informations ainsi fournies, auxquelles s'ajoutent les renseignements diffusés par la presse, la télévision et les organisations de consommateurs si, de plus, l'étiquetage obligatoire de la teneur en fibres est complété par des systèmes volontaires d'étiquetage relatif à l'entretien.

Deux pays Membres — la Suède et le Royaume-Uni — ne sont pas convaincus que ce système d'étiquetage obligatoire soit justifié. Ils font remarquer, entre autres arguments, que les progrès techniques (et notamment la profusion des fibres et des mélanges et les propriétés variables que peut avoir une fibre générique donnée selon qu'elle est produite ou traitée de manière différente) ont si sensiblement réduit l'aptitude du consommateur à déduire judicieusement les propriétés d'un article de sa teneur en fibres que, pour l'aider à faire un choix rationnel, l'étiquette devrait plutôt porter des indications relatives aux diverses propriétés du produit; or, ce genre d'information se prête mieux à la méthode plus souple de l'étiquetage systématique volontaire qu'aux exigences de l'étiquetage obligatoire.

On s'est également préoccupé des obstacles que peut éventuellement poser aux échanges internationaux la multiplicité des exigences nationales en matière d'étiquettes, largement similaires dans leur forme, mais différentes sur d'importants points de détails techniques, et qui doivent dans chaque cas être rédigées dans la langue du pays.

Toutefois, le rapport suggère que les pays de l'OCDE qui n'ont pas encore pris de mesures en ce sens devraient examiner s'il convient d'adopter un étiquetage obligatoire de la teneur en fibres fondé sur l'emploi des noms génériques des fibres et de prévoir dans le détail la manière dont la teneur en fibres doit être calculée et indiquée. La loi devrait également prévoir un contrôle efficace pour garantir l'étiquetage correct des produits et fixer des sanctions pénales appropriées en cas de non-application des réglementations obligatoires. En outre, le rapport suggère que les pays Membres qui ont adopté ou qui ont l'intention d'adopter l'étiquetage obligatoire de la teneur en fibres étudient les mesures susceptibles de mieux informer le consommateur des particularités et des propriétés des différentes fibres, en accordant une attention particulière aux fibres nouvelles. Enfin, le Comité se propose d'étudier les mesures qui permettraient de réduire les obstacles aux échanges internationaux dus aux différences entre les législations en vigueur sur l'étiquetage de la teneur en fibres, en tenant compte du besoin de protection et d'information des consommateurs.

• *Etiquetage d'entretien*

La possibilité de laver ou de nettoyer à sec un produit textile et de le soumettre à d'autres traitements dépend non seulement des fibres qui entrent dans sa composition mais de toute une série d'autres facteurs, comme la stabilité de la couleur, la facilité avec laquelle il se défroisse, les apprêts ou traitements spéciaux qu'il a subis. Quelles que soient les informations que l'on peut raisonnablement attendre d'un étiquetage pratique obligatoire ou systématique, des étiquettes bien conçues portant des conseils d'entretien peuvent permettre d'éviter d'abîmer ou de détruire prématurément l'article par un traitement inapproprié et c'est pourquoi le rapport souligne l'importance de ce type d'étiquetage.

Suivant la qualité des fibres ou des colorants utilisés, la façon dont le tissu a été fabriqué et traité, les apprêts qu'il a subis ou la présence — parfois en quantités très minimes — d'un autre textile ou d'autres matériaux non textiles dans les doublures, triplures, boutons, boucles, garnitures, etc., un procédé particulier de nettoyage abîme, ou non, un article.

Des modifications dans les procédés utilisés peuvent également avoir une très grande importance pour déterminer le risque de détérioration de l'article.

Les États-Unis sont le seul pays de l'OCDE à avoir institué l'étiquetage obligatoire d'entretien; encore cette adoption est-elle récente. On prévoit l'institution prochaine d'un système international normalisé, dû pour une large part aux travaux de l'Organisation Internationale de Normalisation, et du Symposium international pour l'étiquetage d'entretien des textiles, dont le code de symboles a déjà été adopté par huit pays de l'OCDE. Aussi certains pays estiment-ils qu'il serait inopportun d'imposer un système obligatoire national qui risquerait de devoir être rapidement modifié.

Il est extrêmement difficile de fixer réglementairement les conseils d'entretien qui doivent être donnés dans chaque cas particulier et de mettre au point des méthodes normalisées d'essai, destinées à vérifier que la méthode de traitement recommandée est celle qui convient; certains pays se refusent à imposer un étiquetage obligatoire, faute de pouvoir s'assurer de l'exactitude des informations exigées.

Indépendamment du système appliqué aux États-Unis, les systèmes les plus efficaces en vigueur dans les pays Membres entrent dans la catégorie de l'étiquetage volontaire systématique. Le Comité tient à mentionner particulièrement quatre systèmes de ce genre — qui sont appliqués au Canada, au Japon, au Royaume-Uni et en Suède. Tous reposent sur l'emploi de symboles, complétés dans certains cas par un texte imprimé et (ou) par des dessins.

Le Comité admet le bien-fondé des arguments invoqués contre l'étiquette obligatoire d'entretien. Toutefois, il fait remarquer que l'étiquetage volontaire n'est acceptable que si l'on peut supposer qu'il se répandra largement dans un délai raisonnable. Au cas où cette hypothèse ne se vérifierait pas, le Comité pourrait juger nécessaire de reconsidérer la possibilité de recommander un système obligatoire d'entretien.

• *Etiquetage des tailles*

Un autre problème que le Comité avait décidé d'examiner concerne les difficultés auxquelles se heurte le consommateur lorsqu'il doit choisir entre des articles d'habillement portant des indications de taille qui sont définies suivant des spécifications différentes. Bien que plusieurs pays de l'OCDE pratiquent des systèmes nationaux d'étiquetage des tailles, c'est un fait qu'il n'existe actuellement aucune norme internationale pour l'indication de la taille. Cette indication varie d'un pays à un autre; ainsi, pour les vêtements d'enfants, l'étiquetage peut être fait selon l'âge dans un pays, selon la taille dans un autre, selon la taille et le tour de poitrine dans un autre encore.

Le Comité est conscient des difficultés qui résultent d'un étiquetage non uniforme de la taille et se félicite des efforts entrepris actuellement sur le plan national et international — en particulier par l'Organisation Internationale de Normalisation — pour encourager le développement et la diffusion d'un système satisfaisant d'étiquetage des tailles. Mais on considère que les difficultés rencontrées par le consommateur en raison de l'absence d'étiquetage des tailles n'ont pas l'ampleur de certains autres problèmes; ainsi la question des tailles ne semble pas faire partie des domaines où il serait raisonnable d'envisager l'introduction d'un système d'étiquetage obligatoire. Aussi le Comité se borne-t-il à encourager, d'une façon générale, le développement d'un système volontaire.

* *

Dans son rapport, le Comité s'est efforcé d'élaborer des principes qui pourraient être appliqués par les Gouvernements Membres pour améliorer les informations que l'étiquetage fournit au consommateur. Mais sur le plan national ces principes doivent être rapprochés d'autres aspects de l'information et de l'éducation des consommateurs, qui présentent autant d'importance pour assurer que les achats deviennent plus rationnels. Sur le plan international, la nécessité de veiller à ce que les différences entre les systèmes nationaux d'étiquetage ne créent pas d'obstacles aux échanges internationaux demeure la préoccupation permanente du Comité dans les travaux qu'il entreprend en matière d'étiquetage.

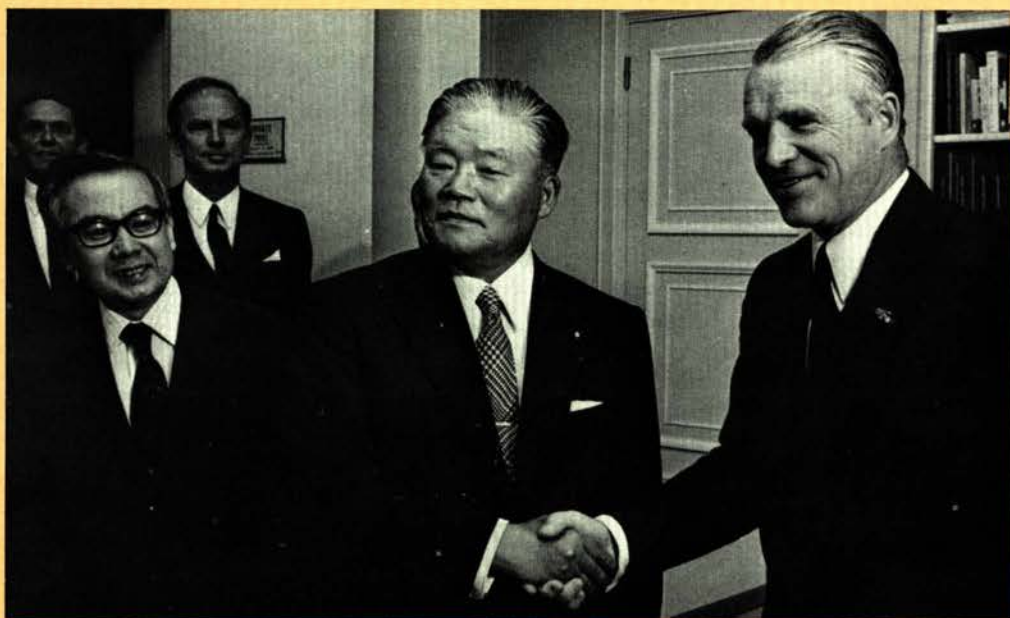
A L'OCDE

Le Ministre des Affaires Etrangères du Japon en visite à l'OCDE

Masayoshi Ohira, Ministre des Affaires Etrangères du Japon, s'est rendu le 3 mai au siège de l'OCDE pour s'entretenir avec Emile van Lennep, Secrétaire général, sur des questions de coopération économique internationale et sur le rôle du Japon dans les travaux de l'Organisation.

Il était accompagné par l'Ambassadeur Bunroku Yoshino, Chef de la Délégation permanente du Japon auprès de l'OCDE, Hiromichi Miyazaki, Directeur général du Bureau des Affaires Economiques au Ministère des Affaires Etrangères, et d'autres personnalités officielles japonaises.

De gauche à droite : l'Ambassadeur Bunroku Yoshino, Chef de la Délégation permanente du Japon auprès de l'OCDE ; Masayoshi Ohira, Ministre des Affaires Etrangères du Japon ; Emile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE.



Le problème de la propagation internationale de l'inflation

Lors de sa réunion des 17 et 18 mai, le Comité de Politique Economique de l'OCDE a débattu d'un rapport de son Groupe de Travail N° 4 sur *Quelques aspects du problème persistant de l'inflation* (1). Ce rapport met l'accent sur la propagation internationale de l'inflation et sur la nécessité d'une action internationale concertée, deux aspects du problème de l'inflation qui ont fait l'objet d'une attention particulière conformément à une proposition soumise par l'Autriche au Conseil de l'OCDE en octobre 1972.

Le rapport étudie comment l'inflation importée pose des problèmes spéciaux aux économies des petits pays européens ouvertes sur l'extérieur, comme celle de l'Autriche, et aussi comme celles des

pays scandinaves, des pays du Benelux et de la Suisse. Il a été admis que, si l'on peut trouver dans ces pays des causes potentielles d'inflation, leurs économies sont si fortement influencées par les forces inflationnistes qui se propagent sur le plan international qu'il leur est difficile de faire mieux que de suivre la tendance à la hausse des prix qui se produit dans le monde entier.

Le rapport examine les circuits par l'intermédiaire desquels l'inflation s'est propagée de pays à pays — effets des prix, effets de la pression de la demande, effets dans le domaine de la liquidité, effets de « démonstration » et d'anticipation — et conclut que les effets directs de prix s'exerçant sur les importations comme sur les exportations ont pu revêtir une

importance particulière depuis deux ou trois ans.

En ce qui concerne une action concertée, les politiques nationales de lutte contre l'inflation devraient se renforcer mutuellement, le ralentissement de la hausse des prix répondant à la fois pour chaque pays à son devoir international et à son intérêt national. Des dispositions en matière de consultation et d'échanges de renseignements sur les mesures de lutte contre l'inflation prises dans les différents pays constituent un élément important pour la synchronisation des politiques nationales.

(1) Un article plus détaillé traitera de ce sujet dans le numéro d'août de L'OBSERVATEUR DE L'OCDE.

Séminaire patronal international sur les progrès dans l'organisation du travail

Du 3 au 6 avril des représentants patronaux de chacun des pays Membres de l'OCDE ainsi que du Comité consultatif économique et industriel (BIAC) se sont réunis sous les auspices du Programme employeurs-travailleurs de l'OCDE ; ils ont confronté leurs expériences respectives sur les possibilités offertes par les sciences du comportement modernes pour améliorer l'environnement du travail et faire un usage plus efficace des res-

sources humaines. Des changements de nature très diverse ont été apportés dans plusieurs grandes compagnies internationales parmi lesquelles Imperial Chemical Industries (élargissement des tâches), Olivetti, Philips (structuration du travail) et Shell Oil (système participatif de gestion) et des représentants de ces compagnies ont pris part à la réunion. Leurs expériences, ainsi que celles d'autres firmes (en Belgique, au Danemark, aux

Etats-Unis, en Norvège, aux Pays-Bas et en Suède) ont constitué la base des discussions qui ont été centrées sur les points suivants :

- réorganisation des tâches et des groupes de travail ;
- création de styles plus efficaces de direction et d'encadrement ;
- conséquences pour l'encadrement des nouvelles attitudes des travailleurs.

Nouvelles publications de l'OCDE

« Etudes économiques de l'OCDE ». Série 1973 :

ESPAGNE (mars 1973, 76 pages) ;
FINLANDE (mars 1973, 64 pages) ;
IRLANDE (mars 1973, 102 pages) ;
ROYAUME-UNI (janvier 1973,
106 pages) ; SUISSE (mars 1973,
88 pages).

Le fascicule F 4,50 FS 3,50
DM 3,20 £ 0,35 \$ 1,00
Abonnement à la série 1973 en cours de
parution : F 76,00 FS 58,00
DM 51,00 £ 5,80 \$ 16,50

LE MARCHÉ FINANCIER, LES MOUVEMENTS INTERNATIONAUX DE CAPITAUX, LES RESTRICTIONS SUR LES OPÉRATIONS EN CAPITAL AUX PAYS-BAS (mars 1973)

Le rapport — le huitième dans la
série consacrée aux marchés de
capitaux des pays de l'OCDE —
analyse les aspects institutionnels et
le fonctionnement du système finan-
cier des Pays-Bas ainsi que ses liens
avec les marchés financiers étran-
gers. Les traits caractéristiques de
ce marché et les problèmes concer-
nant le financement du secteur
public, les mouvements internatio-
naux de capitaux et l'efficacité des
marchés intérieurs de capitaux à
long terme, y compris le marché
important des prêts privés (« oner-
handse leningen ») sont discutés en
détail.

80 pages F 14,00 FS 11,10
DM 8,80 £ 1,14 \$ 3,50

STATISTIQUES PÉTROLIÈRES PROVISOIRES PAR TRIMESTRE. 3^e trimestre 1972/PROVISIONAL OIL STATISTICS BY QUARTERS (février 1973)

22 pages, bilingue F 6,00 FS 4,75
DM 4,20 £ 0,45 \$ 1,50
Abonnement F 18,00 FS 14,00
DM 12,50 £ 1,37 \$ 4,00

L'INDUSTRIE DES CUIRS ET PEAUX ET DE LA CHAUSSURE DANS LES PAYS DE L'OCDE. Statistiques 1971-1972 / THE HIDES, SKINS AND FOOTWEAR INDUSTRY IN OECD COUNTRIES (avril 1973)

Évolution de la production, de la
consommation, des échanges et des
prix dans les secteurs de la chaus-
sure, des cuirs et peaux tannés et
des cuirs et peaux bruts en 1971 et
tendances en 1972. Difficultés ren-
contrées par l'industrie de la tannerie
en 1972 en raison de l'escalade des
prix des matières premières. Première
estimation des répercussions que
cette hausse pourra avoir sur les
prix des chaussures.

96 pages, bilingue F 16,00 FS 12,70
DM 10,00 £ 1,35 \$ 4,00

VINGT-CINQUIÈME ENQUÊTE SUR L'ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE, 1972/ TWENTY FIFTH SURVEY

OF ELECTRIC POWER EQUIP- MENT, 1972 (mars 1973)

Tendances des livraisons et des
commandes en carnet de l'industrie
européenne de matériel lourd pour
centrales électriques pour la période
1971-1977. Résultats d'enquêtes pa-
rallèles effectuées auprès des fabri-
cants américains et japonais. Résul-
tats de la quinzième enquête sur le
développement des moyens de pro-
duction dans l'industrie de l'électri-
cité pour la période 1971-1975 et
caractéristiques techniques de l'équi-
pement.

164 page, bilingue F 22,00 FS 17,20
DM 13,80 £ 1,90 \$ 5,10

Série « Problèmes de développe- ment » :

GUIDE DE L'ÉVALUATION ÉCO- NOMIQUE DES PROJETS D'IRRI- GATION, par Hellmuth Bergmann (avril 1973)

Ce guide est destiné, à titre expé-
rimental, à améliorer la gestion d'un
projet d'irrigation avant, pendant et
après son exécution. Bien qu'il
s'applique plus particulièrement aux
conditions prévalant dans des pays
de l'Europe méridionale, la méthodo-
logie qu'il propose sera d'un intérêt
pratique pour les pays ayant une
situation agro-écologique similaire.

142 pages F 16,00 FS 12,70
DM 10,00 £ 1,32 \$ 3,75

REVUE AGRICOLE N° 4 - 1972 (mars 1973)

Le numéro F 5,00 FS 4,00
DM 3,50 £ 0,40 \$ 1,25
Abonnement F 15,00 FS 11,70
DM 10,50 £ 1,15 \$ 3,25

GESTION DES DÉCHETS RADIO- ACTIFS RÉSULTANT DU TRAITE- MENT DU COMBUSTIBLE IRRADIÉ (mars 1973)

Pratiques actuelles et méthodes
envisageables à l'avenir pour la
gestion, le stockage et l'évacuation
des déchets de haute activité pro-
venant du retraitement des combus-
tibles nucléaires et contenant plus
de 99 % de l'ensemble de la radio-
activité présente dans tous les dé-
chets qui résultent de la production
d'énergie nucléaire. Description et
examen des pratiques actuelles (en
particulier pour le stockage sous
forme liquide, la solidification et le
stockage dans des formations géo-
logiques stables) et des méthodes
prévisibles à l'avenir, y compris le
stockage à très long terme, l'éva-
cuation dans la zone antarctique,
l'évacuation dans l'espace et la trans-
formation des radio-isotopes à lon-
gue période en d'autres éléments
plus maniables.

Les communications fournissent des
données quantitatives sur les quan-
tités de déchets hautement radio-
actifs qui s'accumuleront vraisem-
blablement au cours des prochaines
années, les volumes et les périodes
de stockage requis, la surveillance

des dépôts de stockage et les dis-
positifs d'entretien, etc.

1 268 pages. Textes en anglais et en français.
F 140,00 FS 107,00
\$ 34,00 DM 88,00 £ 12,00

LE SECTEUR DE LA DISTRIBU- TION. Évolution et politiques gou- vernementales (mai 1973). Série « Document »

Description détaillée de la structure
et des tendances du commerce de
gros et de détail. Fait ressortir en
particulier l'importance relative et
la croissance des divers circuits de
distribution et décrit les méthodes
et les effets de la rationalisation
dans le secteur de la distribution.

52 pages F 6,00 FS 4,80
DM 3,80 £ 0,55 \$ 1,50

Série « Recherche routière » :

TECHNIQUES D'EXPLOITATION DES ROUTES DE CAPACITÉ TEM- PORAIREMENT RÉDUITE (mars 1973)

Les problèmes de circulation et de
sécurité posés par les travaux de
construction et d'entretien, par les
accidents de la route ou d'autres
incidents de circulation, peuvent
avoir une importance considérable.
L'obstruction temporaire de cer-
taines sections de routes peut entraî-
ner pour les usagers des pertes de
temps importantes et des désa-
gréments. Méthodes employées
pour évaluer les conséquences éco-
nomiques des obstructions de la
route; applications à la planification
et à l'exploitation; besoins de
recherches ultérieures.

116 pages F 13,00 FS 10,30
DM 8,20 £ 1,10 \$ 3,25

Série « Examens de la politique de main-d'œuvre et de la politique sociale » :

POLITIQUE DE MAIN-D'ŒUVRE AU JAPON (avril 1973)

Le système d'emploi japonais, sous
l'influence du plein emploi, com-
mence à présenter certains des as-
pects des marchés du travail plus
flexibles des pays occidentaux. En
même temps, les politiques des
employeurs occidentaux évoluent
dans le sens des politiques plus
rigides du type japonais. Le rap-
port examine les avantages et
inconvénients du système japonais
et cherche à identifier des moyens
de garder ces avantages, tout en
les complétant par ceux des poli-
tiques et institutions occidentales.

184 pages F 16,00 FS 12,70
DM 10,00 £ 1,32 \$ 3,75

Série « Séminaires internationaux » : 1971-3. LE COMMERCE INTER- NATIONAL ET SES CONSÉQUEN- CES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES. Séminaire syndical régional, Paris, 7-10 décembre 1971. Rapport final de John Wall (avril 1973)

Après avoir donné un aperçu gé-
néral de l'évolution du commerce
international, le rapport traite de
l'importance de l'industrialisation
et du développement des échanges
pour les pays moins développés. Il
passe ensuite en revue certaines
industries où les pays avancés se
trouvent en concurrence avec les
pays moins développés (textiles,
industrie mécanique légère, pièces
et composants électroniques) et
termine en examinant le rôle que

peuvent jouer les syndicats pour
favoriser une action constructive
de développement.

84 pages F 8,00 FS 6,40
DM 5,00 £ 0,66 \$ 2,00

Série « Politiques nationales de la science » :

ISLANDE (mars 1973)

Les problèmes de politiques scien-
tifique d'un petit pays de 200 000 ha-
bitants. Comment il s'efforce d'or-
ganiser un effort scientifique et
technique en fonction d'un environ-
nement peu propice au développe-
ment économique. Les problèmes
d'une communauté scientifique ex-
trêmement réduite et qui ne doit pas
se couper du monde extérieur.

172 pages F 18,00 FS 14,30
DM 11,30 £ 1,48 \$ 4,25

CLASSIFICATION DES SYSTÈMES D'ENSEIGNEMENT : AUTRICHE, IRLANDE, ITALIE (mars 1973)

88 pages F 10,00 FS 8,50
DM 6,30 £ 0,82 \$ 2,00

« Etudes sur la gestion des établis- sements d'enseignement supérieur » :

DÉCISION - PLANIFICATION - ÉTABLISSEMENT DE BUDGET. Université de Copenhague (mars 1973)

Comment on peut utiliser des tech-
niques quantitatives dans un contex-
te universitaire et mettre en œuvre
une procédure efficace de planifi-
cation décentralisée. Le rapport pro-
pose une meilleure technique de
planification et d'établissement des
budgets, fondée essentiellement sur
l'application de règles de décision
simples. Il décrit également un
modèle de simulation (ou modèle
de prévision) ainsi qu'un modèle
et une procédure d'affectation des
ressources décentralisées.

262 pages F 19,00 FS 15,00
DM 11,90 £ 1,60 \$ 4,50

ÉTUDE DES COUTS ET DES ÉCONOMIES POSSIBLES. Univer- sité de Bradford (mars 1973)

Le but est de mettre en évidence
les économies qui pourraient être
réalisées sur le coût de l'enseigne-
ment dispensé aux étudiants, dans
un certain nombre d'hypothèses,
afin de permettre aux autorités res-
ponsables de l'enseignement sur
le plan national et aux Universités
elles-mêmes de prendre des mesures
propres à assurer une utilisation
plus rationnelle des ressources dans
le secteur de l'enseignement supé-
rieur. Bien que les données utili-
sées concernent uniquement l'Uni-
versité de Bradford, les méthodes
employées ont une portée gé-
nérale.

446 pages F 34,00 FS 26,50
DM 21,30 £ 2,80 \$ 8,00

PLANIFICATION DU DÉVELOP- PEMENT DES UNIVERSITÉS. Uni- versité de Lancaster (avril 1973)

Le thème central est l'analyse des
conséquences que pourrait avoir
le choix de tel ou tel plan de déve-
loppement. Elle traite notamment
des charges d'enseignement, des
besoins en personnel, de la poli-
tique d'admission des étudiants,
des dépenses propres aux départe-
ments et à la bibliothèque.

158 pages F 14,00 FS 11,10
DM 8,80 £ 1,14 \$ 3,50

Où obtenir les publications de l'OCDE

ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag, GmbH,
Postfach 9380, 53 BONN.
Sous-dépositaires :
BERLIN 62 : Elwert & Meurer.
HAMBURG : Reuter-Klöckner.
Und in den massgebenden Buchhandlungen
Deutschlands.

ARGENTINE

Libreria de las Naciones,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
178 Collins Street,
MELBOURNE 3000.

AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sous-dépositaire :
Buchhandlung Jos. A. Kienreich,
Sackstrasse 6, GRAZ.

BELGIQUE

Librairie des Sciences,
Coudenberg 76-78,
et rue des Eperonniers 56,
B 1000 BRUXELLES 1.

BRÉSIL

Mestre Jou S.A.,
Rua Guaipá 518, Caixa Postal 24090,
05000 SAO PAULO 10.
Rua Senador Dantas 19 s/205-6,
RIO DE JANEIRO GB.

CANADA

Information Canada,
OTTAWA.

DANEMARK

Munsksgaard International Booksellers,
Norregade 6, DK-1165 COPENHAGEN K
Danemark

ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.
Libreria Bastinos de José Bosch,
Pelayo 52, BARCELONA 1.

ÉTATS-UNIS

OECD Publications Center,
Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave, N.W.,
WASHINGTON D.C. 20006.
Tel. : (202) 298.87.55.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 2, 00100 HELSINKI 10.

FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services Ltd.,
P.O.B. 83, Taipei, TAIWAN

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal,
F 75775 PARIS Cedex 16.
Principaux sous-dépositaires :
PARIS : Presses Universitaires de France,
49 boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.
Sciences Politiques (Lib.),
30 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.
13100 AIX-EN-PROVENCE :
Librairie de l'Université.
38000 GRENOBLE : Arthaud.
67000 STRASBOURG : Berger-Levrault.
31000 TOULOUSE : Privat.

GRÈCE

Librairie Kauffmann,
28 rue du Stade, ATHÈNES 132.
Librairie Internationale J. Mihalopoulos & Fils,
75 rue Hermou, B.P. 73, THESSALONIKI.

INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
Scindia House, NEW DELHI.
17 Park Street, CALCUTTA.

IRLANDE

Eason & Son, P.O.B. 42,
40-41 Lower O'Connell Street, DUBLIN 1.

ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f.,
Hafnarstræti 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.

ISRAËL

Emanuel Brown,
9 Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM.
35 Allenby Road,
and 48 Nahlat Benjamin St., TEL-AVIV.

ITALIE

Rappresentanza esclusiva :
Libreria Commissionaria Sansoni,
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE.
Via Bartolini 29, 20155 MILANO.
Sub-depositari :
Herder Editrice e Libreria,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA.
Libreria Hoepli,
Via Hoepli 5, 20121 MILANO.
Libreria Lattes,
Via Garibaldi 3, 10122 TORINO.
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre
assicurata dalle migliori librerie nelle città
più importanti.

JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103,
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.

LIBAN

Redico, Immeuble Edison,
rue Bliss, B.P. 5641,
BEYROUTH.

NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41-43, OSLO 1.

NOUVELLE-ZÉLANDE

WELLINGTON : Government Printing Office,
Mulgrave Street (Private Bag),
and Government Bookshops at :
AUCKLAND (P.O.B. 5344);
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721);
HAMILTON (P.O.B. 857);
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

PAKISTAN

Mirza Book Agency,
65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.

PAYS-BAS

W.P. Van Stockum,
Buitenhof 36, DEN HAAG.

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70, LISBOA.

ROYAUME-UNI ET COLONIES DE LA COURONNE

H.M. Stationery Office,
P.O.B. 569, LONDON SE1 9 NH.
ou
49 High Holborn
LONDON WC1V 6HB (personal callers)
Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, 11152 STOCKHOLM 16.

SUISSE

Librairie Payot,
6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11.
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZÜRICH.

TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL.
et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

VENEZUELA

Libreria del Este,
Avda F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS.

YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27,
P.O.B. 36, BEOGRAD.

Les commandes en provenance de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées au
Bureau des Publications de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, F 75775 PARIS CEDEX 16.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Pays Membres :

Allemagne
Australie
Autriche
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
Etats-Unis
Finlande
France
Grèce
Irlande
Islande
Italie
Japon
Luxembourg
Norvège
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Suède
Suisse
Turquie

Pays à Statut spécial

Nouvelle-Zélande
Yougoslavie

